

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

LA CHASSE

SON ORGANISATION TECHNIQUE, JURIDIQUE,
ÉCONOMIQUE & SOCIALE

LES ASSOCIATIONS COMMUNALES DE CHASSE

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

Jean-Joseph VERZIER

Licencié ès Lettres

Avocat à la Cour d'Appel de Lyon



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

Téléphone 63-56

—
1926

Thèse
Lyon
1926

LA CHASSE

Son Organisation Technique, Juridique,
Economique et Sociale

Les Associations Communales de Chasse

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

LA CHASSE

SON ORGANISATION TECHNIQUE, JURIDIQUE,
ÉCONOMIQUE & SOCIALE

LES ASSOCIATIONS COMMUNALES DE CHASSE

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

Jean-Joseph VERZIER

Licencié ès Lettres



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

Téléphone 63-56

1936

413093

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS

MM

- APPLETON (Charles), *, ☼ I., professeur honoraire.
GARRAUD (René), *, ☼ I., ☼, professeur honoraire, correspondant de l'Institut.
JOSSEMAND, *, ☼ I., doyen, professeur de Droit civil.
PIC (Paul), * O., ☼ I., professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), O, *, ☼, ☼ I., professeur de Droit administratif.
LAMBERT, professeur de Droit comparé.
BOUVIER, ☼ I., professeur de Science financière et de Législation française des finances.
LAMEIRE, ☼ I., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.
LÉVY, *, ☼ I., professeur de Droit civil.
GONNARD, ☼, ☼ I., professeur d'Economie politique.
PICARD, ☼ A., professeur de Droit civil.
ANTONELLI, *, ☼, ☼ I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.
PERROUD, ☼, ☼ I., professeur de Procédure civile.
COHENDY (Georges), ☼ A., professeur de Droit commercial général.
GARRAUD (Pierre), ☼, professeur de Droit criminel.
ROUBIER, ☼ A., professeur de Droit romain.
MONIER, agrégé, chargé de cours de Droit romain.
HOFFHERR, chargé de cours d'Economie politique.
LAMBERT Jacques, chargé de cours d'histoire du Droit.
BECQ, ☼ I., secrétaire.

MEMBRES DU JURY

- M. GONNARD, Professeur à la Faculté de Droit, *président*
MM. PICARD, Professeur à la Faculté de Droit
HOFFHERR, chargé de cours } *assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



*« A l'animateur de cet ouvrage, Philippe VERZIER,
mon père, qui, depuis vingt-cinq ans, a été l'un des
principaux ouvriers de la régénération de la chasse dans
le Rhône et au delà ».*



INTRODUCTION

La Chasse, à l'origine, fut une des sources principales de l'alimentation : nos premiers ancêtres chassaient pour vivre.

Puis, l'homme demandant sa nourriture à la culture et à l'élevage, la Chasse devint un sport et un plaisir, plutôt qu'un besoin. Mais l'abondance du gibier était un facteur économique dont il fallut toujours tenir compte.

En France, depuis un siècle, il a été négligé. La Chasse s'est exercée dans le désordre et la fantaisie de l'individualisme : et cette source de richesse est presque tarie. Contre ce mal, depuis quelques années, on a tenté de réagir ; nous voulons, à notre tour, en rechercher les causes et les remèdes.

L'ensemble des problèmes soulevés par la Chasse s'est posé devant nous sous quatre aspects : technique, juridique, économique et social.

A vrai dire, le point de vue économique est la base même de notre étude ; il en est la raison d'être ;

mais, étudié à maintes reprises, il est connu, et nous n'en reprendrons pas l'exposé.

Il nous suffira de rappeler que : « Par les nombreuses industries qui s'y rattachent et qui en profitent, par les services qu'elle rend à l'alimentation, « par les sommes qu'elle fait rentrer chaque année « dans les caisses publiques, par la plus-value qu'elle « donne à la terre, par les dépenses, en un mot, que « lui consacrent tous ceux qui s'y adonnent, la « Chasse est devenue une richesse nationale » (1).

Le côté technique, lui aussi, nous retiendra peu de temps. Une multitude d'ouvrages spéciaux existent à son sujet.

Quant aux questions juridiques soulevées par la Chasse, elle sont infinies ; mais nous ne les aborderons que dans la limite où certains principes de droit sont contraires au développement de cette richesse qu'est le gibier.

La Chasse ne peut pas rester, dans les pays de civilisation moderne, où la terre est appropriée, cultivée, morcellée, ce qu'elle était autrefois, ni même ce qu'elle peut être encore dans les régions de vastes étendues non encore appropriées.

Un territoire de chasse est aujourd'hui un champ à cultiver ; l'exploitation du gibier doit se faire comme celle d'un produit du sol : toute parcelle de terre ayant son propriétaire, tout ce qu'elle produit est, à un titre quelconque, le résultat du travail de l'homme.

(1) Laverne. *De la propriété du gibier d'élevage*, Paris, Larose, 1905.

Le gibier doit-il rester en dehors de la loi commune ? On l'a admis jusqu'ici, parce que le gibier, de nature sauvage, ne peut vivre que dans la liberté d'un parcours étendu ; l'homme ne peut le contraindre à s'adapter aux divisions arbitraires qu'il a multipliées dans les champs.

Nous pensons, au contraire, que le gibier doit être approprié, comme la terre qui le porte.

Des questions sociales se posent alors.

Comme la nature errante du gibier ne lui permet pas de s'adapter aux morcellements du sol, il est nécessaire de regrouper les droits de chasse attachés aux diverses parcelles, pour les livrer à une production et à une exploitation rationnelle du gibier.

C'est pourquoi sont nées les sociétés de chasse, les associations, destinées à favoriser l'exploitation du gibier, d'une part, et de l'autre, à grouper les terrains sur lesquels se fait cette exploitation.

Cette nouvelle organisation à tendance économique et sociale, éclore spontanément, couvre déjà la France d'un vaste réseau : elle donne à la Chasse un aspect nouveau, étant donné surtout que le nombre des chasseurs qu'elle englobe est chaque jour plus considérable.

Quel sera son développement ? Saura-t-elle s'adapter aux conditions des milieux dans lesquels elle se constitue ? La loi favorisera-t-elle son action ? Autant de questions qui se posent. Etudions ces différents problèmes.

PREMIÈRE PARTIE

*La grande misère de la chasse
en France*

CHAPITRE PREMIER

Causes matérielles

La misère de la chasse en France est certaine.

Les causes matérielles en sont nombreuses. Comme on a déjà beaucoup écrit à leur sujet, nous n'en ferons qu'une énumération rapide.

A) CAUSES ANCIENNES

Certaines causes sont de tous les temps.

1° *Bêtes nuisibles*. — Telles sont les bêtes nuisibles :

Les petits fauves, d'abord (2), destructeurs du gibier, ravagent chaque année nos champs : putois, fouines, martres, belettes..., etc... ; toute la gent traîtresse, qu'on n'aperçoit jamais et qui fait tant de mal.

Celle aussi que l'on voit opérer : renards, chats,

(2) Voir les ouvrages de MM. A. de la Rüe, Diguët, Bellecroix, Baron Dion, du Pontavice, etc...

chiens (3) errants (4), oiseaux de proie, depuis la pie, jusqu'au grand aigle, qui saccagent les nids ou font cent sur le pauvre gibier, inerte et fasciné. Tous font une guerre sans merci à tout ce qui vole et court dans la campagne.

Le chasseur qui, dix ou vingt fois par an, parcourt les champs, doit songer à l'abondance, à la hardiesse, à la ruse de tous ces vandales, ses concurrents, qui, tous les jours, sont sur le terrain et doivent perpétuellement chasser, pour manger tous les jours et nourrir leurs petits.

2° *Braconnage*. — Le braconnier, lui aussi, détruit. Autrefois, il chassait sans permis ; aujourd'hui, pour quelques dizaines de francs, il achète sa sécurité, car si la répression de la chasse sans permis est encore sévère en France, pour les autres infractions, la répression est inexistante, grâce à l'imperfection de la loi et à la mansuétude de ceux qui l'appliquent (5).

(3) De Lesse. *La Chasse*, « Elevage et Piègeage », p. 53 ; Bailière et fils, Paris, 1920.

(4) L'édit de règlement sur le fait des chasses, de 1601, art. 7, porte : « Défendons pareillement à tout laboureur, leurs charetiers et autres, de mener, quand ils iront aux champs, aucuns mastins avec eux qu'ils n'ayent le jarret coupé, et enjoignons aux bergers, à peine de fouet, de tenir perpétuellement leurs chiens en laisse, sinon quand il sera nécessaire de les lascher pour la conduite et conservation de leurs troupeaux. » L'édit ne s'appliquait d'ailleurs qu'aux chasses du Roi.

(5) La plaie du braconnage en résulte. Cf. les statistiques publiées par Berlemont, p. 200, Gallicher-Lavanne, p. 199. (En 1893, il y eut 20.684 procès de chasse ; 19.017 se terminèrent par une simple amende.) Ce n'est pas d'aujourd'hui ; Henri IV se plaint amèrement de l'audace des braconniers, et, dans l'exposé général qui précède « l'Edit de juillet 1607 sur le fait des chasses », il constate que « ...cela provient à l'occasion que nos Juges et Officiers convivent avec eux..., d'autant que la fréquence des délits qui se commettent en nos dites forêts, procèdent de l'impunité... »

Parfois, il opère en bande et « râfle » une plaine, en tendant le « drap de mort » ; parfois, il se sert d'engins destructeurs : collets ou chanterelles ; parfois, il chasse en temps prohibé, et détruit, au printemps, la perdrix qui couve, ou la hase qui va mettre bas ; à la neige, il ramasse les lièvres ; la nuit, il éblouit ou chloroforme les faisans branchés.

Ses moyens sont illimités, comme sa passion de la chasse, stimulée par son intérêt ; aussi, le gibier, peu à peu, disparaît.

3° *Intempéries*. — A ces causes éternelles de destruction du gibier, ajoutons les maladies qui l'atteignent et les intempéries : printemps pluvieux et froids, hivers excessifs, grêles meurtrières, et l'on ne sera pas étonné du peu de gibier que l'on rencontre, au mois de septembre, dans les champs.

Mais ces faits existaient il y a 50 ou 100 ans, et il y avait, à cette époque, beaucoup plus de gibier qu'aujourd'hui. D'où vient la différence ?

B) CAUSES NOUVELLES

C'est que, depuis lors, de nouvelles causes de dépeuplement sont intervenues, des plus graves.

1° *Modifications de la culture du sol*. — D'abord, les modifications apportées à la culture du sol, soit la disparition de forêts et d'abris boisés, soit le défrichement des contrées incultes, les cultures intensives, les engrais chimiques, l'usage de plus en plus répandu des prairies artificielles, dont la fauchai-

son, aux premiers jours du printemps, découvre chaque année des millions d'œufs (6) ; l'emploi des machines agricoles, qui tranchent, sur le nid, le cou de la perdrix en train de pondre, ou le lièvre « en forme ».

2° *Morcellement de la propriété.* — Puis, le morcellement de la propriété, qui, pendant longtemps, s'est accru, par le jeu même de nos lois successorales.

Enfin, plusieurs causes qui relèvent particulièrement des mœurs cynégétiques actuelles.

3° *Nombre croissant des chasseurs.* — Le nombre croissant des chasseurs, qui a passé de 10.000 en 1844, à 75.967, en 1854, à 436.111, en 1899 (7), à 1.000.000 en 1922, à 1.547.822 en 1924.

C'est une armée formidable qui parcourt la France à la recherche du gibier, dotée des armes les plus perfectionnées (8), à longue portée, à tir rapide, et pouvant se transporter vite et partout, grâce à la facilité des communications. Trop souvent, pour elle, aujourd'hui, « gibier vu, c'est gibier mort ».

(6) Cela fut de tout temps. Telle l'ordonnance de 1669, Titre XXX, § 23, « défendons à tous nos sujets ayant des îles, prés et « bourgognes sans clôture dans l'étendue des capitaineries de « Saint-Germain-de-Laye, Fontainebleau, Vincennes, Ivry, Com- « piègne, Chambord et Varennes-du-Louvre, de les faire faucher « avant le jour de la Saint Jean-Baptiste, à peine de confisca- « tion ou d'amende arbitraire. » Et, dans la déclaration du 11 mai 1710, art. 5 : « ...nos officiers des chasses doivent veiller.. « à ce qu'il ne soit fait aucun vol d'œufs de perdrix ou autre « délit... »

(7) *Journal Officiel* du 20 août 1900.

(8) Les Manufactures d'Armes de Saint-Etienne ne fabriquent à peu près plus aujourd'hui que le fusil dit « Hammerless ».

Que l'on songe alors qu'à la fin du xvi^e siècle, au moment où il n'y avait peut-être pas 5.000 chasseurs en France, lorsque se fit l'introduction des armes à feu et du chien d'arrêt, Henri III, puis Henri IV (9), et enfin Louis XIV, en 1669, en prohibèrent l'emploi, qu'ils considéraient comme désastreux pour la conservation du gibier (10).

Ajoutez à cela les ouvertures précoces et les fermetures trop tardives.

Aussi, lorsqu'on se prend à réfléchir, on comprend combien « il faut admirer la merveilleuse fécondité
« de la nature, qui conjure avec persévérance l'ex-
« tinction du gibier, malgré des causes de destruction
« si nombreuses et pour la plupart si importan-
« tes » (11).

(9) Edit de règlement sur le faict des chasses de 1601, art. 10 et 20 ; Edit de règlement de 1607 (juillet) sur le faict des chasses et la défense du port d'armes.

Art. 6 : « Et d'autant que la chasse aux chiens couchants fait qu'il ne se trouve presque plus de perdrix et de cailles, avons, conformément aux précédentes ordonnances des Roys, nos prédécesseurs, et de nous, totalement interdit la chasse, de quelques qualités et conditions qu'ils soient, n'y d'avoir, nourrir et dresser chiens couchants. Enjoignons aux capitaines des dites chasses, maîtres des eaux et forêts, gruyers ou leurs lieutenants et autres officiers de nos dites forêts, comme aussi aux prévôts des mareschaux, vis-baillifs, lieutenants de robbe courte, vissénéchaux et leurs lieutenants, de tirer lesdits chiens couchants qu'ils rencontreront... »

Et aussi l'ordonnance de Saint-Germain-en-Laye, 1669, Titre XXX. « Des Chasses », art. premier, § 16.

(10) Le gibier était, avant la Révolution, des plus abondants. Cf. les cahiers des Etats Généraux de 1789, celui du Tiers-Etat de Paris notamment. Cf. J.-J. Rousseau, *Emile*, in fine ; *Confessions*, livre XI ; Titre I et II, Chevalier de Talbot : *Lettres Anglaises*.

(11) De Lesse, p. 43.

Mais la nature ne suffit plus à combler les vides et l'extinction se poursuit peu à peu (12).

Déjà, dans de nombreux départements, on ne voit plus, depuis longtemps, le chevreuil ni le cerf. Dans nos montagnes, le chamois disparaît et le grand Tétrás est presque inexistant. Combien de charmants petits oiseaux ont disparu, que nous ne reverrons jamais plus. Bientôt, peut-être, disparaîtront de même la caille, la grive, le bec-figue ou l'alouette, à cause des hécatombes effroyables qui s'en font chaque année dans les pays de migration.

Les principales espèces sédentaires résistent malgré tout, mais en quelle infime quantité ! Certains territoires déjà n'en portent jamais plus. La destruction du gibier ne peut plus être compensée par la reproduction naturelle. L'importation étrangère n'apporte qu'un remède passager ; le gibier se meurt, car l'équilibre est rompu entre sa destruction et sa reproduction.

« Si nos grands ancêtres de la Révolution voyaient
« l'état lamentable de la chasse, morte ou qui se
« meurt en France, je crois en conscience, qu'ils
« nous reprocheraient de faire un si fâcheux usage
« d'un des privilèges les plus populaires qu'ils ont
« conquis » (13).

(12) Cf. les chiffres donnés par M. Labitte, au Sénat, le 23 juillet 1883, dans Jamault, p. 53.

(13) Félix Noël à M. Delécraz, dans « *Où en est la chasse en France* », Albin Michel, Paris, 1925, p. 134.

CHAPITRE II

Cause juridique : La législation actuelle de la chasse

Pourquoi une loi bienfaisante ne viendrait-elle pas au secours de la chasse qui se meurt ?

L'interdiction de la chasse, pendant les deux premières années de la guerre, avait suffi à repeupler nos territoires en gibier. La preuve est ainsi faite que la nature livre du gibier en abondance, et que c'est l'imprévoyance de l'homme qui est la principale cause de sa disparition rapide.

L'Etat législateur ne peut-il donc pas intervenir ?

L'Etat, depuis 100 ans, cherche la solution, sans la trouver. Peut-on lui en faire grief, lorsqu'on voit les propriétaires, les cultivateurs, les chasseurs eux-mêmes, souvent divisés sur les réformes à entreprendre ?

Les mœurs déplorables qui se sont répandues ont créé des divergences profondes et des intérêts en

perpétuel conflit. Il est nécessaire de s'élever au-dessus de ces divisions ; pour cela, il y a une éducation sociale à entreprendre, une mentalité à créer. Elle n'est possible qu'en modifiant à la base l'état de chose existant, en posant des principes sages, qui exerceront leur action sur les idées et sur les mœurs. Ces principes, c'est la loi qui doit les formuler.

Or, la loi n'existe pas (1). Et les tribunaux rendent chaque année des centaines de solutions contradictoires, qui jettent le trouble dans les esprits et ont pour conséquence la disparition du gibier.

A la base de la législation de la Chasse, il y a deux questions à résoudre :

A qui appartient le gibier ?

A qui appartient le droit de chasser ?

Le législateur de 1804 n'a résolu ni l'une ni l'autre.

Cependant, ces questions primordiales se posèrent, dès l'origine, devant la Justice, et les Tribunaux furent obligés de statuer. (Art. 4, C. C.)

Sur la propriété du gibier, la jurisprudence (2), à défaut d'un principe formulé par le Code, a donné au gibier le statut que les Romains avaient adopté, il y a quelques milliers d'années.

C'est ainsi que le gibier a été déclaré « *res nullius* »,

(1) Le Code Civil en annonçait une : art. 715 « La faculté de chasser et de pêcher est également réglée par des lois particulières ».

Mais la loi annoncée ne parut que le 3 mai 1844 et ne concernait que la police de la chasse.

(2) M. Chenu, dans « *Chasse et Procès* », Paris, 1890, parle de « l'impertinence des lois qui déclarent que le gibier n'est à personne », p. 1. Il a certainement voulu parler de la jurisprudence,

bien sans maître ; que la propriété s'en acquiert par l'occupation, c'est-à-dire le droit pour quiconque de s'en emparer.

Première cause de ruine.

Quant au droit de chasse, le législateur de 1844 affirma qu'il appartenait au seul propriétaire, sur son terrain (3), ou à ceux qui avaient obtenu de lui son consentement.

Mais la jurisprudence, tout en déférant à ce principe, en décida autrement. Elle permit aux non-propriétaires de chasser partout, en déclarant que les propriétaires qui n'avaient pas créé de garde effective étaient présumés autoriser la chasse chez eux : leur autorisation était tacite ; elle donnait ainsi aux chasseurs la liberté illimitée de la chasse dans tous les pays qui ne peuvent pas se garder ; et comme ces pays sont la grande majorité, c'était favoriser officiellement le massacre du gibier.

Il y a donc, dans la conception juridique de la Chasse en France, deux grandes causes de ruine : la théorie du gibier « *res nullius* », la théorie de « l'autorisation tacite ». /

Voilà ce que la jurisprudence a établi, voilà ce que le législateur doit changer, s'il veut faire revivre la prospérité économique due au gibier.

Alors, mais alors seulement, les efforts entrepris

(3) Nombreuses sont les législations qui font du droit de chasse un attribut du droit de propriété : France, Belgique, Luxembourg, Roumanie, Turquie, Pays-Bas, Suède, Norvège, Russie, Espagne, Allemagne, Angleterre notamment. D'autres admettent la liberté illimitée : Grèce, Chine, Perse. Dans un dernier système, les droits de chasse sont confisqués au profit de l'Etat.

vers une organisation économique et sociale de la chasse pourront se voir couronnés de succès. Une bonne loi reste toujours le fondement indispensable de toute organisation féconde.

SECTION A

La néfaste théorie de la " Res Nullius "

I. — LA DOCTRINE ACTUELLE

La première des causes juridiques de la disparition du gibier est, pour nous, la théorie du gibier « *res nullius* ».

Le principe est aujourd'hui consacré par la doctrine et par la jurisprudence : le gibier est un bien sans maître ni propriétaire. Ce n'est pas un bien approprié, parce qu'il ne l'a jamais été, et parce que, vivant à l'état sauvage, il ne peut pas être effectivement possédé.

Il semble en être ainsi dans tous les pays, depuis tous les temps. C'est la tradition, et la raison est suffisante.

a) *Age primitif*. — Le jour où deux hommes se rencontrèrent sur le sentier de la même bête sauvage, la question s'est posée de savoir à qui appartenait l'animal.

Elle était alors facile à résoudre, car les éléments du problème étaient simples : deux chasseurs, d'immenses espaces sans possesseurs, d'innombrables

bêtes sauvages, difficiles à capturer, une idée de la propriété à l'état embryonnaire.

L'instinct fit admettre que, vivant, le gibier n'appartenait à personne, mais que mort, il serait à celui qui s'en serait emparé par la force ou par la ruse.

b) *Droit romain*. — Le droit romain consacra juridiquement cette règle, en disant, longtemps après, que le gibier était « *res nullius* », bien sans maître, qu'on l'acquerrait par occupation (4).

L'occupation (5), c'est le « mode d'acquérir la propriété d'une chose n'appartenant à personne, ou sur laquelle personne ne formule de prétention, au moyen de la prise de possession, jointe à la volonté d'en devenir propriétaire » (6).

Un bien sans maître, c'est, « en l'absence de définition donnée par la loi, un bien qui, objet sans sujet, n'est ni en droit, ni en fait, à personne. Nul ne peut se prévaloir sur lui d'un droit de propriété, mais il est susceptible de propriété privée » (7).

(4) Or, il faut songer que : a) les principes romains ne résultent pas de l'observation des faits présents, mais de coutumes parfois très spéciales d'un peuple unique disparu dans le passé ; b) que le droit romain n'est, par là-même, plus d'accord avec nos besoins, avec nos conceptions juridiques modernes, avec nos méthodes ; il est souvent pour nous un obstacle au progrès.

(5) De « *obviam capere* », prendre ce que l'on a devant soi. (Menche de Loisne, *De l'occupation en droit romain*, Paris, 1878, page 1.)

(6) Colin et Capitant, *Cours de droit civil français*, I, 850 ; Bacquet, *Des biens qui n'appartiennent à personne*, Paris, 1921, p. 3.

(7) Pérouse. *Les biens sans maître*, Lyon, 1903, in-8, p. 5.

c) *En France.* — Cette conception a franchi les siècles, immuable, affirmée par nos Tribunaux, comme par les Juristes romains.

Cependant, les chasseurs sont devenus innombrables, le gibier rare ; notre territoire de chasse s'arrête aux frontières du pays ; le droit de propriété est à la base de toutes les institutions et toutes les terres sont appropriées ; mais le gibier est resté bien sans maître.

« La Cour,

« Vu les art. 714 et 715 C. C.

« Attendu que le gibier, « *res nullius* », devient la
« propriété du premier occupant... »

(Cass., 17 déc. 1879. Boulén, p. 284.)

(Paris, 23 juin 1904, D. P. 1905, 2, 9), et aussi Dalloz, rép. Prat., t. II, v^o chasse, n^o 176, p. 315.)

Et, en face des deux chasseurs primitifs, prétendant à la propriété de la bête, s'est élevée la voix du propriétaire du terrain sur lequel elle vit. La Loi lui a reconnu le « *jus utendi, fruendi et abutendi* » :

« Cet animal est à moi, dit-il, car il vit sur ma terre et se nourrit de mes récoltes. Moi seul dois en avoir l'usage et la jouissance. » Mais on n'a, jusqu'ici, pas voulu l'entendre, et l'opinion des hommes de l'âge de pierre a été, chez nous, intégralement adoptée.

Le gibier vivant n'y appartient à personne, pas même à l'Etat, phénomène exceptionnel (8). La propriété ne s'acquiert, pour lui, que lorsqu'il est

(8) Art. 539, 713, 729, 768, C. C.

mort (9). C'est un bien hors la loi, en dehors des règles de la propriété, auxquelles presque tous les biens sont soumis.

Tel est le système antique, qui préside aux destinées de la chasse moderne.

II. — CRITIQUE DE CETTE DOCTRINE

a) *La Jurisprudence s'est-elle trompée ?*

On a soutenu, peut-être avec raison, que notre législateur est bien loin d'avoir jamais adopté pareille théorie (10), et que, seule, la jurisprudence est responsable de cette interprétation des textes législatifs.

(9) S'il est pris vivant, il n'est plus gibier, pour la théorie traditionnelle, mais animal de basse-cour, car, pour elle, gibier est synonyme de « *res nullius* » et d'animal sauvage. Il en est différemment pour nous, on le verra plus loin.

(10) Ceux qui ont édifié la théorie du gibier « *res nullius* » ont essayé de la fonder sur les articles 713, 714 et 715 C. C. ; ils ont cru trouver dans ces articles la consécration de l'occupation comme mode d'acquérir la propriété du gibier « *res nullius* ».

Or, en lisant ces textes aussi attentivement qu'il est possible, on se demande à quel point il a fallu les torturer pour en faire sortir pareille théorie.

Art. 713. — « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat. »

Art. 714. — « Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous.

« Des lois de police règlent la manière d'en jouir. »

Art. 715. — « La faculté de chasser ou de pêcher est également réglée par des lois particulières. »

Sans reprendre les innombrables discussions auxquelles ont donné lieu l'interprétation de ces textes, il est bon de rappeler, à titre documentaire, les points à peu près certains qu'elles ont établis :

Que l'article 713 est considéré généralement comme s'appliquant uniquement aux biens sans maître énumérés dans les articles 723 et 768.

Quelques auteurs, déjà, l'ont tenté avec éloquence. Le droit d'occupation, disent-ils, est un vestige des peuples barbares, qui ne figure dans aucun article de notre Code (11), non plus que dans ses travaux préparatoires.

Que l'article 714, de l'avis unanime de la doctrine et de la jurisprudence, doit être rapproché de l'article 538 et qu'il vise surtout les dépendances du domaine public, chemin, route, rivière,... ainsi que les « *res communes* », eau, air, lumière... et non pas le gibier.

Que, dans l'art. 715, le législateur ne s'est absolument pas occupé de la propriété du gibier, qu'il soit « *res nullius* » ou « *res propria* », mais uniquement de la « faculté de chasser et de pêcher ». Or, « du fait que des lois de police ont réglé la manière de chasser et de pêcher, on ne peut conclure que le gibier n'est à personne. Autant vaudrait dire qu'il n'y a plus de droit de propriété, parce que l'exercice en est réglementé par la loi ».

Que, de plus, d'une part, le terme « usage » de l'article 714 est exclusif de l'idée de gibier, car le gibier est un objet dont on ne peut avoir l'usage : s'il est vivant, il est libre ; s'il est mort, on le met à la cuisine, mais jamais on n'en a l'usage.

Que, d'autre part, le terme « également » de l'article 715 ne se rapporte qu'au paragraphe 2 de l'art. 714 (Forgeot, p. 159) : « Des lois de police règlent... », et non pas au paragraphe 1 ; c'est comme si le législateur avait dit : « La faculté de chasser et de pêcher est, elle aussi, réglée par des lois particulières ».

Des art. 714 et 715, d'ailleurs, il pourrait tout au plus résulter que la faculté de chasser, et non pas le gibier, serait d'un usage commun à tous.

Qu'enfin et surtout il est impossible de tirer de ces textes la conclusion que le gibier soit « *res nullius* », et que l'occupation soit un mode d'acquérir la propriété en droit français : il n'en est parlé, ni là, ni ailleurs dans le Code Civil.

(11) A cela, Menche de Loisine répond, sans même sourire, que : « Les rédacteurs du Code trouvèrent ce moyen d'acquisition si simple, si naturel, qu'ils crurent inutiles de lui consacrer un texte spécial, ils le laissèrent avec l'usage constant pour règle, le bon sens comme législateur... », p. 183. — Voir aussi d'Espinassoux, *Du droit de chasse*, Montpellier, 1876.

Le discours du tribun Siméon (12), au Corps législatif, lors de la discussion de l'art. 715 C. C., le 29 Germinal, an XI, le condamne formellement. L'histoire

(12) Discours du tribun Siméon, au Corps législatif, le 29 Germinal an XI.

Voici le compte rendu de la séance :

« Corps législatif.

« Présidence de Félix Faulcon.

« Séance du 29 Germinal an XI.

« L'ordre du jour appelle la discussion sur le projet de loi concernant les différentes manières dont on peut acquérir la propriété, et les successions légitimes. »

« La parole est aux orateurs du Tribunal.

SIMÉON : « Quand l'instinct et la nature de l'homme ne le porteraient pas essentiellement à la société, sa raison l'y aurait amené. Sa sûreté individuelle et sa propriété, les deux choses qui le touchent le plus, prennent, en effet, dans l'état social, une forme immense.

« Sans la société, il serait réduit à ses seules forces, ou fortuitement à celles de quelques individus qu'un intérêt passager lui réunirait. Aucune prévoyance en commun de l'avenir ; point de cette vigilance publique qui s'occupe des individus sans qu'ils y songent ; point de propriété, que la chose dont on serait réellement et physiquement saisi.

« La société seule peut garantir à l'homme le champ qu'il a cultivé et qu'il ne saurait garder : la propriété ne serait qu'un rêve d'une prétention chimérique si la société ne la consolidait et ne la soutenait.

« C'est donc pour être libre de sa personne et maître de sa chose que l'homme s'est mis en société, si toutefois il n'y naquit originairement et si elle n'est pas un bienfait que le ciel lui accorda avec l'existence ?

« La sûreté et la propriété, bases de la société, doivent l'être aussi du Code Civil.

« La sûreté individuelle ne se borne pas, dans l'état de société, à la faculté d'aller, de venir, de disposer de soi ; elle se compose de tout ce qui tient à l'état de la personne, à ses droits de famille, à sa manière d'exister socialement ; c'est pour cela que l'état des personnes a dû être le premier objet du Code ; le second, celui qui va vous occuper maintenant, citoyens législateurs, est la propriété.

« La propriété s'acquiert et se transmet.

« Avant de régler comment elle se transmettra, il faut déterminer comment elle s'acquiert.

elle-même laisse bien voir que le droit d'occu-

« Si l'occupation fut le mode d'acquérir le plus naturel et par
« conséquent le premier, il ne saurait être considéré dans l'état
« social. En effet, l'occupation n'est qu'un fait qui cesse avec la
« détention de la chose.

« Un autre peut occuper ce que j'occupais tout à l'heure et ce
« que j'ai abandonné ; il faut, pour empêcher ces occupations
« successives, qui seraient une source de discussions et de que-
« relles quelquefois sanglantes, que l'occupation reçoive un carac-
« tère légal et que le fait qui la constitue soit converti en droit.

« L'occupation, sans aucun titre, d'un immeuble ne sera donc
« pas un moyen de l'acquérir.

« La propriété immobilière s'acquiert et se transmet par suc-
« cession, par donation, par contrat ou par suite des contrats.

« Elle s'acquiert aussi par l'accession, qui vient s'ajouter
« ou s'incorporer à ce que nous possédons déjà, ou par la pres-
« cription, qui consacre la possession.

« La possession est une détention de fait et de droit, qui dis-
« pense de la détention continue ; elle lui substitue la détention
« de volonté. La détention de fait appartient à l'ordre naturel ;
« l'ordre social ne peut la reconnaître qu'en la légalisant.

« Il n'y a donc de moyen d'acquérir ce qui a déjà un maître
« que par son consentement, par son obligation ou par pres-
« cription.

« Ce qui n'a point de maître est réservé à l'usage commun de
« tous, d'après les lois de police qui en réglementent l'usage.

« Quant aux choses mobilières, quoique par leur nature elles
« soient, même dans l'ordre social, susceptibles de l'occupation
« et de la division continue, la société a dû régler aussi la
« manière dont on les acquerrait. C'est pour cela que l'occupation
« simplement et proprement dite n'est pas mentionnée même à
« leur égard.

« L'état social ne permet pas que la chasse, la pêche, les tré-
« sors, les effets que la mer rejette, les choses perdues soient,
« comme dans l'état de nature, au premier occupant.

« L'usage des facultés naturelles, les faveurs du hasard et
« l'avantage de la primauté ne doivent pas être en contradiction
« avec une propriété préexistante et mieux fondée en droit.

« Ces notions préliminaires qui auront leur développement dans
« des règles particulières, ont dû être placées à la tête du livre
« qui traite des différentes manières d'acquérir la propriété ; ces
« lois seront hors du Code, parce qu'elles ne sont pas d'un intérêt
« aussi important et aussi général que les successions, les dona-
« tions entre vifs ou testamentaires et les obligations. »

A la suite de ce discours, le Corps législatif, sans discussion

pation a disparu au cours des siècles (13), à cause du

et à l'unanimité des suffrages, convertit le projet relatif à l'art. 715 en loi.

En présence de l'exposé de motifs si clairs et si précis de l'art. 715 du Code Civil et du vote unanime qui l'a consacré, il est impossible de s'arrêter un instant à l'idée que le gibier soit, de par cet article, soumis aux règles du droit romain ; il est difficile de continuer à croire au droit d'occupation, comme mode d'acquérir la propriété en droit français.

Ce discours est si gênant pour les partisans de la « *res nullius* », qu'ils n'en peuvent donner qu'une explication bien embarrassée.

Pour Fuzier-Hermann : « Les paroles de Siméon prouveraient « tout au plus qu'il était dans les vues du gouvernement de « présenter un projet de loi sur la chasse dans lequel l'acqui- « sition du gibier eut été réglée d'une manière conforme aux dé- « clarations de l'orateur du Tribunat. Mais ce projet n'a jamais « vu le jour. En l'absence de dispositions formelles, modifiant « les conditions normales de l'occupation, il faut s'en tenir aux « principes du droit naturel... » — Voir *Chasse*, n° 392.

(13) L'étude de Charles Boulen est convaincante à ce sujet : *Le droit de chasse et la propriété du gibier en France depuis la monarchie jusqu'à nos jours*, chez Chevalier-Maresq et Cie, Paris, 1887. — Voir notamment le projet de C. C. présenté par la Commission nommée par le gouvernement, le 24 Thermidor an VII. Le droit de simple occupation avait été formellement écarté par le législateur. (*Moniteur* du 20 Germinal an XI, 1 et 2 Floréal en XI.)

Ainsi, la Révolution n'a fait que rendre aux propriétaires le droit de chasser, qui avait été (plus ou moins) confisqué par le Roi.

« Assemblée Nationale.

« Séance de la nuit du 4 août 1789.

« Mgr l'Evêque de Chartres, présentant le droit exclusif de « chasse comme un fléau pour les campagnes, ruinées depuis « plus d'un an par les éléments, demande l'abolition de ce droit « et il en fait l'abandon pour lui ; heureux, dit-il, de pouvoir « donner aux autres propriétaires du Royaume, cette leçon d'hu- « manité et de justice.

« A ces mots, une multitude de voix s'élèvent ; elles partent « de MM. de la noblesse et se réunissent pour consommer cette « renonciation à l'heure même, sous l'unique réserve de ne « permettre l'usage de la chasse qu'aux seuls propriétaires, avec « des mesures de prudence pour ne pas compromettre la sûreté « publique.

« Tout le clergé se lève pour adhérer à la proposition ; il se

développement de la propriété, et, qu'en tout cas, sous l'ancien régime, sauf à l'époque des légistes, épris du Droit romain, il n'a pas été appliqué au gibier. Celui-ci était considéré comme un fruit du fonds, un accessoire de la propriété ; le braconnier était un voleur ; « En France, où la chasse est défendue, écrivait Delaunay en 1681, les bêtes sauvages sont considérées comme des fruits des terres dans lesquelles elles sont nourries. »

« forme un tel ensemble d'applaudissements et d'expressions de bienveillance, que la délibération reste suspendue pendant quelque temps. » (*Moniteur* du 4 au 5 août 1789.)

Quelques jours après, un décret est rendu, le 7 août 1789 :

« Art. II. — Le droit exclusif des chasses et des garennes ouvertes est pareillement aboli, et *tout propriétaire a droit de détruire et faire détruire, seulement sur ses possessions*, toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique. » (*Moniteur* du 6 au 7 août 1789.)

Au lendemain de ce décret, les campagnes furent envahies par des chasseurs, qui s'empressaient d'exercer des droits si nouveaux pour eux. Ils se répandirent dans les champs naguère réservés aux plaisirs de leurs seuls oppresseurs et commirent d'affreuses dévastations.

Alors, des mesures de police sont prises par la loi du 30 avril 1890, qui porte en ses considérants : « L'Assemblée Nationale, considérant que, par ses décrets des 4, 5, 7, 8 et 11 août 1789, le droit exclusif de la chasse est aboli, et le droit rendu à tout propriétaire de détruire ou faire détruire, sur ses possessions seulement, toute espèce de gibier... ».

Plus tard, le rapporteur du projet de loi de 1844 tenait le langage suivant :

« ...Les lois de 1789 et 1790, conçues dans un esprit de réaction, d'ailleurs légitime, contre les législations antérieures qui avaient *confisqué* le droit de chasse, n'ont eu en vue que de *faire rentrer ce droit dans la propriété*, dont il est en effet une *dépense* et un *démembrement* ; à ce point de vue presque exclusif, elles n'ont pas assez compris qu'il ne suffisait pas de *restituer* le droit ; qu'il fallait, pour l'intérêt public, en *organiser la police*... »

Theillard déclarait, le 25 Nivôse, an XII : « Le droit d'occupation est inadmissible dans une société organique ». Il semble bien d'ailleurs que, pour les législateurs de 1844, le gibier appartienne au propriétaire du fonds (art. 1) (14).

Bien plus, ajoutent ces auteurs, en fait, le gibier sédentaire n'est pas un bien sans maître. Cet animal, que nous retrouvons chaque jour dans nos champs, ne ressemble en rien aux objets perdus, égarés, auxquels on l'assimile. Sa nature nomade ne suffit pas à le faire rentrer dans cette catégorie de biens.

La Jurisprudence a fait fausse route. En l'absence de textes français, elle a appliqué le Droit romain, en 1807 (15) et depuis, alors qu'elle pouvait fort bien appliquer l'art. 546 et les art. 524-564 C. C. Il est temps qu'elle revienne à une meilleure application des directives du législateur, et que, par un revirement nécessaire, elle délaisse la théorie de la « *res nullius* » pour adopter celle, combien plus heureuse, du droit d'accession.

Ces auteurs n'ont peut-être pas tort, mais leur argumentation, pour séduisante qu'elle soit, peut dif-

(14) « Le droit de chasse, autrement dit, le droit de prendre « le gibier, appartient, de par le principe civil, au seul propriétaire du fonds ; comment soutenir alors que le gibier appartient au premier occupant. » (Boulen, p. 284.)

(15) Le premier arrêt de cassation est du 11 mai 1807. Il admet la théorie « *res nullius* », malgré les conclusions contraires de Merlin, sur pourvoi fait contre un jugement du juge de paix de Nivillé, confirmé par le Tribunal civil de Beauvais.

Cf. Forgeot. *Les lapins de garenne devant la loi et la jurisprudence*, Paris, Rousseau, 1911, p. 21 et suiv., qui analyse fort clairement ces différentes décisions, ainsi que l'arrêt de cassation du 3 janvier 1810.

facilement aboutir à des conclusions décisives. Et la Jurisprudence ne saurait aujourd'hui changer sa doctrine, plus que centenaire, sans un texte législatif précis.

Aussi, pour obtenir une pareille modification, c'est une loi nouvelle qu'il faut souhaiter. Est-elle désirable ? Nous le pensons, car la théorie du gibier « *res nullius* » est, pour nous, une des causes profondes de la disparition du gibier.

C'est pourquoi nous croyons faire œuvre utile en apportant, nous aussi, sa critique et en cherchant la doctrine féconde qui pourra la remplacer.

Sur quoi s'appuie la théorie traditionnelle ?

b) *L'argument des animaux sauvages.*

Son grand argument est la nature nomade du gibier.

« Les animaux sauvages qui sont sur un fonds
« n'appartiennent pas au propriétaire de ce fonds,
« parce qu'en général ils ne font qu'y passer et qu'en
« tous les cas, il est fort difficile de les capturer » (16).

Mais de combien d'objets ne sommes-nous pas propriétaires que nous ne tiendrons jamais en notre possession ? En Droit romain, sans doute, l'idée de propriété n'était pas détachée de celle de possession, mais chez nous la propriété n'exige pas la détention de la chose ; les lapins de ma garenne (524-564 C. C.), (17) aussi sauvages que ceux d'un simple bois, sont

(16) Fuzier-Hemann, Rep. V. Chasse, n° 392 *in fine* ; Aubry et Rau, Cours de droit civil français, t. II, p. 15, n° 50, et p. 43, § 170.

(17) L'art. 564 C. C. considère que tout propriétaire d'une garenne est propriétaire des lapins qui l'habitent,

ma propriété, même si cette garenne est ouverte (18).

Et si l'on prétend qu'il échappe à toute appropriation, cet objet, qui, dans la même journée, peut appartenir à plusieurs maîtres différents, le même raisonnement ne s'applique-t-il pas aux valeurs de bourse : elles changent de propriétaires par simple jeu d'écritures; ou encore à la goutte d'eau d'une rivière, ni navigable, ni flottable, qui passe, elle aussi, chez divers propriétaires, auxquels elle appartient à leur insu, pour n'être réellement la possession, la propriété que de celui qui la prendra.

Alors, les partisans de la « *res nullius* » en appellent au Droit romain et jettent son autorité deux fois millénaire dans la balance.

c) *L'argument du Droit romain.*

« Les Romains avaient, pour considérer le gibier
« *res nullius*, plusieurs bonnes raisons, qui nous man-
« quent. A cette époque, des forêts immenses, des
« landes, des broussailles couvraient la plus grande
« partie de l'Empire romain ; en dehors du Latium
« et de l'Italie, les bêtes féroces abondaient ; il fallait,
« en outre, pour combler les vides incessants des
« cohortes, des recrues aguerries (19). Cette concep-

(18) Cf. Forgeot, p. 81.

(19) La politique même de Rome exigeait que l'occupation fut considérée comme un mode d'acquérir la propriété. Par la conquête, les Romains étaient en effet devenus propriétaires du monde entier. Ils mettaient ainsi une règle de droit au service de leurs appétits.

Voir Pérouse, p. 11 ; Cirier, p. 32 ; Klimrath, *Travaux sur l'histoire du Droit français*, t. I, p. 37 ; Gérard, p. 30 ; d'Espinassoux, p. 48 ; Labiche, p. 96.

« tion du gibier « *res nullius* » était donc pour eux
« presque une nécessité politique ; elle favorisait le
« développement du goût et de l'exercice de la
« chasse ; par là, elle facilitait la destruction des
« fauves, et, étant donné l'immense étendue des ter-
« ritoires, ne préjudiciait à personne. La situation
« est-elle la même aujourd'hui où la propriété s'est
« divisée à l'infini, où le gros gibier a presque com-
« plètement disparu, et où les propriétaires, pour
« tuer quelques lapins ou quelques perdreaux, un
« jour de chasse, sont parfois obligés d'en lâcher la
« veille une cargaison qu'ils ont fait venir à grands
« frais ». (Gallicher, p. 145.)

d) *L'argument des « biens sans maître ».*

Au surplus, la théorie des biens sans maître semble ne pas pouvoir s'appliquer au gibier.

« Les biens sans maître sont, et ont toujours été,
« l'exception. Parmi les choses, lit-on au *Digeste* (20),
« quelques-unes ne sont à personne, la plupart ont
« un maître ; l'absence de maître étant pour un bien
« l'état exceptionnel, il faut étudier les choses sans
« maître, comme on étudie toute exception, c'est-
« à-dire suivant la méthode de l'interprétation
« étroite (21)... Il faut présumer que toute chose a
« un maître...

« Le respect de la propriété est en jeu. Avant que

(20) Marcien, I, 2, *De divis rerum*, I-VIII, et dans l'Ancien Droit ; Lebret, livr. III, chap. 12, p. 448 ; Laurent (principes), VI, p. 61.

(21) Pérouse, p. 5 et 6.

« de décider que la moindre chose est hors la possession des citoyens, on fera toutes les recherches possibles pour voir si cette décision ne portera préjudice aux droits de personne. » (22)

Il est évident que le fait de déclarer le gibier « bien sans maître » porte un préjudice au propriétaire du terrain sur lequel il se trouve, car ce propriétaire, quoiqu'on fasse, a le sentiment bien naturel que le gibier qui se trouve sur sa terre lui appartient. Il est né sur son fonds, y a grandi, s'est nourri de ses récoltes et de nombreux liens l'attachent au sol. C'est un fruit du fonds, un accessoire de la propriété, dont le propriétaire subit chaque jour les dégâts, dont il supporte même la responsabilité, à l'égard des ravages causés par lui aux propriétés voisines.

Aussi, la théorie de la « *res nullius* » appliquée au gibier de notre époque est une théorie surannée (23), qui n'a plus aucune raison d'être et qui doit disparaître.

e) *Les précédentes critiques.*

Elle est condamnée par tous ceux, chasseurs et juristes, qui en ont constaté les désastreux effets, par tous ceux qui pensent que l'instinct primitif de la prise violente doit faire place au régime légal de la propriété. Le gibier vivant est, en fait, depuis longtemps approprié. Mais pour combattre cette théorie

(22) Pérouse, p. 1 et 2.

(23) Ainsi, à quel moment peut-on prétendre s'être emparé d'un gibier ? « Quels sont les faits qui constituent l'occupation ? » *Summum jus, summa injuria* ; on n'a jamais été bien d'accord sur le moment où prend naissance le droit de propriété du chasseur », Gallicher-Lavanne.

vénérable, il faut être bien téméraire. Nous n'hésitons pas cependant à le faire.

Quelques auteurs nous ont précédé dans cette voie ; leur œuvre est notre meilleur soutien.

M. Boulén, historien du droit de chasse, a publié, dans *Le Droit de chasse et la propriété du gibier en France*, les documents juridico-cynégétiques les plus irréfutables du Droit romain (24), de l'ancien Droit et de la période révolutionnaire.

On ne peut s'empêcher d'être impressionné par la force de son argumentation, établie sur des textes officiels : ordonnances de roi, arrêts de parlement, contrats de particulier, chartes, diplômes..., etc... Jamais, dans notre Droit ancien, le gibier n'aurait été « *res nullius* », mais, au contraire, à toute époque, il aurait été considéré comme un fruit, un produit du sol, un accessoire de la propriété (25). A l'unanimité de l'ancien Droit (26), il y eut une seule note discordante, fort importante il est vrai, celle donnée par les « légistes » imbus de Droit romain ; ceux-là seuls lancèrent l'idée du gibier « *res nullius* », qui leur permettait d'enlever sa propriété aux propriétaires du

(24) A Rome même, d'ailleurs, la théorie du gibier « *res nullius* » était contestée. (Boulén, p. 304.)

(25) Dans le régime féodal, notamment, le droit de chasse, dit Boulén, est non pas un privilège, mais un attribut domanial et patrimonial, car les droits sont attachés à la terre, tandis que les privilèges le sont à la caste et à la personne.

(26) Voir l'arrêt de la Chambre des Comptes de Paris du 7 avril 1315 ; l'Ordonnance de Charles VI du 10 janvier 1396 ; l'Ordonnance de François I^{er} de 1515 ; l'Ordonnance de Louis XIV d'août 1669.

sol, pour la donner au Roi, propriétaire des choses qui n'appartenaient à personne.

C'est la théorie qui fut reprise par Pothier (*Traité du droit de domaine et de propriété*, Première partie, chap. II, Section I, § 2), et par notre jurisprudence : la souveraineté ayant passé, lors de la Révolution, du Roi à la Nation, c'est à chacun de nous, dit cette thèse, qu'appartient aujourd'hui le gibier « *res nullius* ».

L'ouvrage de M. Boulen (27) est une des bases de notre étude et nous considérons comme superflu de reprendre une démonstration qu'il a si brillamment faite.

C'est en étudiant les rapports du droit de chasse et de la propriété que M. Gallicher (28), en 1901, aborde la critique de la théorie de la « *res nullius* ».

Pour lui aussi, la théorie surannée doit disparaître, et l'accession doit devenir la base sur laquelle sera établi le statut juridique du gibier.

En 1905, M. Laverne apporte sa sollicitude au gibier d'élevage. Il expose combien est fausse, pour lui, la théorie de la « *res nullius* ».

« Lorsqu'un éleveur importe..., élève... (du gibier),
« par son travail, son industrie, son argent, il a créé
« une valeur et il doit avoir sur le produit de son
« travail un certain droit. Il a fait quelque chose de
« rien ; sans lui, ce gibier, qui abonde maintenant,

(27) M. Bacquet admet sa démonstration, p. 14 et p. 17.

(28) Gallicher-Lavanne : *Le droit de chasse, ses rapports avec la propriété*, chez G. Michau, Orléans, 1901.

« qui est une source de revenus pour la terre et pour
« le pays tout entier, dont profitent les voisins, et
« qui est pour celui qui l'a élevé une source d'obli-
« gation, entraînant sa responsabilité lorsqu'il cause
« des dégâts, sans lui, ce gibier n'existerait pas ; il
« répugne à la raison qu'il ne fasse naître aucun
« droit au profit de celui dont il est l'œuvre. » (29)

Il répugne également à la raison qu'un individu, en lâchant dans les champs du gibier — son propre bien élevé à grands frais, — puisse créer une « *res nullius* ».

Et M. Laverne demande que la propriété du gibier soit reconnue au propriétaire du terrain sur lequel il se trouve, mais il doute que l'heure en soit venue.

Jamais, cependant, la théorie traditionnelle ne se relèvera du coup qu'elle a reçu de M. Laverne.

C'est au tour de M. Forgeot, en 1911, de s'en prendre à la « *res nullius* », et cette fois à propos des lapins. Aucun ouvrage de doctrine cynégétique n'est plus spirituel, ni plus gai. On y voit s'agiter « les lapins de garenne devant la Loi et la Jurisprudence » (30), au détriment de la « *res nullius* », qui en sort, une fois de plus, amoindrie, sinon ridiculisée.

(29) Laverne, page 42.

(30) Dans son ouvrage, Forgeot étudie notamment la théorie de la responsabilité du propriétaire, pour le dommage causé par le gibier qui vit « habituellement » sur son champ, et fait ressortir combien cette théorie mesure la valeur de la théorie de la « *res nullius* ».

Chaque jour, les tribunaux déclarent le propriétaire responsable du gibier qui vit chez lui, bien qu'il n'y ait aucun droit.

D'ailleurs, la responsabilité pour ce dommage est la respon-

D'autres auteurs encore ont pris à partie l'ancienne théorie et chaque fois son prestige, fait de vicillesse, en est sorti plus atteint.

sabilité de droit commun : 1382-1383 (1) et la jurisprudence (2) dit aux propriétaires :

« Vous avez commis *une faute* (3) en entretenant dans votre « bois des lapins en nombre *excessif et anormal* (4) ; vous devez « donc réparer le dommage causé aux propriétés voisines (5), car « vous avez *abusé de votre droit* (6). »

Or, ce raisonnement est parfaitement illogique (7).

Puisque le propriétaire d'une chasse n'est pas propriétaire des

(1) *Bulletin du S. H. C. F.*, 1^{er} oct. 1922 et 1^{er} février 1924. P. S. : « La chasse devant la loi ».

Lorsqu'il y a « garenne », la responsabilité est établie sur les art. 564-1385 C. C., en dehors de toute faute ou imprudence du propriétaire. Cass., 29 oct. 1895, S. 90, 1, 53 ; D. 90, 1, 432.

Cf. Baudoin, Jaffaux, Radot, V^o *Garenne*, n^o 5.

Mais la jurisprudence, parmi les innombrables procès de lapins, qui lui ont été soumis, n'a déclaré qu'il y avait « garenne » que deux fois dans tout le XIX^e siècle. Aussi, les lapins sont-ils considérés comme « *res nullius* », et c'est la responsabilité de droit commun qui est appliquée.

(2) « Tout est ici l'œuvre de la jurisprudence », Lémonon, *Les dommages causés par le gibier*, Paris, 1903, p. 68.

(3) Cass., 12 mai 1897, 2 février 1898, 15 janvier 1900, dans Gallicher, 171. — Cass., 10 février 1913. — Dal., 1913.

(4) Cass., 11 mars 1902. D. 1902, 1, 122, et 10 déc. 1907. S. 1920, 1, 211, ou en négligeant de détruire ceux qui étaient en sur-nombre. Cass., 4 déc. 1901 ; Dal., 1902, 1, 44, et 10 déc. 1917, S. 1920, 1, 211. Le dommage normal est celui que les lapins ont le droit de causer.

(5) Il faut évidemment qu'il y ait absence de fraude, de mau-vaise foi de la part du plaignant. C'est à la victime qu'incombe la charge, non seulement de prouver la faute du propriétaire, mais encore de prouver que les lapins sont en nombre excessif et qu'elle a subi un dommag anormal.

(6) Sur la théorie de l'abus du droit appliqué aux lapins :

Collin et Capitant, 1, 765.

Req. 22 juin 1910 ; Dal. per., 1910, 1, 461.

Civ. 18 février 1907 ; D. 1907, 1, 385, note de M. Rippert.

Req. 14 février 1910 ; D. 1910, 1, 136 ; S. 1910, 1, 296.

Baudoin, Radot, Sire : *Conseils aux gardes*, p. 227-228 : « L'exis-tence du gibier dans une chasse constitue, pour les voisins, « une espèce de servitude naturelle dont ils doivent supporter « les inconvénients dans une certaine mesure. Le demandeur en « dommages-intérêts doit faire la preuve que le préjudice est « hors de proportion avec celui qui doit résulter normalement « du voisinage d'une chasse. »

(7) Planiol : *Traité élémentaire de Droit civil*, tome II, 1921, p. 305, n^o 992 : « Sur la question des dégâts causés par les lapins « d'un bois aux cultures du voisinage, les arrêts sont nombreux, « et leurs solutions sont assez confuses ».

Ainsi, M. Gaillard, dans son ouvrage : *Le Gibier, la Propriété, le Braconnage*.

M. Lajoye, dans *Quelques questions de chasse*, 5^e série (Paris, 1884-1890, in-16).

D'autres, peut-être, que nous ignorons.

Quand on a lu ces différents auteurs, on se rend compte de la faiblesse de la théorie adverse, dont personne ne prend plus la défense, qu'il n'y soit forcé, et de l'amélioration qu'on doit attendre de l'adoption de la théorie du gibier, propriété privée.

lapins qui sont dans son bois, qu'il a seulement un droit exclusif d'y chasser, comment se fait-il que ce soit ces lapins, ce gibier, qui n'est pas à lui, et sur lequel il n'a aucun droit exclusif, puisque n'importe qui a le droit de le prendre, qui devienne pour lui une source de responsabilité ? Encore laisserait-il à tous le droit d'y chasser, qu'il serait tenu des dégâts commis par les lapins en excès dans son bois. (Cass., 28 nov. 1891. D. 1892, 1, 188, et 26 fév. 1901, 1, 166.)

« Singulière contradiction dans la loi, dit M. Lajoye, mon « voisin qui tue mon gibier sera condamné pour délit de chasse, « mais il aura le droit de conserver le produit de son délit, sous « prétexte que le gibier est « *res nullius* » et appartient au « premier occupant, et moi, qui ne suis pas propriétaire du gibier « que j'ai nourri et élevé, je serai cependant responsable, vis-à- « vis de ce voisin indélicat, si mes lapins mangent son blé, et « cependant, encore une fois, ce gibier ne m'appartient pas. (Lajoye, p. 212, cité par Laverne, p. 62.)

« En vain, prétendriez-vous que j'ai favorisé son développement, que j'ai « abusé » de mon droit, je ne suis pas propriétaire.

« Car si la responsabilité s'établit sur la conception de l'abus « de droit, c'est qu'il existe un rapport de causalité entre le fait « dommageable ou sa cause immédiate d'une part, et sa cause « première, l'auteur responsable. Or, établir un rapport de causalité entre un individu et une « *res nullius* » est une idée « contradictoire. Le chef d'industrie supporte les risques d'un « organisme qui est son œuvre ; il a, sur les objets qui sont la « cause directe et immédiate d'un accident du travail, un certain « droit de propriété, de jouissance, droit de disposition, en un « mot un droit exclusif. Or, si le gibier est bien l'œuvre du pro-

Les chasseurs s'en sont bien rendus compte ; en 1922, ils ont proposé un projet de loi que nous étudions plus loin, dont l'article premier est ainsi conçu :
« Le gibier, comme tout animal sauvage, appartient,
« par droit d'accession, au propriétaire du terrain
« sur lequel il se trouve ».

Il faut lire enfin, dans les différents journaux de chasse (V. notamment : *Chasseur Français*, oct. 1922, p. 589 ; *L'Eleveur*, 31 août 1924 et 14 septembre 1924, mai 1925 ; *Saint-Hubert-Club Illustré*, 1^{er} septembre 1924), les attaques perpétuelles dont la « *res nul-*

« priétaire de chasse, qu'est-ce qu'une « *res nullius* », sinon une
« chose dont personne n'est l'auteur, et on ne saurait concevoir
« qu'un individu ait un rapport de causalité avec un objet qui
« n'est la chose de personne. » (Laverne, p. 101 et 62 ; Boulen, p. 276.)

La théorie de la responsabilité pour dommage, établie sur d'idée de faute ou sur celle d'abus de droit, est une théorie bâtarde aujourd'hui, car la « *res nullius* » lui fait porter en elle-même sa propre contradiction.

La jurisprudence a dû la fabriquer de toutes pièces, car il y avait, parfois, des dégâts tels qu'il fallait bien trouver un responsable et le faire payer.

C'est une situation de fait, assez aiguë qui l'a fait naître.

Pour la légitimer, les tribunaux ont fait appel à diverses notions, mais leur théorie a été viciée dès son origine par la « *res nullius* ». (Voir les nombreux projets de lois destinées à modifier cette situation, dans Forgeot, p. 156.)

Le Code civil allemand de 1900 paraît plus logique. Article 835 :
« Celui qui a le droit de chasser doit payer le dommage à la partie lésée ». Jouissant des droits de chasse, il doit en supporter les risques. Il n'est pas besoin de démontrer la faute ; la constatation du préjudice suffit. (Leske : *Le risque du voisinage pour le détenteur du droit de chasse*, p. 343, § 4.) Ainsi, ce principe de responsabilité est bien plus étendu que celui de la loi française. Mais, d'autre part, l'application de la loi est plus indulgente, et la réparation du préjudice causé n'est admise que si le lésé n'a pas le droit de chasser.

lius » est l'objet, pour se rendre compte du discrédit dont elle est accablée (31).

Cette théorie est également désastreuse par ses répercussions dans la doctrine cynégétique, où règne l'anarchie la plus complète.

A cause d'elle, toutes les questions de chasse reçoivent des solutions souvent incompréhensibles (32) ; un trouble profond — fait de passions et de luttes — agite le monde des chasseurs (33).

f) *La « res nullius » est désastreuse pour le gibier.*

Quant au gibier, la théorie traditionnelle semble faite pour en provoquer le massacre.

Puisqu'il n'est à personne, le gibier est à tout le monde. Chacun le désire : il représente une valeur et fait envie. Mais surtout, il passionne, et, là comme ailleurs, la passion aveugle. Le chasseur déploie une ingéniosité toujours plus grande à sa destruction. Il

(31) Voir Baudoin, Jaffoux et Radot : *Dictionnaire*, préface par Cte Clary. Voir Baudoin, Radot, Sire : *Conseils aux gardes*, p. 72.

(32) « L'acquisition du gibier par l'appréhension ou, pour parler « un langage plus juridique, par l'occupation, engendre chaque « jour des difficultés insolubles, des non-sens et des contradictions irritantes. (Chenu, p. 23 ; Boulen, p. 295 et suiv. ; Baudoin, Jaffoux, Radot, dans « L'Avertissement » du *Dictionnaire*.) « La jurisprudence des lapins de garenne est l'une des plus touffues qui soient », Forgeot, p. 155.

(33) Le propriétaire d'un droit de chasse est-il maître chez lui ? Non pas, son droit n'est pas un droit positif sur le gibier qui vit sur sa terre, c'est un droit négatif, une simple faculté d'interdire à d'autres l'action de chasse sur son domaine. « Le « droit de chasse est un leurre, mais ce qui existe bien, c'est « le droit d'interdire de chasser... » (Jevain, p. 62 et 63. Cf. aussi le discours de Gauthier, de Rumilly.) On comprend alors que la foule se révolte contre ce qu'elle prend pour un privilège ; car le propriétaire, au lieu de paraître faire un acte normal, défendre son bien, semble empêcher les citoyens, auxquels le gibier appartient autant qu'à lui-même, de venir le prendre.

le prendra par tous les moyens plus ou moins licites, en tous temps, s'il le peut.

Personne, en effet, n'intervient pour le protéger, parce que personne n'en a la propriété. Le gibier sans maître est sans défenseur. Personne ne s'intéresse à lui, pour le faire naître et prospérer ; tous, pour le détruire... Le plaisir et l'intérêt de l'homme se traduisent alors par le maximum de destruction. La force publique n'intervient jamais pour le défendre. Elle protège seulement les droits de chasse des particuliers, avec quelle faiblesse, nous le savons, et seulement sur leur demande.

Les Tribunaux se montrent d'une infinie mansuétude pour les braconniers, électeurs puissants dont la faute, somme toute, est minime ; leur erreur n'est pas d'avoir pris quelque chose qui ne leur appartenait pas -- le gibier leur appartient, à eux, comme à tout le monde (35), — mais de l'avoir chassé sur un autre terrain que le leur.

Quel est l'animal, quel est l'objet qui résisterait à pareil régime ? Sur notre territoire de France, il est

(35) Conséquence : le braconnier condamné reste propriétaire du gibier qu'il a pris (Toullier, t. 4, p. 8, n° 7 ; Duranton, t. 4, p. 238, n° 283, et tous les auteurs). Car le gibier, « *res nullius* » appartient à celui qui l'a tué, même s'il a commis un délit. On ne peut dire qu'il l'a volé, car on ne vole pas ce qui n'appartient à personne.

Aussi, le principe « *nemo ex delicto locupletari potest* », ne peut pas être appliqué, car c'est en prenant le gibier que le braconnier s'enrichit, et cela n'est pas un délit : le délit, c'est l'acte de chasse sur le terrain d'autrui. Le tribunal pourra confisquer le fusil (loi de 1844, art. 16, Chenu, p. 208), ainsi que l'automobile ou l'avion qui ont servi aux braconniers (loi du 1^{er} mai 1924), mais pas le gibier tué. Si le propriétaire de la chasse ou son garde s'avisait de confisquer ce gibier, ce seraient

actuellement 1.700.000 hommes (36) qui s'acharnent au massacre du gibier. En est-il 10.000 qui favorisent le repeuplement ?

La théorie de la « *res nullius* », du gibier sans maître et sans défeuseur, aboutit fatalement à la destruction du gibier.

SECTION B

La néfaste théorie de " l'autorisation tacite "

I. — LA DOCTRINE ACTUELLE

La théorie de la « *res nullius* » n'est pas seule désastreuse pour la Chasse. Il y a également celle de « l'autorisation tacite ».

Par la première, la foule possède le droit au gibier, c'est-à-dire le droit, pour tout individu, de s'emparer des choses qui n'appartiennent à personne. Mais lui donne-t-elle le droit de chasser ? Non pas.

« Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété « d'autrui, sans le consentement du propriétaire ou « de ses ayants droit », dit la loi de 1844, art. 1 (et 9).

eux qui seraient des voleurs. (R. P. Dalloz, V^o Chasse ; Chenu, p. 23 et 205 ; Bacquet, p. 29.)

En fait, la plupart des braconniers dignes de ce nom vivent de la chasse, et il semblerait naturel que le gibier dont ils sont possesseurs, lorsqu'ils sont pris en délit, leur soit confisqué. C'est une erreur, car « il ne faut pas confondre », dit la doctrine, « le droit de chasse et le droit au gibier ». La foule, incapable de comprendre une distinction aussi subtile, croit alors que la justice fait une entorse au principe « *nemo...* » et à la morale. N'a-t-elle pas raison ?

(36) Préface de G. Vasse, dans *Le Piègeage moderne* de A. Philippon, Paris, S. H. C. F., 1925.

Ainsi, le droit de chasser n'appartient qu'au propriétaire sur son terrain (1). Il est seul à pouvoir le parcourir en attitude de chasse.

La foule ne peut-elle donc pas chasser ? Non, dans la loi actuelle, les non-propriétaires n'ont aucun droit de chasse. (Nous supposons évidemment qu'ils n'ont demandé aucune autorisation.) Ils ont le droit de prendre le gibier à toute époque et sur tous les terrains, mais sans chasser. La chasse, pour eux, est un délit, même s'ils ont payé l'impôt, le permis.

Seuls les propriétaires ont le droit de chasser (2) sur leurs terres (3) ; c'est un attribut de leur droit de propriété.

Et « ce droit n'est autre chose, pour le propriétaire ou son cessionnaire, que celui d'être seul à poursuivre ou capturer sur son sol le gibier qu'il peut y rencontrer » (4). Les lois de 1789, 1790, 1844, la Doctrine et la Jurisprudence l'ont toujours proclamé.

La pratique est toute différente (5).

Quelques chasses gardées mises à part, tout le monde chasse partout. Celui qui veut chasser sur un terrain dont il n'est pas propriétaire, n'est pas soumis à l'obligation d'obtenir auparavant l'autorisation du propriétaire.

(1) Bacquet, p. 28 ; R. P. Dalloz, II, V° *Chasse*, n° 135, p. 312 ; Menche de Loisne, p. 37.

(2) Encore faut-il qu'ils aient pris un permis.

(3) Ils cumulent ainsi le droit de chasse et le droit au gibier.

(4) Cour de Paris, 23 juin 1904, *Gaz. Trib.*, 1904, 2, 177, aff. Wehrlé contre le Département de la Guerre.

(5) Piat, p. 107.

Celui-ci est présumé l'autoriser ; la Jurisprudence le proclame, tournant le texte de la loi (6), qui reste lettre morte.

C'est seulement dans les propriétés où le titulaire du droit de chasse se l'est expressément réservé et a pris des mesures spéciales pour le prouver, que la loi est appliquée (7). Il lui faut avoir fait un acte indiquant son intention formelle de garder sa chasse. (signature d'un bail, assermentation d'un garde, installation de poteaux « Chasse gardée », etc.).

Alors, mais alors seulement, le délinquant serait mal venu à prétendre qu'il a l'autorisation tacite du titulaire du droit de chasse.

Partout ailleurs, le consentement préalable du propriétaire est inutile ; car, s'il y a difficulté, ce n'est pas au chasseur à faire la preuve qu'il a obtenu l'autorisation de chasser — elle est tacite — c'est au propriétaire à prouver qu'il ne l'a pas donnée, ou qu'il a accompli des actes établissant son refus. (Cass. 6 mars 1846, D. 46, 2. 168.) Inutile donc de la demander : là où le propriétaire ne le défend pas, là où il n'a pas les moyens de l'empêcher, tout le monde peut chasser.

(6) Et il faut reconnaître que le législateur de 1844 le désirait ainsi.

Lors de la discussion de 1844, en effet, le rapporteur disait :

« Dans le système du projet de loi, le consentement sera toujours présumé, jusqu'à ce que le propriétaire exprime une opinion contraire, »

Et M. Franck Carré ajoutait : « La Commission pense que ces permissions doivent se supposer, jusqu'à preuve du contraire. »

(7) Le Ministère public présume toujours le consentement du propriétaire, c'est pour cela qu'il ne poursuit que sur la plainte de la partie lésée.

« La loi qui ne permet la chasse sur le terrain
« d'autrui qu'autant qu'elle a lieu avec le consente-
« ment du propriétaire, n'exige pas que ce consente-
« ment soit exprès. » (Cass. 12 juin 1846, D. P., 46,
« 4, 64.)

Et ce consentement subsiste « tant que le proprié-
« taire n'a pas manifesté son intention de le révo-
« quer. » (8).

II. — CRITIQUE DE CETTE DOCTRINE

« Nous avouons ne pas très bien comprendre le
« fonctionnement de ce mode de consentement. En
« somme, on l'obtient en commettant un délit; la pre-
« mière fois, ce n'est qu'en tremblant qu'un chasseur
« indélicat s'aventure sur une propriété dont il ne
« sait pas si elle est ou non gardée; il est certaine-
« ment passible d'un procès-verbal. Au bout de deux
« ou trois jours, il relève un peu la tête, car il peut
« commencer à se targuer du consentement tacite du
« propriétaire. Et si celui-ci, par bonté d'âme ou
« parce qu'il ne croit qu'à une infraction accidentelle,
« ne dit rien, au bout de la semaine, notre homme
« peut marcher le front haut. Par une sorte de pres-
« cription, il aura acquis le droit d'opposer une excep-
« tion à l'action que le propriétaire intenterait con-
« tre lui. » (9)

(8) Cass., 3 mars 1854 ; Dreux, 11 janv. 1892 ; Meaux, 24 sept. 1875 (aff. Bouchet) ; Rép. Législ. et Jurisp., For. t. 6, n° 133 ; Compiègne, 26 déc. 1882, Dall. Pér., 83, 5, 57 ; Bernai-Saint-Prix, p. 12 ; Gillon et Villepin, n° 8 et 9 ; Giraudeau et Lelièvre, n° 149.

(9) Gallicher-Lavanne, p. 93 et 94.

La conséquence immédiate d'un pareil système est le développement donné à la chasse dite « banale » qui est devenue le régime de fait, partout où les propriétaires n'ont pas su ou n'ont pas voulu l'empêcher.

« C'est celle où les propriétaires de terrains, au lieu de jouir par eux-mêmes de leurs droits de chasse, l'abandonnent aux porteurs de permis. » (10)

Ceux-ci considèrent alors, comme leur bien, au point de vue de la chasse, la propriété d'autrui; ils la parcourent en tous sens, à la recherche du gibier. Un propriétaire veut-il s'y opposer ? « Quelque bonne volonté qu'il y mette et de quelque façon qu'il s'y prenne, il est vite submergé par les vagues sans cesse renouvelées des disciples de Nemrod, nés de la chasse « banale ». »

« Il est unimaginable de se figurer, si on ne l'a pas constaté, le nombre des chasseurs parcourant un même dimanche, une même pièce de trèfle ou de luzerne, au grand dam, d'ailleurs, de celle-ci et de son propriétaire. » (11)

(10) *Chasseur Français*, août 1922, p. 458 :

Nous tenons à préciser que nous employons le terme de « *chasse banale* » dans son sens habituel, celui qu'il avait autrefois, avant la création des associations de chasse populaire, qu'il a toujours pour nous. La banalité c'était la chasse inorganisée. Un territoire était banal, quand la liberté d'y chasser était laissée à tout le monde, même passager ou inconnu. C'était le désordre et la ruine du gibier.

Aujourd'hui, ce terme de « *chasse banale* » est parfois appliqué, dans certaines régions, notamment dans le Midi, aux chasses populaires dans lesquelles l'admission à l'Association est, en principe, ouverte à tous. C'est la banalité organisée et disciplinée.

Cette distinction méritait d'être soulignée, car les erreurs sur le sens donné aux mots sont souvent des causes de malentendus.

(11) *Chasseur Français*, octobre 1922, p. 592.

L'ensemble du territoire, à part quelques parties gardées, est une sorte de terrain de vaine pâture, livré à la masse de ceux qui ne voient dans la chasse qu'un plaisir plus ou moins lucratif, s'exerçant sur un champ commun où ils opèrent librement. C'est le gibier qui en souffre.

Le chasseur de passage détruit, car il n'a pas la préoccupation du lendemain. S'il a les bénéfices de la chasse, il n'en a pas les charges : il ne voit que son profit personnel, immédiat, et sans se soucier de l'avenir, ne songe pas à ménager les reproducteurs pour l'année suivante. Devant ce despote (12) insaisissable et destructeur, qui passe (13), le paysan, protecteur-né du gibier, s'en désintéresse. Bien plus, il fa-

(12) La chasse a-t-on dit avec raison, est, aujourd'hui, comme autrefois, un servage qui pèse sur l'agriculture. Le droit du seigneur, aboli par la Révolution, est devenu, sous une autre forme, l'apanage des porteurs de permis ; le paysan a changé de maître, et celui d'aujourd'hui, anonyme et innombrable, est pire que celui d'autrefois. Moyat, *Etude sur le droit de chasse*, p. 19 ; Lemonon, p. 13.)

(13) Le « *Jus prohibendi* » existe-t-il en droit français ?

Un propriétaire a-t-il le droit d'interdire le libre parcours de sa propriété à quelqu'un, de s'opposer au passage d'un tiers sur sa propriété, sans rechercher si ce tiers exerce ou non le droit de chasse, mais en invoquant l'intérêt qu'il peut avoir à utiliser seul la chose, et à s'opposer à tout usage qu'en ferait autrui ?

Il est bien certain que s'il s'agissait d'un lieu habité, le fait que nous prévoyons constituerait un délit de violation de domicile, si le terrain est ensemencé ou couvert de récoltes, on commettrait la contravention prévue par les art. 471, § 12, et 475, § 9, du C. P. ; s'il est clos, il peut y avoir escalade ou bris de clôture ; si l'on y pénètre pour chasser, délit de chasse ; s'il y a dégradation ou préjudice, quasi-délit.

Mais il s'agit d'un champ ouvert, une fois la récolte levée, d'un chaume, ou bien encore d'une lande, où le passage ne laisse aucun préjudice appréciable ; seulement le propriétaire ne veut

vorise, parfois, le braconnier qui le débarrasse des chasseurs, en détruisant tout gibier. Combien de propriétaires avons-nous connu, qui ont voulu empêcher chez eux la chasse « banale » et qui n'ont jamais réussi : l'autorisation est tacite.

pas qu'autrui y pénètre. Défense expresse, rendue publique, simplement par caprice, si vous voulez.

Il semble bien qu'en Droit romain, il était admis qu'un propriétaire put empêcher l'accès de son fonds (mais les textes que nous possédons ne parlent que de chasse). Tel un rescrit d'Antonin, le Pieux ; et Gaius consacre la même solution au *Digeste*, lib. XLI, tit. I, 3, § 1, et aux *Institutes*, liv. 2, tit. I, p. 12 et 14 : « *Plane, qui in alienum fundum ingreditur, venandi aucupandi ve gratia, potest a domino, si is providerit, jure prohiberi, ne ingrederetur* », que M. Boulen (p. 2) traduit : « Sans doute, le maître peut défendre l'entrée de sa terre à celui qui veut y pénétrer pour prendre les bêtes sauvages ou les oiseaux. »

Voilà l'origine romaine du droit « *Jus prohibendi* » qu'aurait tout propriétaire de s'opposer au passage d'autrui sur son fonds, droit sanctionné à Rome par l'action d'injure, et par la loi Aquilia (Gaius, *Commentaires*, 3, § 217 et suiv.) ; car ce passage était non pas une atteinte au droit de propriété, mais une atteinte à la personne même du propriétaire, une offense.

Ce droit découlait du droit de propriété.

Mais en droit français le « *Jus prohibendi* » existe-t-il ?

Sans doute, « tout propriétaire peut clore son héritage », Art. 6 et 7 C. C. C'est un droit évident aujourd'hui, mais que le législateur a cru bon de spécifier dans le Code, « parce que, sous l'ancien régime, le droit de clôture des propriétaires souffrait plusieurs restrictions, dont l'une, particulièrement impopulaire, résultait du droit de chasse appartenant aux seigneurs ». (Colin et Capitant, I, 759.)

Mais lorsqu'un héritage n'est pas clos, il semble que le « *jus prohibendi* » n'existe pas. L'on ne peut empêcher quelqu'un de passer chez soi. Si on le poursuit devant les tribunaux, il ne sera évidemment pas condamné pénalement et la justice ne vous accordera des dommages-intérêts que s'il a commis un dommage et vous a causé préjudice. Autrement, non. Pas d'intérêt, pas d'action. (Contra : Gallicher, p. 155.)

Le « *jus prohibendi* » ne peut résulter du seul contenu du droit de propriété, il ne le pourrait que de la volonté nettement exprimée du législateur. (Labiche, p. 31, 35, 51, 53, 115.)

La banalité est une des plaies, peut-être la plus grande, de la chasse en France. L'autorisation tacite est une néfaste théorie inventée pour le malheur du gibier.

Cette théorie doit disparaître.

D'où vient donc cette théorie étrange de l'autorisation tacite ?

De la prétendue nécessité dans laquelle s'est trouvée la Jurisprudence d'accorder le droit de chasse à la foule des non-propriétaires qui, en chassant, aurait été, selon la loi, une foule de délinquants. La théorie « *res nullius* » ne leur donnait, en effet, qu'un droit théorique : le droit au gibier, « droit en l'air », dit M. Hennequin. Pour que la foule pût chasser, il fallait lui reconnaître le droit de chasse, qui, seul, est quelque chose de réel, mais appartient au propriétaire du sol (13). La Jurisprudence a trouvé la

(13) Voilà bien le point délicat de notre thèse ; entre deux théories qui prétendent, l'une que le droit de chasse est un droit naturel, l'autre un attribut du droit de propriété, nous choisissons la seconde dans son intégralité, et non pas avec la solution bâtarde de l'autorisation tacite. C'est la plus pure doctrine révolutionnaire, à l'encontre de celle émise par Robespierre. Il n'y aura donc plus que les propriétaires qui auront le droit de chasse, et ceux qui en auront obtenu une permission ; c'est la doctrine de notre législateur (loi de 1844, art. 1 et 9). Les autres citoyens n'ont aucun droit de chasse, n'ont aucun droit au gibier qui vit sur la terre des particuliers. Mais ils ont droit à celui qui vit sur les terres de l'Etat ou sur celles des communes, à moins qu'il n'ait été régulièrement cédé. Et si l'Etat, prenant en pitié la foule des chasseurs sans droit, veut leur procurer des territoires de chasse, il peut leur permettre de chasser sur son domaine public ou son domaine privé, leur conseiller, soit de devenir propriétaire dans une commune où la chasse est organisée, soit de faire partie d'une association où l'on admet des étrangers. Il peut aussi réserver ses faveurs à celles d'entre elles qui les admettent, tout au moins dans une certaine proportion. Par là, bien des difficultés sont résolues. (Cf. *infra*.)

solution bâtarde de l'autorisation tacite : ainsi, elle continue la fiction qui sépare le droit de chasse du droit au gibier (14). Or, pour la foule, ces deux notions sont inséparables (15). Par le fait même qu'elle a le droit au gibier, elle croit avoir le droit de le chasser. L'un ne se conçoit pas sans l'autre. Ainsi, la foule chasse partout, et partout elle détruit sans ménagement, puisqu'elle n'a aucun intérêt à respecter un gibier auquel elle a droit.

Ainsi, la théorie de l'autorisation tacite, par sa conséquence, la banalité, est une des causes certaines de la disparition du gibier, à l'égal de sa complice, la « *res nullius* ».

La conception juridique française est fatale au gibier, alors que, d'une part, l'instinct de l'homme surexcité par la passion et par l'intérêt, le porte à la destruction, et que, d'autre part, le législateur, gardien de la richesse publique, ne remplit pas son rôle qui serait d'assurer au gibier une efficace protection.

Quel est le bien qui survivrait à semblable régime ?

Ce ne sont plus seulement les causes matérielles, que nous avons vues, qui s'acharnent à la ruine du gibier : ce sont les hommes, et, parmi eux, ceux-là même qui ont mission de le protéger.

(14) Les auteurs la font parfois, en disant qu'il y a un droit naturel de chasse, et un droit civil, ou bien un droit réel de chasse et un droit personnel. (Fuzier-Hermann, Gallicher, p. 43.)

(15) « Séparer le gibier du droit de chasse, et la propriété du « droit de chasse de celle du gibier, c'est faire du droit de chasse « un droit qui est bien rattaché à un sujet, mais qui n'a pas d'objet. » (Forgeot, p. 160.)

CHAPITRE III

Cause sociale : L'inorganisation de la chasse Tentatives et échecs

Il y a une troisième cause à la disparition du gibier, et celle-ci domine toutes les autres, c'est l'inexistence totale, en France, au XIX^e siècle, d'une organisation quelconque de la chasse.

Beaucoup de particuliers ont individuellement, soit dans leurs propriétés, soit dans des terrains loués à cet effet, créé, entretenu des « chasses », mais il n'y a jamais eu d'organisation générale.

Cependant, il y a longtemps que des systèmes d'organisation ont été proposés et que des projets de loi ont été soumis au Parlement ; aucun n'a pu aboutir et n'a même été sérieusement discuté, devant la résistance de la routine, et la peur de soulever l'hostilité de la chasse « banale ».

Si l'on fait abstraction des propositions tombées dans l'oubli, il y eut quatre projets, depuis 25 ans,

susceptibles de retenir l'attention ; deux d'entre eux ont eu le bénéfice de l'expérience ; on les désigne généralement sous les noms de « Communalisation obligatoire » et de « Communalisation facultative ».

Les deux autres, que l'on peut appeler projets de la « Syndicalisation » et de « l'Impôt cynégétique », sont jusqu'ici restés dans les cartons législatifs, et nous nous en félicitons.

Pouquoi ces projets n'ont-ils pas réussi ?

A. — LA COMMUNALISATION OBLIGATOIRE

C'est le système le plus en faveur.

Il comporte la cession totale et forcée, par les petits propriétaires fonciers, de l'exercice de leur droit de chasse à la Commune, et la mise en adjudication par celle-ci de l'ensemble de ces droits, pour en attribuer le produit à la caisse communale, ou pour le répartir entre les propriétaires, proportionnellement à l'étendue de leurs terres.

Ce système s'impose à l'attention par le succès qu'il a obtenu dans les pays du centre de l'Europe. Né en Allemagne (1), il s'est répandu en Alsace (7 février 1881), en Autriche, en Hongrie, en Pologne, amenant une prospérité remarquable, procurant du gibier, de toute espèce, même du gros gibier, en abondance et à bas prix.

Ce succès lui a conquis des adeptes fervents, et di-

(1) Loi prussienne du 7 mars 1850.

Lois du Grand-Duché de Bade du 2 décembre 1850 et du 29 avril 1886. — Voir cependant dans Boulen, Préface, page IX, un article du *Journal de l'Agriculture pratique*, de janvier 1845, signé Mathieu de Dombasle, dans lequel est proposée la Communalisation.

verses tentatives ont été faites pour l'introduire chez nous. Nous l'étudierons sous la forme, si proche, de la loi alsacienne.

La loi alsacienne du 7 février 1881 (2)

Exposé. — C'est le type même de la communalisation obligatoire. Il est très connu, très étudié, surtout depuis le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie.

Nous n'en ferons qu'un exposé rapide, mais qui nous permettra de comprendre pourquoi, malgré l'appui qu'il a trouvé chez de nombreux chasseurs et juristes, ainsi qu'auprès des pouvoirs publics, la population française, consultée, n'en a pas voulu.

La loi alsacienne consacre les idées suivantes :

Le droit de chasse appartient au propriétaire sur son terrain.

Mais l'exercice en appartient à la commune, au nom et pour le compte de ce propriétaire, à moins que la propriété de celui-ci ne comporte 25 hectares (3) d'un seul tènement (4), ou 5 hectares d'étang.

La commune loue la chasse pour 9 ans, par adjudication publique. Elle a la liberté de louer à la fois

(2) Contrairement à une opinion assez répandue, ce système n'a pas été imposé par l'Allemagne à l'Alsace-Lorraine, mais bien réclamé, puis voté librement par les représentants de celle-ci (39 voix contre 12), au Parlement d'Alsace-Lorraine, sur le désir exprimé par la majorité de la population, émerveillée de la prospérité cynégétique des pays d'outre-Rhin. (Renseignement de M. Paul Bourson, dans une lettre publiée par M. Délécraz, dans *Où en est la chasse en France ?* (Voir cette loi dans les pièces justificatives.)

(3) En Prusse, 75 hectares, en Bohême, 115.

(4) Les chemins de fer, routes et cours d'eau ne sont pas considérés comme interruption de surface.

tout le « ban communal », ou de le partager en plusieurs « districts », pourvu qu'ils aient au moins chacun 200 hectares.

Le produit de la location, perçu par la commune, est réparti entre les différents propriétaires, proportionnellement à leur nombre d'hectares, à moins qu'ils ne préfèrent le laisser à la commune (5), pour le paiement des impôts municipaux, ou les travaux d'intérêt communal.

Caractères et avantages. — I. Le caractère le plus saillant de cette loi d'économie rurale est la dépossession des propriétaires, sauf de quelques grands, de l'exercice de leur droit.

II. Elle est basée sur ce principe, d'ailleurs parfaitement raisonnable, que l'exploitation du gibier ne peut être faite utilement sur des petites propriétés. Il faut, à la chasse, une certaine étendue de terrain, pour pouvoir être surveillée, protégée, aménagée.

III. La commune est l'unité administrative la plus favorable à l'organisation de la chasse. Elle est l'organe chargé de réaliser la location des droits de chasse, et procède par adjudication publique.

IV. Le gibier, quoique « *res nullius* », est remarquablement protégé par les lois de police locale. En

(5) Décision prise par les deux tiers au moins des intéressés, possédant en même temps plus des deux tiers des terrains régis par la loi. Cette décision prise, les propriétaires qui se sont réservés le droit de chasse, auront à verser dans la caisse communale une somme proportionnelle à la contenance cadastrale des terrains et cours d'eau réservés.

théorie, il est un bien sans maître ; en fait, il appartient à son producteur ; c'est une valeur économique, que tout le monde respecte ; la mentalité publique est orientée vers sa production, comme pour toute richesse nationale.

V. La chasse est autant une entreprise agricole qu'un sport ; chaque district de chasse est une ferme à gibier ; on en vend la production. Il n'y a pas de chasse banale, pas d'enclaves. La chasse couvre ses frais et souvent rapporte à l'exploitant.

VI. La garde est possible et bien faite ; le braconnage — surtout dans ses procédés illicites (collets...) — y est rare, et très sévèrement réprimé (6). La loi est sévère (7). Les gardes sont nombreux, instruits en matière de piégeage, connaissant le cheptel gibier et ses besoins.

VII. La loi de 1881 a créé une véritable richesse. Le gibier de toute espèce existe partout en abondance et à bas prix. Le résultat économique est des plus enviables. Le gibier est un aliment populaire. Sur place, en 1906, le lièvre valait 1 à 2 marks, le chevreuil 10 marks. En 1924-1925, le lièvre valait 20 francs.

Cette production abondante permet l'exportation du gibier (vivant) de repeuplement, et du gibier

(6) Loi sur la police de la chasse du 7 mai 1883, modifiée, le 2 juillet 1890, et le 28 mai 1912. Elle est des plus sévères. (Art. 294.)

(7) En Prusse, les gardes suivent un apprentissage dans les établissements forestiers pour eux créés par l'Etat.

(mort) de consommation, qui rapporte des millions chaque année.

Le produit des locations a été, pour les communes :

en 1881 de	272.992 francs	
en 1889 de	935.530	»
en 1898 de	1.385.235	»
en 1907 de	1.782.140	»

En 1923, cette location a rapporté aux communes du seul département du Bas-Rhin : un million deux cent mille francs. Les trois départements réunis ont perçu plus de trois millions ; cela sans compter le produit des forêts domaniales (plus de 150.000 hectares), qui se louent séparément, et dans les mêmes conditions que dans le reste de la France .

VIII. La population alsacienne, consultée lors de son retour à la France, a demandé à garder sa loi de 1881.

« Le 8 août 1922, le Commissaire général de la
« République à Strasbourg envoyait aux Préfets des
« trois départements un questionnaire auquel devait
« répondre les Conseils municipaux. Ils devaient
« s'exprimer soit en faveur du maintien intégral de
« la loi, soit en faveur de son remaniement partiel,
« soit en faveur de son abolition pure et simple, avec,
« pour conséquence, l'application de la loi fran-
« çaise de 1844.

« Voici quels furent les résultats (8) de cette con-
« sultation : Nombre de commune ayant exprimé

(8) A. Delécras, *op. cit.*, page 130.

« leur avis : 1.700. Suffrages exprimés pour le main-
« tien de la loi locale : 965. Suffrages exprimés pour
« le maintien avec remaniement : 375. Suffrages
« exprimés pour l'introduction de la loi française :
« 360. » (9)

Inconvénients. — Cependant le système alsacien-lorrain est, depuis longtemps, repoussé par la majorité des chasseurs à l'intérieur de la France.

I. Il constitue une atteinte grave et directe à la liberté de chacun et au droit de propriété. Il n'y a pas de distinction à établir entre les diverses parties de ce droit, qui, toutes, sont également légitimes et respectables..., et dont l'exercice ne peut appartenir qu'au propriétaire du sol..., qu'il s'agisse d'une terre de 3 hectares ou d'une terre de 300 hectares (10).

L'opinion française, consultée lors de la présentation d'un système analogue au Parlement, en 1894, par M. Georges Graux, s'est prononcée, presque à l'unanimité des chasseurs et des propriétaires, contre ce système.

On ne veut pas de l'immixtion de l'autorité communale dans la gestion des intérêts privés (11). L'ins-

(9) Le remaniement demandé par les 375 communes avait trait uniquement au paiement des dégâts de sangliers

(10) Voir Boulen, Préface XI et suiv.

(11) M. Pompom écrit, dans un rapport au Congrès International de la Chasse, en 1907 : « En principe, je suis l'adversaire déclaré de tout projet soumettant les syndicats de chasseurs à un contrôle direct de l'Etat. Pour pouvoir porter tous leurs fruits, ces syndicats, comme toute autre association, d'ailleurs, doivent jouir de la plus entière liberté. » (Congrès International de la Chasse, p. 532.)

inct de la propriété individuelle, si fort chez nous, s'est réveillé contre ce commencement de confiscation.

Cette obligation pour les propriétaires de se soumettre à une dépossession générale, au profit des locataires que leur imposait l'autorité communale, était incompatible avec nos mœurs. Le mot « obligatoire » lui-même suffisait à rendre suspect le système.

II. L'adjudication publique a des conséquences souvent pénibles pour les propriétaires : il va se trouver, peut-être, que leur plus violent ennemi est leur locataire de chasse. Ils ne peuvent rien pour y remédier, la puissance de l'argent est un fait brutal (12).

En réalité, les chasses se louent à un tel prix aujourd'hui, et les communes touchent des sommes si considérables des adjudications, que la masse rurale demande le maintien de cette loi, qui lui permet souvent de ne payer aucun centime additionnel, d'avoir des chemins bien entretenus, des écoles, etc...

III. Il n'en reste pas moins qu'il est une classe de la population hostile à son maintien, la classe ouvrière et urbaine. Elle n'est pas assez riche, en général, pour concourir aux adjudications, quoiqu'il y en ait à très bas prix (13).

(12) Gallicher, p. 211-212.

(13) On voit, en effet, chasser en Alsace des personnes de fortune très modeste, ouvriers, petits artisans, cultivateurs, car certaines communes se louent à très bas prix. Voir quelques prix dans la lettre de M. Aman-Firmery, publiée par A. Délécraz, op. cit., p. 141. La commune de Eywiller loue sa chasse pour 11 fr.; Rott., 220 fr.; Loshan, 242 fr.; Rottelsheim, 330 fr., etc...

Ce sont, en général, les communes d'agglomération ouvrière qui demandent l'introduction en Alsace de la loi française, telles les communes des environs de Mulhouse (14).

Résultat. — En résumé, la législation alsacienne est un mode d'organisation de la chasse qui a un grand avantage : celui d'avoir réussi dans les pays où il a été essayé. Elle a réalisé l'union des propriétaires, des cultivateurs et des chasseurs, à tel point que, si les chasseurs veulent aujourd'hui garder leur loi locale, ce sont les cultivateurs qui en demandent le maintien avec le plus de vigueur. Les individus les plus hostiles, au début, sauf une partie de la population ouvrière, y sont venus avec le temps.

Mais, incompatible avec nos mœurs, la Communalisation obligatoire est, en fait, inapplicable dans l'intérieur de la France. A un Congrès International de la Chasse, tenu à Paris en 1907, sous le haut patronage de M. le Ministre de l'Agriculture, elle a été formellement rejetée, à la presque unanimité des votants.

Elle ne semble plus, aujourd'hui, avoir aucune chance de succès (15). C'est en France, plus qu'ail-

(14) M. Aman-Firmerly écrit : « Ce n'est pas celui qui possède la terre, et par conséquent le droit de chasse, qui se trouve lésé par la communalisation, mais bien celui qui profite simplement de ce qui ne lui appartient pas », dans Délécras, op. cit., p. 144.

(15) Wauthier, p. 43, écrit : M. Collin, dans un article du journal *L'Acclimatation*, propose d'adopter le système obligatoire allemand, tempéré par une modification très intéressante : la chasse communalisée, serait, avant l'adjudication publique, d'abord offerte aux chasseurs de la localité par préférence,

leurs, et plus que jamais en ce moment, que le droit de propriété doit être respecté, et le droit de chasse est un droit inséparable de la propriété.

B. — LA COMMUNALISATION FACULTATIVE

Le système Mougeot (16).

La Circulaire du 16 janvier 1903 (17).

Puisque la contrainte des systèmes germaniques est incompatible avec la passion de la liberté et le droit des propriétaires français, M. Mougeot, ministre de l'Agriculture en 1903, cherche un moyen terme : au lieu de la contrainte, il a recourt à la persuasion, prend à part, d'un côté, le propriétaire insouciant, de l'autre, le chasseur imprévoyant, et leur dit :

Au premier : Vous êtes libre, mais voyez cette richesse de vos terres que vous laissez périr, le gibier. Quel profit vous perdez ! Associez-vous donc avec vos

« moyennant un prix fixé par le Conseil municipal et subordonné
« à l'acceptation du Préfet. Faute par les chasseurs de la com-
« mune d'accepter le prix, le droit de chasse serait mis en adju-
« dication et dévolu au plus fort et dernier enchérisseur. »

Indépendamment de tous les griefs relevés contre la communalisation obligatoire, nous en ajoutons un contre cette dernière modalité : les propriétaires non-chasseurs de la commune protesteront toujours, si le prix payé par les chasseurs locaux, plus riches de bonne volonté que d'argent, est moins avantageux que celui qu'auraient payé des adjudicataires étrangers.

Et si le droit de préemption des premiers n'existe qu'à égalité de prix, ils ne pourront, ni ne voudront payer le prix demandé ; d'où le triomphe fatal des étrangers à la commune.

(16) Cf. Giraut et Wauthier.

(17) La circulaire du 15 février 1904 n'a fait que résoudre quelques difficultés d'application. (Circulaire du 16 janvier 1903 aux pièces justificatives.)

voisins pour l'exploiter, ou le faire exploiter par un tiers.

Au second, au chasseur : Associez-vous donc avec vos semblables, louez une chasse et organisez-vous ; vos efforts seront largement récompensés.

Exposé. — Trois systèmes sont — dit le Ministre — à la disposition des propriétaires :

Le premier : abandon, par tous les propriétaires de leurs droits de chasse à la commune, et mise en adjudication par celle-ci au profit exclusif du budget communal.

Le second : même abandon par les propriétaires, mais à leur profit, en ce sens que ce sera le Receveur municipal qui recevra l'argent et l'affectera au paiement de leurs impôts fonciers.

Le troisième : constitution d'une association de propriétaires, qui administrerait, sans aucune ingérence municipale, leurs droits de chasse.

Parmi les différents modes proposés, le Ministre ne cache pas ses préférences pour les deux premiers et surtout pour le premier. Quant au troisième, il est moins à conseiller, dit-il. Le Ministre recommande en outre aux sociétés de chasse de réserver une portion de leur territoire, sous la forme banale, « aux chasseurs les plus modestes de la localité », pour ne pas leur enlever tout leur plaisir.

Or, les deux premiers systèmes, après avoir été consciencieusement essayés en quelques départements, ont été généralement rejetés. Seul, le troisième a connu quelques réalisations, car il présente

des avantages certains : respect de la liberté individuelle, respect du droit de propriété, non-intervention des pouvoirs publics. C'est pour les propriétaires la liberté de se constituer en association libre. Le fait que ce soit le seul système qui ait connu quelques réalisations était une indication précieuse pour la voie à suivre (18).

Inconvénients. — I. Ce régime est facultatif. Si les propriétaires ne songent pas à s'organiser, ne font rien, aucun rappel de leurs intérêts, aucune contrainte n'interviendra pour les y forcer.

II. Il faut récolter l'adhésion de *tous* les propriétaires.

Or, l'unanimité est, pratiquement, irréalisable. Il suffit d'un propriétaire récalcitrant ou sans prévoyance pour entraver toutes les bonnes volontés (19).

La plaie de l'enclave n'est donc pas résolue.

III. L'idée d'un terrain soi-disant réservé aux chasseurs locaux semble une utopie; c'est la banalité, c'est-

(18) Dès maintenant, signalons quelques modalités d'organisations, qui n'ont pas eu de succès :

Un système consiste, pour les propriétaires, après avoir formé une chasse, à l'exploiter au moyen d'actions, de parts ou de cartes, le nombre des actionnaires ou porteurs de cartes n'étant pas limité. C'est la chasse banale à peine organisée. M. Mougeot la citait dans sa circulaire.

Les propriétaires d'une commune cèdent à titre gracieux leur droit de chasse à la commune, tout en se réservant ce droit pour eux. La commune délivre des cartes aux étrangers ou les exclue. Cf. Giraut, Wauthier, Jevain.

Le système Mulac, qui consiste à créer administrativement des réserves. Cf. Wauthier, p. 41.

(19) « Trouvez le moyen d'obliger la minorité à se soumettre à la majorité, et nous vous suivrons. » (C. I. C., p. 571.)

à-dire l'absence totale de gibier, et ce terrain sera le centre de destruction du gibier venu de la chasse protégée (20).

IV. C'est, selon nous, une erreur de ne songer qu'aux associations de propriétaires et de créer séparément les associations de propriétaires et les associations de chasseurs, car, en fait, nous le verrons, seules ont réussi les *associations de propriétaires et de chasseurs*.

Résultat. — Nous pouvons dire aujourd'hui, plus de vingt ans après l'effort de M. Mougeot, que son résultat matériel, en ce qui concerne la communalisation, a été presque nul.

D'après une statistique de 1908, un certain nombre d'essais avaient été tentés dans 27 départements, des résultats minimes obtenus dans 8 d'entre eux. « Encore faut-il remarquer que chez ces huit exceptions, les communes restant en dehors de toute tentative de réforme, sont partout en écrasante majorité. »

Notons, d'autre part, que ces tentatives se sont produites dans les régions du Nord-Est, où l'on voit encore du gibier, où existent de grandes propriétés, et d'où l'on peut apercevoir les bienfaits du système alsacien.

Le reste de la France ignore la communalisation, tels tous les départements du Midi, dont la pénurie cynégétique est notoire (en dehors des oiseaux

(20) Et puis, les propriétaires de ces terrains soi-disant « réservés » accepteront-ils cette charge que constituera la banalité ? Les contraindra-t-on ?

de passage). « La question reste entière (21), et la « communalisation libre n'a pas créé un seul territoire de chasse, là où le dépeuplement avait produit tous ses effets. » (22)

Depuis 1908, la communalisation facultative n'a pas fait de progrès. Dans plusieurs départements, où elle avait été essayée, elle est en régression (24).

Il n'en reste pas moins que le résultat moral de la circulaire Mougeot fut très important. Dans la recherche du procédé d'organisation de la chasse en France, elle a marqué une étape importante. Elle a ouvert la voie à quelques chercheurs, en leur indiquant l'utilisation qu'ils pouvaient tirer de la loi de 1901 ; elle a surtout attiré l'attention des chasseurs sur l'utilité d'une organisation. Le mouvement qui agite leur petit monde est né avec elle, en 1903 ; son action a été efficace, car elle a propagé l'idée des associations communales de chasse.

C. — LE SYSTÈME DES ASSOCIATIONS SYNDICALES

Projet Chéron-Madelin (25).

A l'occasion du Congrès de la Chasse, tenu à Paris, en 1907, la Commission de législation du Con-

(21) Wauthier, p. 59-60.

(23) « En l'absence de toute législation, l'action de M. Mougeot ne pouvait être que persuasive. A-t-il réussi ? Les Communalisations sont rares. » (Cf. Rapport Weyd, au Congrès de la Chasse, 1907.)

(24) Sur divers modes de communalisation. (Cf. Giraut, p. 180 à 190.)

(25) Voir le projet aux pièces justificatives.

grès, après avoir repoussé « comme inapplicable au territoire français le principe de la communalisation obligatoire », proposa, sur le rapport de M. Madelin, inspecteur des Eaux et Forêts, le système de la Syndicalisation.

C'était une application à la chasse des lois du 21 juin 1865 et du 22 décembre 1888.

Le système fut rejeté par l'assemblée plénière du Congrès.

Cependant, une importante société de chasseurs, le Saint-Hubert-Club de France, le reprit à son compte, le modifia, et, en 1922, le Ministre de l'Agriculture, M. Chéron, en reçut une nouvelle rédaction de la Commission permanente de la Chasse à son ministère.

Avant de le proposer au Parlement, il eut la sagesse de tâter le pouls de l'opinion, et pour cela soumit le projet à l'examen des Conseils généraux.

Ce fut un désastre. La grande majorité d'entre eux s'y opposa. Le projet a suivi l'exemple de ses prédécesseurs : il est enterré.

Exposé. — Le système repose sur les bases suivantes :

1° *Peut* faire l'objet d'une association syndicale entre propriétaires intéressés l'exploitation de la chasse par le groupement des parcelles sur une même commune.

2° C'est le maire qui est chargé de la constitution de l'association syndicale, sur son initiative, celle du Conseil municipal ou celle de cinq propriétaires.

Alors, il convoque tous les propriétaires, « les invite à délibérer sur l'utilité du groupement de toutes les parcelles de la commune, en vue de la location de la chasse ».

Les abstentionnistes sont considérés comme adhérents.

3° L'association se forme si la majorité des propriétaires (trois quarts en nombre, deux tiers en superficie, deux tiers en impôt) est de cet avis. Alors, la minorité des opposants doit subir leurs décisions. Peuvent rester en dehors ceux qui ont 25 hectares de terre, ou 10 de bois ou 5 d'étang d'un seul tènement et quelques autres.

4° Le droit de chasse sur la commune est mis en adjudication pour 9 ans, à moins que, préalablement, l'Association syndicale ne se soit entendue à l'amiable, avec une association de chasseurs, propriétaires ou domiciliés dans la commune, sur un prix approuvé par le Préfet.

Le maire dresse un procès-verbal, constate la formation de l'Association et transmet son avis au Préfet, avec celui du Conseil municipal. Le Préfet, après avoir constaté l'exécution des formalités exigées par la loi, autorise l'association, s'il y a lieu.

Le produit de la location est réparti entre les propriétaires. Nous faisons grâce des dispositions de détail.

Avantages. — Quelques associations syndicales se formeront. Le mot de syndicalisation est plus accep-

table pour nos oreilles que celui de communalisation. A l'origine, le système n'est pas imposé, mais proposé à chaque commune. Il donne une forme de plus aux initiatives individuelles.

Inconvénients. — I. Ce système ne résout, à notre avis, aucune difficulté. Une fois adopté par la majorité des propriétaires de la commune, il ne diffère pas de la communalisation ; il se réalise et fonctionne de façon absolument analogue. Il réunit alors la plupart de ses inconvénients : il consacre la dépossession du droit de propriété du quatrième quart des propriétaires de la commune, et l'ingérance de l'administration municipale dans la gestion des intérêts privés.

2. Les principes surannés de notre législation sur la chasse ne sont pas touchés : le gibier restera « *res nullius* » et les propriétaires non organisés s'en désintéresseront toujours.

3. C'est un régime facultatif, limité à quelques applications ; s'il ne se forme pas d'associations syndicales, rien ne sera changé dans le régime de la chasse banale.

4. Ce système groupe les seuls propriétaires. Or, la chasse ne peut être renouvelée que par les chasseurs, propriétaires ou non, en union avec les propriétaires.

5. Une fois l'association syndicale constituée, et les droits de chasse mis en adjudication, aucune en-

tente n'ayant pu intervenir entre les chasseurs locaux (26), où chasseront ces derniers ?

Que vaut l'adjudication ? Comment se fera-t-elle ? N'y aura-t-il pas là bien des formalités et peu de liberté ?

6. Dans nombre de communes, ce système amènerait la disparition des organisations actuellement existantes (Cf. Titre II du projet), ce qui serait un désastre.

Résultat. — Pour toutes ces raisons, nous croyons que, même adopté par le Parlement, le système resterait inefficace et inappliqué, du moins dans l'Ouest, le Centre et le Midi de la France.

Aussi, nous n'hésitons pas à reproduire ce qu'en écrivait M. Wauthier, en 1908 (p. 54) :

« Nous ne regrettons pas, pour notre part, cet échec.
« Ce procédé présente, en effet, la plupart des inconvénients que l'on a reprochés à la communalisation
« obligatoire, sans avoir l'avantage de garantir, par
« compensation, la généralité de la réforme.

« Les droits des propriétaires deviennent, avec ce
« système, limités, aléatoires et soumis à la loi des
« majorités. Or, les majorités lèsent souvent les intérêts particuliers les plus respectables, et les résultats partiels que ce procédé permettrait d'obtenir
« ne justifient pas, à notre avis, un aussi important
« bouleversement. »

(26) Quelles garanties devra présenter cette association des chasseurs locaux ? Il faut qu'elle les englobe *tous*, sinon ce sera un contrat entre la majorité des propriétaires et quelques personnes. Les autres chasseurs de la commune, habitants ou propriétaires, seront exclus.

D) LE SYSTÈME DE « L'IMPÔT CYNÉGÉTIQUE »

Le vaste mouvement d'organisation spontanée de la chasse en France, né après la guerre, se manifesta notamment par la fondation d'une « Confédération Nationale de la Chasse », d'ailleurs éphémère, qui groupa rapidement de nombreux chasseurs venus de tous côtés.

Cet organisme publia, en 1922, un projet de loi pour la réorganisation de la chasse, des plus nouveaux et des plus instructifs (27) ; c'est un véritable code de la chasse en 60 articles, inspiré des nécessités modernes ; il ne se limite pas, comme les autres, à des modifications de détail : il aborde les grandes difficultés (28).

Principes. — Quatre principes sont à la base : deux juridiques, un économique, le quatrième financier.

1° La chasse est une dépendance du droit de propriété (art. 1).

2° Le gibier, comme tout animal sauvage, appartient, par droit d'accession, au propriétaire du sol sur lequel il se trouve... (art. II).

3° Le gibier, étant un revenu du sol, constitue une richesse économique... (art. 5 *in limine*).

(27) Il a paru dans la revue *L'Eleveur*, en 1922. (Voir aux pièces justificatives.)

(28) *Conseils aux gardes*, édition 1925 de Manuel Baudoin, Charles Radot, Pierre Sire, page 303.

4° ...« et, par suite, une matière imposable... » (art. 5 *in fine*).

En vertu de ce dernier principe, tout propriétaire ou tout groupement cynégétique titulaire de droits de chasse sera frappé d'un impôt fixe de 40 fr. et d'un impôt additionnel de 0,20 par hectare.

Et le propriétaire qui ne fera pas garder sa chasse (art. 7) paiera un impôt fixe de 75 fr., un impôt additionnel de 0,50 par hectare, à moins qu'il ne la cède à la commune ou à une association cynégétique.

Caractères. — 1° Le droit de propriété sur le gibier est reconnu au propriétaire du sol sur lequel il se trouve, puisque la chasse est une dépendance de la propriété. (Lois de 1789 à 1844.)

2° Comme le gibier ne peut-être produit en abondance que par des terrains homogènes et sans enclaves, le projet pousse à leur constitution, en ne faisant payer l'impôt fixe aux groupements de propriétés qu'une seule fois (art. VI) et en exonérant de l'impôt additionnel les groupements dont le budget annuel de dépenses est inférieur à 15.000 fr. (art. VI *in fine*).

3° La liberté individuelle est respectée, mais elle se paie un prix calculé d'après l'étendue du territoire sur laquelle elle s'exerce.

4° Ce prix est le moyen de contrainte cherché pour engager les propriétaires à s'unir.

Douce contrainte, dont on peut se libérer en payant, en s'associant, voir en cédant son droit de chasse. Et cependant, contrainte efficace. La plupart des pro-

priétaires, au lieu de payer, préféreront céder leur droit de chasse à une association. C'est justement le but recherché : les enclaves disparaîtront et les groupements seront bien constitués ; tout sera pour le mieux.

5° Un budget de la chasse est créé, avec un programme de dépenses des plus heureux.

6° Une police rurale et de la chasse est prévue, dont l'organisation s'impose (art. XIV, à la fin).

Avantages. — 1° Le gibier n'est plus « *res nullius* » et l'autorisation tacite disparaît ; ainsi, la réforme juridique est réalisée.

2° Le gibier est proclamé richesse économique et le projet se soucie de sa production.

3° L'application du projet doit entraîner l'organisation cynégétique de la France. La perspective de l'impôt à payer fera s'unir les indifférents, voir les plus rebelles. Il n'y aura plus guère de terrain de chasse inorganisé, les enclaves disparaîtront.

4° Les associations populaires de chasse se constitueront nombreuses.

5° Les ressources apportées à la « Caisse Cynégétique » seront considérables et permettront d'organiser dans chaque canton une brigade de police rurale et de contre-braconnage ; dans chaque département, une commission cynégétique ; dans le pays, « une école de gardes » et de piégeurs.

6° Aucun impôt ne serait perçu sur les gardes particuliers. C'est du simple bon sens.

Inconvénients. — 1° Le gibier peut-il être une « matière imposable » ? Il est présumé existant, mais, produit agricole, souvent il n'existera pas si le terrain, la culture ou les circonstances ne s'y prêtent pas. Comment justifier, établir et percevoir un impôt sur ce qui, souvent, n'existera pas ? Le même, pour le propriétaire de lentisques méridionales ou pour celui d'étangs-solognots.

2° Ce système ne crée-t-il pas un nouvel impôt foncier ? Pourquoi donc faire supporter le poids de la chasse aux propriétaires, même non chasseurs, et non pas à la foule des chasseurs qui en profitent ?

3° Enfin, l'impôt a toujours été une contribution aux charges publiques. Il ne doit pas être un moyen de contrainte, encore moins une pénalité.

Et c'est pourtant bien ainsi que le projet l'envisage, puisque le propriétaire, croyant exercer simplement son droit, est pénalisé annuellement d'une amende, l'usage du droit de propriété équivalant à un abus, presque à un délit.

Passe encore pour l'impôt fixe; car on peut admettre que l'égoïsme qui s'élève contre l'intérêt général mérite une sanction, mais l'impôt à l'hectare serait intolérable, fut-il même réservé aux chasses riches, les grands réservoirs de gibier.

4° Quant à la pratique, faire percevoir cet impôt par l'Etat est un leurre

— Voilà des fonds qui, dit le projet, venant de la chasse, doivent retourner à la chasse. L'Etat et notre

droit financier admettront-ils en marge du budget général un budget spécial de la chasse ?

Il reçoit déjà des millions provenant directement des chasseurs. A-t-il songé jusqu'à présent à en faire profiter les intérêts cynégétiques. Qui nous garantit que le nouvel impôt perçu sera distrait du gouffre budgétaire pour permettre l'organisation rêvée ? Cela ne serait possible que si un organisme spécial était créé, autonome et indépendant, avec ses ressources spéciales.

— Et puis, l'Etat fera-t-il bien l'affaire des chasseurs ? N'est-ce pas aux intéressés eux-mêmes à s'organiser : particuliers ou groupements ?

Que l'Etat favorise les associations d'intérêt communal, départemental, ou régional, présentant certaines garanties qu'il peut exiger ; quand il permet à l'initiative privée de se développer, son rôle peut être des plus utiles.

Résultat. — Que le système de l'impôt cynégétique soit une nouveauté intéressante : ce n'est pas douteux. La question de l'impôt-contrainte mise à part, il présente peut-être une solution élégante à la question cynégétique ; malheureusement, on ne peut oublier que cette idée est l'essence même du système.

Il est à retenir cependant, car il est sorti de l'initiative d'un groupement important de chasseurs, et fait ressortir le côté économique et social de la question cynégétique.

Son auteur connaît d'autant mieux ce dont la chasse se meurt en France, qu'il fait partie des pays où la chasse est la plus misérable et met en évidence,

pour la première fois, les deux grands principes juridique et économique qui doivent être la base de la réforme que nous souhaitons.

Conclusion.— L'organisation économique et sociale de la chasse en France a donc donné lieu déjà à quatre projets assez dissemblables, sinon dans leur échec commun.

Les succès du premier en Alsace-Lorraine sont incontesté mais il n'est guère possible de l'adopter pour la France entière, étant donné son caractère obligatoire et administratif.

La communalisation facultative, malgré le bénéfice d'un appui ministériel impressionnant, s'est heurtée à l'opposition et à l'inertie des populations.

L'échec retentissant de la syndicalisation devant les Conseils Généraux de France, comme devant la population chasserresse, permet de la considérer comme inacceptable.

Quant au système de l'impôt cynégétique, nous en avons vu le point faible à l'instant où il a voulu amortir le contact un peu brutal des principes de liberté et d'obligation, par un impôt-pénalité.

De tous ces efforts, qu'est-il résulté comme réalisation ?... rien ou presque rien ! (29). Et pourtant la question a fait un grand pas. Nous le verrons.

(29) Mentionnons pour mémoire une opinion assez répandue : Pour sauver la chasse, il n'y a qu'à renforcer sa police.

Or, il suffit de considérer, à côté de l'énorme effort fourni dans ce sens, notamment par les grandes sociétés cynégétiques, le peu de résultat obtenu, pour se rendre compte qu'une police sévère est insuffisante, si les idées et les mœurs ne changent pas, si une organisation sociale et économique, aussi libérale et démocratique que l'on voudra, de l'exploitation de la chasse n'intervient pas.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE. — En terminant cette première partie, consacrée aux malheurs du gibier de France, nous ne pouvons nous empêcher de considérer les trois grandes causes de sa ruine : matérielle, juridique, économique. Et nous constatons que la première, qui a, presque seule jusqu'ici, attiré l'attention des chasseurs, est aujourd'hui la moins grave, les autres prenant la première place. Et si l'homme et les animaux, pour assouvir leur passion s'acharnent à la destruction du gibier, le législateur devrait, semble-t-il, intervenir, pour arrêter cette destruction.

Les théories désastreuses que nous avons étudiées, la crise aiguë dans laquelle la disparition du gibier a placé la chasse, nous démontrent le trouble considérable qui existe aujourd'hui dans toutes les questions qui s'y rattachent, même chez les esprits les plus avertis.

La passion s'en empare, les polémiques s'engagent, les mécontents se multiplient, et l'on voit les gens les plus calmes, dans la vie courante, devenir farouches dès qu'on atteint leur susceptibilité cynégétique.

« A la vérité, dit M. Pérouse, si une chose est de
« peu de valeur, son acquisition, par occupation, occa-
« sionnera peu de trouble social, fréquemment mê-
« me elle n'en amènera aucun. Mais au cas contraire,
« il se pourrait que le désordre fut considé-
« rable » (30).

Si, dans la chasse, le désordre existe, c'est sans

(30) Pérouse, p. 180.

doute parce qu'on a mis l'occupation à la base de la propriété du gibier, parce qu'on a autorisé les chasseurs à exercer un prétendu droit de prise du gibier sur un terrain appartenant à autrui, au détriment des droits d'autrui !

C'est la violence primitive qui est restée ici à la base du droit : c'est donc le désordre.

Fait d'autant plus grave, que la richesse représentée par le gibier est devenue plus considérable, que le nombre des chasseurs a centuplé.

La théorie de la « *res nullius* » justifiée à Rome, ne l'est pas chez nous, car les circonstances ne sont plus les mêmes. « Les préceptes proclamés il y a « plus de 2.000 ans, ne peuvent être de ces vérités « immuables devant lesquelles les générations doi- « vent éternellement s'incliner » (31).

Peut être, le gibier est-il, pour les juristes, le plus bel et le dernier exemple de l'acquisition de la propriété par occupation (32). Mais ce survivant d'une antiquité surannée doit, à son tour, disparaître pour entrer dans le droit, dans le régime de la propriété.

Les Anglais l'ont bien compris : « Leur droit considère les animaux sauvages comme « *res nullius* » « sujets à occupation. Mais le game-act de 1830, attribue la propriété du gibier tué sur le fonds d'autrui « à la personne qui a le droit de chasse sur le fonds, « c'est-à-dire, en fait, au propriétaire foncier : le gi-

(31) H. Gaillard, op. cit.

(32) Voir la phrase de Colin et Capitant, I, 850 : « On pourrait même se demander si notre droit ne l'exclut pas. »

« bier paraît donc, à certains points de vue, être l'ac-
« cessoire du fonds. » (Bacquet, p. 19.)

La tendance actuelle du législateur français est, sans conteste, de reconnaître un maître à bien des choses qui n'en avaient jamais eu, que ce maître soit l'Etat, une collectivité, un individu.

La propriété industrielle est créée, la propriété littéraire, la propriété artistique. On parle chaque jour de propriété commerciale. Pourquoi ne pas réaliser la propriété du gibier ?

« Pour assurer la paix intérieure et la sécurité, dit
« Blackstone (*Commentaires*, T. II, p. 7 à 12), le légis-
« lateur a eu pour maxime d'assigner à toute chose
« susceptible de propriété, une propriétaire légal et
« déterminé. » (Cité par Bacquet, p. 18.)

Pourquoi ne pas reconnaître un propriétaire au gibier ?

DEUXIÈME PARTIE

L'Organisation

L'ORGANISATION

Il ne suffit pas, pour faire renaître la chasse en France, de combattre les causes matérielles de la destruction du gibier et de favoriser sa multiplication par des moyens techniques. Il faut, en outre, donner au gibier un statut juridique, et poser les bases d'une organisation économique et sociale de la chasse, susceptible d'en assurer la prospérité.

Le système traditionnel, fondé sur des principes périmés, a fait faillite. Dans quelle voie allons-nous chercher la solution du problème ?

Nous n'insisterons pas sur le côté technique, c'est une question depuis longtemps étudiée. Il reste à examiner les deux autres aspects de la question : celui du statut du gibier et celui de l'organisation de la chasse.

Et d'abord, le gibier ne doit pas rester un objet hors la Loi. Il doit avoir un maître. La difficulté est de déterminer quel sera ce maître et de justifier juridiquement son droit de propriété.

En second lieu, la chasse ne peut pas demeurer dans l'état anarchique de la banalité. Il faut trouver cette formule d'organisation de la chasse, que, depuis plus d'un siècle, on cherche, en France.

Organisation économique, capable de développer cette richesse qu'est le gibier.

Organisation sociale, permettant à tout porteur de permis de se livrer avec succès, dans l'ordre, à son sport favori.

Il est peut-être audacieux d'entreprendre une pareille tâche, et de prétendre — en abordant la question sur une face nouvelle — apporter une solution à un problème fort ancien. Nous espérons cependant que si notre tentative est imparfaite, on ne nous fera pas un grief de l'avoir entreprise.

Il en restera tout au moins, un assemblage d'idées et de matériaux, qui pourront servir à d'autres chercheurs plus heureux.

CHAPITRE PREMIER

L'organisation technique

Pour obtenir l'abondance du gibier, il faut limiter sa destruction, d'abord; augmenter, ensuite, sa production.

A) *Limiter la destruction.*

Le premier moyen est de limiter la destruction, l'exploitation du gibier pendant la période de chasse, de façon à laisser, en fin de saison, sur le terrain, le nombre d'animaux nécessaires pour assurer une reproduction suffisante l'année suivante. Il y a un niveau de destruction à ne pas dépasser.

Or, ce niveau est aussi variable que la nature elle-même : on ne pourra jamais le fixer par règlement administratif ou autre ; il change avec chaque pays et chaque culture, et ne peut-être déterminé, dans chacun d'eux, que par les groupements de chasseurs locaux, organisés à cet effet,

Ils ont à leur disposition, plusieurs moyens de modérer la destruction :

a) Limitation du nombre de jours de chasse par semaine.

b) Ouverture retardée ou fermeture anticipée, soit pour l'ensemble de la chasse, soit pour certains terrains, soit enfin pour la chasse de certains animaux. La chasse du lièvre ne pourrait pas exemple commencer que le 1^{er} novembre, celle de la perdrix pourrait se terminer au 1^{er} décembre.

c) Respect de certaines espèces de gibier, au moins de leurs femelles : poules faisannes.

d) Création dans les sociétés de chasse, de réserves égales au 1/10^{me} au moins du territoire gardé, où la chasse en tout temps serait interdite, et le gibier toujours en paix. Cette partie du territoire serait mieux surveillée, mieux protégée que les autres ; le gibier traqué s'y réfugierait et s'y développerait sans jamais être dérangé.

De nombreuses restrictions sont encore possibles et dépendent des circonstances locales. Il n'est pas de pays de chasse, si prolifiques soient-ils, qui ne doivent au moins adopter ces limitations fondamentales.

Dans les rares régions de la France où de semblables mesures ont été prises, les pires détracteurs du système à son début, se rallient aujourd'hui, enthousiastes, à son application.

B) *Produire davantage.*

Mais il ne suffit pas de modérer la destruction.

Pour fournir du gibier aux besoins et aux moyens de la chasse moderne, il faut intensifier la production. L'exemple de l'Alsace-Lorraine, nous prouve que l'on peut augmenter, dans des proportions presque illimitées, le gibier sur une chasse : nous savons avec quelle rapidité un terrain peut être repeuplé. Un territoire de chasse est une vaste basse-cour en plein air, dans laquelle les espèces sédentaires de gibier manifestent une prolificité remarquable.

Faisons vivre et prospérer tout ce qui naît. Lâchons même quelques reproducteurs, si le besoin s'en fait sentir, et le territoire le plus pauvre en gibier, sera coté, deux ou trois ans plus tard, parmi les plus riches.

1° *Faire vivre et prospérer tout ce qui naît.*

Il faut pour cela :

a) Surveiller les nichées et les couvées.

C'est une surveillance de tous les instants qu'un garde actif peut entreprendre sur le terrain dont il a la garde, que chaque habitant peut exercer sur les terres qu'il parcourt.

Lorsque une compagnie de perdrix, composée de 15 perdreaux en juillet, passe successivement à 12, 10, 7 unités au cours du mois d'août, il y a, sans aucun doute, une raison qu'il faut découvrir et à laquelle il faut remédier. Est-ce une fouine, une pie ? Un nid est abandonné par la mère, les œufs sont cassés. N'est-ce pas un chien qui a passé par là ?

Il est des gardes vigilants qui ne négligent aucune mesure de prudence. Nous en avons vu passer avec un vieux chien très sûr, au mois de mai, dans les prairies artificielles, pour empêcher les mères d'y faire leur nid, qu'une fauchaison précoce viendrait anéantir.

Le nourrissage du gibier l'hiver peut être nécessaire. Pour les lièvres, pour les faisans surtout, il faut établir des sentiers d'agrainage, et plusieurs fois par semaine apporter à certaines places bien choisies de la luzerne ou des déchets de blé. Cela demande une observation de chaque instant, une science consommée du gibier, de ses mœurs et de ses ennemis. Mais il est aujourd'hui assez d'hommes qui ont le goût de la chasse, pour aimer cette préparation passionnante pendant la période de fermeture, et qui procure de grandes jouissances, quand, à l'ouverture, l'amélioration se traduit par une grande abondance de gibier.

b) Empêcher le braconnage.

Puis, pour permettre au gibier de se développer en paix, il faut poursuivre avec ténacité le braconnage dans ses formes multiples, et souvent insaisissables. La bénignité de la répression des délits de chasse est légendaire en France, grâce à la douce application de la si douce loi de 1844.

Une loi de police récente, en date du 1^{er} mai 1924, est venue heureusement aggraver les peines si minimes jusque-là, et créer de nouveaux délits.

Mais, pour nous, quelques mesures qu'on prenne dans cet ordre d'idée, le résultat sera bien faible. C'est

une conception nouvelle du délit de chasse qu'il faut obtenir, conception qui permettra une répression sévère, parce qu'elle assimilera cette infraction à un délit de droit commun. Il en résultera un respect général pour le gibier, car il sera propriété privée. Et le paysan, producteur intéressé à son abondance, sera le meilleur et le plus actif des agents de contre-braconnage.

c) Détruire les animaux nuisibles.

Quant à l'autre ennemi du gibier, l'animal nuisible, plus rusé que son compère, le braconnier, comment empêcher ses ravages ?

Lorsque, à la fin d'une saison de chasse, les reproducteurs ont été laissés en nombre suffisant, les nichées qui se forment, trop rares bien souvent, sont la proie des « bêtes puantes », qui, elles, n'ont pas diminué. Rarement elles se sont rencontrées en chasse avec l'homme qui les aurait exterminées. Elles opèrent dans l'ombre et le calme de la nuit.

Que peut-on faire contre elles ? Du piégeage, et toujours du piégeage. Il suffit d'un piégeur habile !

Mais combien cet homme est rare ! Les chasses qui en ont un à leur disposition peuvent être fières : elles possèdent le secret de leur fortune en gibier.

Le tableau des primes payées pour toutes ces bêtes à fourrures et pour les oiseaux rapaces de toute plume, paraît invraisemblable. C'est un joli revenu pour le piégeur. Ce métier s'apprend assez vite, et il a son charme. Il y a des hommes qui l'exercent avec passion. C'est un genre de chasse spéciale, plus varié, plus captivant que n'importe lequel.

Le paysan, pour qui ce métier est généralement inconnu, peut-il l'apprendre facilement? Oui (1), dans ce qu'il comporte d'essentiel ; car c'est un métier où l'observation de chaque instant joue le plus grand rôle. Il peut facilement, en tout cas, surveiller les chats nés de sa ferme et faire disparaître ceux d'entre eux qui sont chasseurs impénitents. Il peut tenir ses chiens, apprendre à ses bergers à respecter les nids.

La destruction des animaux nuisibles, employé concurremment avec le contre-braconnage, et à la surveillance des nichées et des couvées, doit permettre au gibier de prospérer et aux chasseurs de connaître l'abondance.

2° *Faire de l'élevage, de la production artificielle.*

Pour obtenir la densité de gibier que l'on peut rêver, si la production naturelle ne suffit pas, il faut avoir recours à la production artificielle qui donne d'excellents résultats.

Les grandes chasses élèvent chaque année des milliers de faisans et de perdrix, les chasses populaires se sont mises, depuis quelques années, à l'élevage du lièvre. Cela comporte des soins de chaque instant et ne peut être réalisé partout.

Ce qui est possible, et donne d'ailleurs de bons résultats, c'est, au printemps, le lâcher de reproducteurs que la merveilleuse nature fait croître et multiplier. La méthode est employée depuis longtemps,

(1) *Le Piègeage moderne*, de A. Philippon, Paris, S. H. C. F., 1925.

grâce à l'achat en Allemagne, en Hongrie ou en Tchéco-Slovaquie du gibier de repeuplement.

Mais il est regrettable, dans l'état où sont les Finances de la France, de voir chaque année des dizaines de millions de francs passer ainsi à l'Etranger, chiffre qui serait peut-être quadruplé si le gouvernement n'y mettait un frein !

Or, on pourrait le produire chez nous, ce gibier de repeuplement et y consacrer les territoires deshérités les plus impropres à la culture, comme l'ont fait quelques Anglais dans les game-farms (2).

Il y a trente ou quarante ans, la crise agricole était intense en Angleterre : plus de laboureurs ; les terres riches se louaient à bas prix, les terres pauvres à rien. Certains propriétaires du pays de Galles décidèrent d'abandonner la culture, qui ne couvrait déjà que 70 % du territoire, pour produire du gibier. Ils créèrent les fermes à gibier — game-farms —. Ces fermes produisent faisans, lièvres, perdrix, lapins. Le gibier vivant est vendu pour le repeuplement en Angleterre et à l'étranger. Les œufs ramassés sont les plus appréciés sur le continent, car ils sont fécondés et pondus par des oiseaux vivant à l'état entièrement libre dans les champs et dans les bois, suivant les lois de la nature. Quelques cultures peu coûteuses sont entretenues pour leur nourriture. Le rapport de telles fermes est des plus rémunérateurs et a le grand avantage de rendre à la production d'immenses territoires. Mais leur création en France est bien difficile. Com-

(2) De Lesse, pages 31-32 ; P. Caillard, dans le *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, cf. Jamault, p. 83 et suiv.

ment grouper plusieurs milliers d'hectares d'un seul tènement ! Et puis, le gros obstacle est, une fois de plus, la conception du gibier « *res nullius* » qui refuserait au propriétaire de la game-farms la propriété du gibier qu'il élèverait à si grands frais (3).

Aussi, pendant longtemps encore, nous serons tributaires de l'Etranger, à moins que le repeuplement naturel ne soit suffisant.

Il devrait suffire. « Le simple repeuplement naturel, dans un pays à lièvres, arrive à donner bien « près d'un lièvre par hectare sur des étendues de « 500 et même 1.000 hectares. » (4)

En prenant la base d'un lièvre pour deux hectares, le seul département du Rhône produirait 142.500 lièvres et la Saône-et-Loire 428.271. N'y a-t-il pas là de quoi faire rêver les Nemrods les plus désabusés ? On en aurait sur toutes les tables et sans qu'il n'en coûtât rien à personne, si ce n'est un peu de travail pour les défendre contre leurs ennemis, un peu de sagesse pour les conserver.

Quant à la perdrix, on peut arriver à une production de deux à l'hectare. Dans une chasse artificiellement surpeuplée, il n'y a pas de limite. Le faisan d'élevage, lui aussi, peut être des plus abondants. Quel beau gibier ! le plus facile à élever. Mais il faut, pour cela, s'intéresser à toute cette production ;

(3) Cf. le projet de loi déposé par M. Beauquier, le 7 février 1901, dans De Lesse, p. 167.

Le seul fait du dépôt de ce projet suffit à prouver que la pratique de l'élevage du gibier ne peut plus s'accommoder avec le principe du gibier « *res nullius* ».

(4) De Lesse, p. 73 et 95.

celui qui ne va dans son champ que pour la récolte obtient un bien maigre produit. Livrée à elle-même, une chasse est comme un verger qu'on ne taille ni ne soigne; les fruits y sont rares, et les maraudeurs passent avant le propriétaire, brisant l'arbre parfois pour en prendre les fruits.

N'est-ce pas une erreur pour le propriétaire de laisser sa terre improductive, surtout quand cette terre est riche. On ne le répètera jamais trop. La France est le pays le mieux placé qui soit pour devenir le plus riche en gibier. Son climat tempéré, l'abondance et la variété de ses cultures sont les conditions les meilleures pour le développement des animaux sauvages de toutes espèces. La nature s'épuise à les produire aujourd'hui dans les conditions que leur ont faites les hommes.

Mais, laissons-la faire, aidons-la même, et nous verrons bien vite l'équilibre rétabli entre la destruction et la production du gibier (5).

(5) Des esprits moroses vont dire : « La chasse est un sport, « vous en voulez faire une exploitation. » Elle doit être les deux. « La chasse, de nos jours surtout, consiste non seulement à pour-
« suivre le gibier et à le capturer, mais encore à tirer d'un
« territoire le meilleur rendement, en employant le moyen le plus
« propre à le rendre giboyeux. » Laverne, p. 161.

CHAPITRE II

La Réforme juridique

Pour sauver le gibier de la destruction, pour encourager sa production, les dispositions matérielles qui peuvent être prises ne suffiront pas, si la loi et la jurisprudence actuelles ne sont pas modifiées. Le gibier ne peut plus vivre sans maître ; il lui faut un protecteur qui s'intéresse à sa conservation.

Quel est ce maître ?

On a proposé l'Etat... mais ce serait un maître purement théorique. Il est déjà son protecteur par les lois, les règlements, la police de la chasse ; on connaît le résultat de cette protection ; ses agents ne peuvent avoir un intérêt direct et personnel sur le gibier dispersé sur les terrains des particuliers.

Un seul maître paraît désigné pour le gibier ; l'union intime qui le lie à la terre qui le porte impose la nécessité de lui donner comme maître et comme défenseur, le propriétaire de cette terre,

Celui-ci est d'autant plus disposé à l'être qu'il éprouve un sentiment instinctif de propriétaire envers ce produit de sa terre, que la loi ne lui a pas encore reconnu.

Véritable production, cependant, à laquelle il donnera tous ses soins, du jour où il la saura sienne ; ce gibier n'est-il pas un fruit de la propriété, fruit dont la production, la conservation, l'entretien sont souvent délicats et parfois onéreux.

Il y a plus : à l'heure actuelle, le gibier est devenu pour ainsi dire un animal semi-domestique, un cheptel entretenu : on l'élève, on le lâche, on le reprend, on calcule le nombre à laisser pour la reproduction, on connaît ses habitudes et ses goûts.

Il y a, pour un propriétaire, une véritable appropriation à l'égard des animaux qui sont venus giter sur son terrain et se nourrir de ses récoltes (1).

Ce ne sont peut-être pas toujours les mêmes animaux, mais, par un échange incessant avec les pro-

(1) Un jugement fameux du Tribunal civil de Meaux, unique dans la jurisprudence, l'a reconnu : « Attendu qu'un propriétaire ne peut considérer comme lui appartenant « in individuo » les animaux sauvages qui se trouvent sur son fonds, mais que, néanmoins, il a sur eux, pris « in globo », un droit mal défini mais certain, puisque le législateur, dans la loi du 3 mai 1844, protège ce droit, en interdisant, sous les articles 1 et 2, paragraphe 2, à tout étranger de chasser sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. » Meaux, 3 avril 1903, *Rec. Gaz. Trib.* 1903, I, p. 484. — Voir aussi la théorie rejetée par la Cour de cassation D. 1861, I, 475 ; S. 61, I, 825, et la note, citée par Laverne, p. 158. Un arrêt de cassation avait dit, en 1843 : « La Cour : Considérant qu'il est incontestable en droit que le concessionnaire du « droit de chasse dans une forêt, est assimilé au propriétaire, « et a droit à la propriété de tout animal tué par un tiers dans « la forêt... » Requête 22 juin 1843 ; Devilleneuve, 1843, I, 845.

priétés voisines, il y a toujours à peu près la même quantité de gibier sur un territoire de chasse, à un moment qu'à un autre.

Le propriétaire du terrain a-t-il tort de penser que cette propriété devrait lui être reconnue par la loi ? Est-il plus logique de prétendre que cet animal, qui se nourrit sur son bien, dont il subit les dégâts et doit payer les ravages, s'il en fait, aux propriétés voisines, ne lui appartient pas ?

L'ACCESSION

On dira peut-être que c'est contraire aux principes du droit. Nous ne le pensons pas, car rien n'est plus facile que de justifier notre thèse en étudiant, sans parti-pris, dans le Code civil, la théorie du droit d'accession, qui s'applique parfaitement au gibier.

Article 546 : « La propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement.

« Ce droit s'appelle *droit d'accession*. »

Article 547 : « Les fruits naturels ou industriels de la terre, les fruits civils, le croît des animaux appartiennent au propriétaire par droit d'accession. »

Article 551 : « Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire... »

Article 552 : « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous... »

Qu'est-ce que l'accession ?

L'accession, « c'est l'union, l'incorporation matérielle d'une chose à une autre plus importante. Lorsque le fait se produit, le propriétaire de la chose principale acquiert la propriété de la chose accessoire » (2).

C'est « le droit en vertu duquel le propriétaire d'une chose acquiert la propriété de tout ce qui s'unit ou s'incorpore à sa chose, soit naturellement, soit artificiellement » (3).

Le gibier appartiendra donc au propriétaire du fonds en tant qu'accessoire de la terre ; il sera désormais un objet approprié, « *res propria* ».

Mais, comme il sera l'accessoire d'un immeuble, il deviendra lui-même, pure fiction juridique, immeuble par destination, ou plutôt immeuble par accession, comme nous allons le voir plus loin.

« Ce sont des meubles, restés meubles en fait, parce que naturellement mobiles, mais qu'un intérêt agricole, industriel, ou bien l'intention du propriétaire, manifestée par des signes extérieurs, ont fait, en droit et par la loi, rattacher à l'immeuble principal. » (4)

Sa justification

Voilà une situation juridique bien étrange, va-t-on dire : le gibier immeuble ! Une telle situation est loin d'être anormale :

(2) Colin et Capitant, 1, 857.

(3) Planiol, I, 7.

(4) Sauvalle, p. 90.

Le Code civil la connaît déjà, non seulement pour le cheptel attaché à la ferme (524, C. C.), mais encore pour certains animaux qui sont les plus proches parents du gibier, ceux qui ne sont ni complètement sauvages, ni complètement domestiques, et qu'on a dénommés animaux mixtes. L'art. 524 dit en effet :

« Les objets que le propriétaire d'un fonds y a
« placé pour le service et l'exploitation de ce fonds
« sont immeubles par destination. Ainsi, sont immeu-
« bles par destination, quand ils ont été placés par le
« propriétaire pour le service et l'exploitation du
« fonds :

« Les pigeons des colombiers ;

« Les lapins des garennes (5) ;

« Les poissons des étangs. »

Et l'art. 564 ajoute : « Les pigeons, lapins, pois-
« sons qui passent dans un autre colombier, garenne
« ou étang, appartiennent au propriétaire de ces
« objets... »

Ainsi, le Code civil déclare que les lapins, les pigeons, les poissons sont immeubles par destination (524), et la propriété du maître de la garenne, du colombier ou de l'étang (564).

Pour nous, le gibier aura désormais le même statut juridique que ces animaux. Il sera la propriété du maître de la terre.

(5) Qu'est-ce qu'une garenne ? Personne n'a jamais pu en donner une définition très exacte. Voir la discussion de Forgeot, p. 9 et 20.

Mais une différence le sépare des animaux mixtes. On ne peut pas prétendre, en effet, que le gibier, à moins qu'il ne soit d'élevage, ait été placé « pour le service et l'exploitation du fonds » (524) (6). Aussi, ne sera-t-il pas immeuble par destination (524), mais bien immeuble par accession (564).

« La loi (7) considère comme une sorte d'accession « le passage *spontané* ou *provoqué* sans fraude, des « animaux qu'elle énumère, sur un autre héritage ; « ils deviennent l'accessoire de ce fonds et appartiennent, dès lors, à son propriétaire. » (8)

Le propriétaire d'un colombier vide peut voir avec satisfaction s'y installer les pigeons du voisinage, car il en devient propriétaire, malgré les protestations du voisin malchanceux. Il en est de même du propriétaire d'une garenne (9), qui verrait les lapins du voisin y venir à demeure (10), du propriétaire d'un étang qui constaterait que les poissons d'une rivière ou d'un étang voisins sont entrés dans ses eaux.

(6) M. Sauvalle l'a vainement cherché.

(7) Colin et Capitant, I, 869.

(8) Colin et Capitant, I, 870, disent : « Ces animaux ne sont pas des meubles, mais des immeubles par accession... » Aubry et Rau, t. II, p. 15, n° 50, font remarquer que ces animaux sont bien plutôt des « immeubles par accession ».

(9) « Les lapins font en quelque sorte partie du terrain où ils se trouvent... » (Laverne, p. 83.)

(10) En fait, malgré le pullulement des lapins, il n'y a guère de « garennes » ! Car la jurisprudence n'a trouvé en un siècle que deux garennes. Aussi l'art. 564 est resté lettre morte pour le lapin. En supprimant les « garennes », la jurisprudence a assimilé le lapin aux autres gibiers, elle en a fait une « *res nullius* ». Il y a là un véritable renversement des dispositions du Code, qui permet aux Tribunaux d'être maître de la situation, de « faire la loi ». (Cf. Forgeot, p. 34).

Tous ces animaux suivent, en effet, la condition du fonds sur lequel ils sont fixés et auquel ils se sont incorporés (11). Ils ne peuvent passer d'un fonds dans un autre, sans devenir la propriété du maître de leur nouveau domicile. Ils ne perdent un maître que pour en retrouver un autre.

Pothier disait déjà : « Que le propriétaire d'un « étang où il y a des poissons, d'une garenne où il « y a des lapins, d'un colombier où il y a des pigeons, « est bien plutôt propriétaire d'un étang empois- « sonné, d'une garenne peuplée de lapins, d'un co- « lombier peuplé de pigeons, qu'il ne l'est des pois- « sons, des lapins ou des pigeons qui y sont » (12).

Le propriétaire ne les possède que par l'« intermédiaire du sol » (13). « C'est le fonds qui possède ces animaux, dit M. Hennequin, et non pas le maître du fonds. » (14)

Les pigeons, lapins, poissons ne sont pas les seuls d'ailleurs à bénéficier de ce régime. « L'art. 564, dit « M. Forgeot (15), n'a rien de limitatif, et l'acqui- « sition par voie d'accession, qu'il établit sur les pi- « geons qui passent d'un colombier dans un autre, « les poissons d'un étang dans un autre, les lapins

(11) Mais ils ne sont censés immeubles que tant qu'ils demeurent attachés au fond. Un pigeon de colombier mis en volière devient meuble ; comme un faisan repris en plein bois et mis en parquet.

(12) Pothier, t. II, p. 15, n° 50.

(13) Sauvalle.

(14) Hennequin, *Traité de Législation et de Jurisprudence*, t. I, p. 31.

(15) Forgeot, p. 168 et Colin et Capitant, I, 869.

« d'une garenne dans une autre, doit se produire
« d'une façon générale pour tout le gibier qui passe
« d'une propriété dans une autre. »

C'est pourquoi, dans le cours du XIX^e siècle, la règle de l'accession a été adoptée plusieurs fois par disposition législative, et même par intervention doctrinale.

Antécédents

Les lois du 4 avril 1889, 2 juin 1898, ont créé trois cas d'accession par passage spontané au profit du propriétaire ou du fermier du fonds.

I. — Pour les pigeons (art. 7, page 1)

« Pendant le temps de la clôture des colombiers (16),
« les propriétaires (17) et les fermiers peuvent tuer
« et s'approprier (18) les pigeons qui seraient trouvés
« sur leur fonds. » (19)

Il semble bien qu'il y ait là un cas d'accession très caractéristique. Quelques auteurs ont pensé que cette

(16) Arrêté municipal autrefois : Loi du 4 août 1789, art. 2. Mais arrêté préfectoral aujourd'hui. — Loi 4 avril 1889, art. 6, Code Rural.

(17) Paris, 11 nov. 1857. S. 58, 2, 173.

(18) Droit absolu : il importe peu que les pigeons en liberté commettent ou non des dégâts, et que la terre où ils se sont abattus soit ensemencée ou non.

(19) Si on voulait tuer ou s'approprier un pigeon sur un terrain dont on n'est pas propriétaire ou fermier, il y aurait vol. C.P. 401. Cour Paris, 11 nov. 1857, S. 58, 2, 173. Limoges, 18 sept. 1884, S. 85, 2, 40. (Pig. voyageurs).

Mais la poursuite ne pourrait se faire que sur la plainte de la partie lésée. Loi 30 avril 1790, art. 8. Cass, 22 avril 1831, S. 31, I, 177,

appropriation se faisait plutôt par « occupation », le pigeon, sorti du colombier, étant devenu une « *res nullius* », un gibier. La loi du 4 août 1789, art. 2, semblait les autoriser à penser ainsi ; elle disait : « Les « pigeons seront enfermés aux époques fixées par la « communauté, et, durant ce temps, ils seront regar- « dés comme gibier, et chacun aura le droit de les « tuer sur son terrain. »

Mais, cependant, si seuls les propriétaires peuvent tuer et s'emparer des pigeons, et uniquement sur leur fonds, c'est qu'alors les pigeons sont considérés, non pas comme gibier, mais comme accessoires du fonds, appartenant au propriétaire par droit d'accession.

Si, à ce moment-là, le pigeon était devenu « *res nullius* », tout le monde aurait le droit de le chasser ; or, le locataire de chasse lui-même n'a pas ce droit, tandis que le propriétaire du sol, même s'il a aliéné son droit de chasse, conserve celui de le tuer (20). Il y a donc bien là un cas d'accession par passage spontané.

II. — *Pour les animaux de basse-cour*

Il y a un second cas d'accession, celui-là pour les animaux de basse-cour.

(20) Chenu, p. 137. Cf. aussi le Rapport de M. le Conseiller Cotellet à la Cour de Cassation : « C'est seulement pendant la « période intermittente où la police locale a prescrit la fermeture « des colombiers dans l'intérêt des semailles et des récoltes, que « le décret du 4 août 1789 avait, *par pure fiction légale*, assimilé « au gibier tous les pigeons. Encore la loi du 4 avril 1889 s'est-elle abstenue de reproduire cette formule, qui risquait d'aller « contre son but, en ayant pour conséquence que la destruction « des pigeons se trouverait limitée par l'exigence d'un permis « de chasse et par la fermeture de celle-ci... » Cité par Brisset, p. 162.

Pour eux, la loi du 2 juin 1898, art. 15 (Code rural, L. 3, T. I, A. 15, § 3) pose d'abord le principe que ces animaux restent la propriété de leur maître dans quelques endroits qu'ils se trouvent :

« Lorsque des animaux errants, qui causent du dom-
« mage (21) sont des volailles, des oiseaux de basse-
« cour, de quelque espèce que ce soit, ou des pigeons
« (en temps d'ouverture des colombiers), le proprié-
« taire, fermier ou métayer (22) du champ envahi
« pourra les tuer, mais seulement sur le lieu où ils
« auront commis le dégât et sans pouvoir se les appro-
« prier... » (23)

Et l'art. 5 de la loi du 4 avril 1889 ajoute :

« Les volailles et autres animaux de basse-cour qui
« s'enfuient dans les propriétés voisines ne cessent
« pas d'appartenir à leur maître, quoiqu'il les ait
« perdus de vue... »

Mais, aussitôt, le même article admet un cas où ces volailles et pigeons deviennent, par accession, la propriété du maître chez qui ils sont allés s'établir :

(21) Condition indispensable. D'où il suit qu'il doit s'agir d'une terre labourable et d'un champ ensemencé.

(22) Même sans permis. Cass., 1^{er} août 1829. S. 1829, I, 317.

(23) L'art. 15 se termine ainsi : « Si, après vingt-quatre heures, celui auquel appartiennent les volailles tuées ne les a pas enlevées, le propriétaire, fermier ou métayer du champ envahi est tenu de les enfouir sur place. »

D'ailleurs, les préfets et maires ont un pouvoir de réglementation générale, en vue de préserver les propriétés rurales des dommages qui peuvent être causés, et spécialement par les pigeons. Loi du 4 avril 1889, art. 4, avec comme sanction l'art. 471, § 15, C. P., et 479, § 1.

« ...Néanmoins celui-ci ne pourra plus les réclamer
« un mois après la déclaration qui devra être faite
« à la mairie par les personnes chez lesquelles ces
« animaux se sont enfuis. » (24)

Ainsi donc, ces bêtes perdues ne sont pas déclarées sans maître, « *res nullius* », elles deviennent le bien du propriétaire du sol sur lequel elles se sont transportées, si celui-ci remplit la formalité de déclaration à la mairie.

A quel titre, juridiquement, le propriétaire du sol acquiert-il la propriété de ces objets qui sont venus sur sa terre ?

C'est évidemment en vertu du droit d'accession.

III. — *Pour les abeilles*

Il en est de même pour les abeilles.

Le Code civil les a comprises, semble-t-il, dans l'énumération de l'art. 524, et en a fait par là, dans certains cas, des immeubles par destination.

« ...Sont immeubles par destination...

« Les ruches à miel... »

Cependant, le *Digeste* avait dit : « *Apium quoque, « natura, fera est* » (25), et nos auteurs reprenaient :
« Les abeilles doivent être considérées, non comme
« des animaux domestiques, mais comme des ani-
« maux sauvages, et s'acquièrent par occupa-
« tion... » (26)

(24) Il y aurait vol, s'il y avait prise sans déclaration à la mairie.

(25) *Digeste*, liv. XLI, tit. I, 5, § 2. Voir Boulen, p. 207 et 210.

(26) Fuzier-Hermann, *C. Civ. annoté*, art. 715, p. 12 et suiv.

Or, la loi du 4 avril 1889 intervint :

« Le propriétaire d'un essaim a le droit de le
« réclamer et de s'en ressaisir, tant qu'il n'a pas cessé
« de le suivre, autrement l'essaim appartient au pro-
« priétaire du terrain sur lequel il s'est fixé. »

Celui-ci devient donc propriétaire de l'essaim. En vertu de quel droit ? Du droit d'accession par passage spontané.

Cette théorie n'est-elle pas très proche de celle que M. Planiol (27) a développée dans une page très heureuse :

Section I. — Accession au profit d'un immeuble,
§ 1. *Accession naturelle*, n° 2718. *Accession des ani-*
maux. — L'accession des animaux a lieu de deux fa-
« çons différentes : tantôt l'acquisition de la pro-
« priété est immédiate pour le propriétaire sur le
« fonds duquel l'animal s'est fixé, tantôt elle ne se
« produit qu'au bout d'un certain temps.

Cas d'accession immédiate. — « L'accession est
« immédiate pour les pigeons, lapins, poissons, qui
« passent d'un colombier, d'une garenne, d'un étang
« dans un autre (564). Ces animaux sont censés faire
« partie du fonds qui les contient ; ils sont immeu-
« bles par destination (28) (564) ; ils changent de
« maître en changeant de gîte...

(27) Droit civil, Chap. V, « De l'accession ». Cette théorie est soutenue par Aubry et Rau, t. II, p. 15, n° 50.

(28) Il semble que M. Planiol n'a pas osé dire « immeuble par accession ».

« L'accession est également immédiate pour les
« abeilles, qui appartiennent au propriétaire du
« fonds sur lequel elles se fixent, à moins que le pro-
« priétaire de l'essaim n'ait pas cessé de le suivre. »

Cas d'accession après séjour. — « Au contraire.
« l'acquisition de la propriété n'a lieu qu'au bout
« d'un mois pour les volailles et animaux de basse-
« cour qui s'enfuient sur une autre propriété. Ce dé-
« lai court à compter de la déclaration que la loi
« impose à la personne qui les a recueillis, et qui doit
« être faite à la mairie. » (L. 4 avril 1889, art. 5.)

Ainsi la loi ne fait aucune difficulté pour reconnaî-
tre le droit d'accession qui appartient aux proprié-
taires sur les animaux qui viennent s'installer ou
passer sur leurs terres.

La doctrine l'admet, elle aussi, notamment dans
le cas du gibier qui, renfermé dans un parc enclos,
s'échapperait et passerait dans un autre parc.

« La règle de l'art. 564, établie pour les pigeons,
« lapins et poissons, s'applique d'ailleurs à tous les
« autres animaux sauvages, qui, accoutumés sur un
« fonds, prendraient l'habitude de se tenir sur un
« autre, notamment au gibier renfermé dans un parc
« qui passerait dans un autre. » (29)

Un lièvre, dans un parc clos de murs, appartient
au propriétaire du parc, le parc eut-il 100 hectares
ou plus de superficie. Le faisan élevé dans le parc
également ; si, prenant son vol, le faisan passe le mur,
il devient « *res nullius* », mais si, deux cents mètres

(29) Pandectes, V^o accession, t. I, p. 326, n^o 114.

plus loin, il entre dans un autre parc analogue, il redevient « *res propria* », la chose du propriétaire du nouveau parc (30).

La règle de l'accession par passage spontané est donc admise déjà pour de nombreux animaux. Elle est admise pour le gibier dans un parc enclos (31).

Il ne paraît pas difficile maintenant d'appliquer le principe de l'accession au gibier, en général. Si l'on vient prétendre alors qu'il sera bien extraordinaire le statut de cet animal qui, de lui-même, pourra, dans la même heure, être la propriété de plusieurs maîtres différents, nous répondrons qu'il en est ainsi déjà pour les lapins, poissons, pigeons, volailles, abeilles, gibier en champ clos.

Ainsi rien ne s'oppose plus aujourd'hui à ce que la théorie de l'accession soit adoptée pour le gibier. De nombreuses raisons interviennent même pour qu'il soit considéré comme une « *res propria* » appartenant désormais au propriétaire du terrain sur lequel il se trouve (32).

(30) Ainsi, dans la théorie actuelle, un mur peut modifier la nature juridique du gibier !

(31) De même, pour le gibier d'élevage en champ libre, tant qu'il peut être considéré comme animal domestique. (Laverne, p. 143 et suiv.)

Elle est admise, d'autre part, par le Code civil allemand, qui déclare « *res propria* » le gibier en parc clos.

(32) Un auteur, cependant, M. Laverne, entrevoyant notre thèse, hésite à l'adopter, croyant « que le gibier ne saurait être considéré comme un accessoire ou comme un fruit du fonds, parce que c'est bien plutôt un produit de l'art et de l'industrie de l'homme ».

C'est que M. Laverne, dont l'ouvrage traite uniquement du gibier d'élevage, était bien obligé de considérer ce gibier, en effet, comme un produit de l'art et de l'industrie de l'homme.

Mais, pour nous, qui étudions le statut du gibier en général,

La théorie de l'accession par passage spontané établie par le Code civil lui-même, pour les pigeons, lapins, poissons, s'est développée au cours du xix^e siècle. Les lois de 1889 et 1898 l'ont étendue aux pigeons, dans un nouveau cas, aux animaux de basse-cour, aux abeilles. La doctrine l'a admise pour le gibier en parc clos. *Nous la demandons pour le gibier en général : cette évolution, absolument normale, doit se produire, car elle est dans la logique même des choses.* Au surplus, la prospérité de la chasse y est attachée. Si nous voulons faire vivre et développer le peu de gibier qui se trouve encore sur le territoire de la France, il faut lui donner un maître : le propriétaire du terrain sur lequel il se trouve.

nous le considérons au contraire, et à juste titre, comme un fruit du fonds, un accessoire de la propriété, immeuble par accession.

Avant d'être un produit de l'art et de l'industrie de l'homme, par l'élevage, le gibier n'est-il pas un produit de la nature ?

N'est-il pas encore d'innombrables pays où l'homme n'intervient jamais en sa faveur, sinon pour le détruire ?

Il y vit quand même et s'y perpétue, sans rien devoir à l'intervention humaine. Né sur la terre, y vivant, il est bien un produit, un accessoire de la terre.

Et le gibier d'élevage lui-même, meuble quand il est en parquet, rentre alors dans notre thèse et devient immeuble par accession, une fois lâché en plein champ, car alors il s'incorpore au fonds sur lequel il se trouve (accession artificielle).

C'est exactement le cas du pigeon de volière (meuble), qui passerait dans un colombier, du lapin de clapier (id.), mis en garenne, du poisson de réservoir (id.), mis dans un étang particulier.

Tous ces animaux deviennent immeubles par accession à partir du moment où ils s'incorporent au fonds.

Et quand M. Laverne ajoute que « l'intervention de l'homme n'a pas été faite pour améliorer le fonds, mais pour retirer « un profit et un agrément personnels », c'est encore vers le gibier d'élevage qu'il tourne sa pensée.

Car, pour nous, la création de l'abondance de gibier sur une

Conséquences

Les conséquences d'un tel changement dans la conception de la chasse et du gibier seront importantes.

L'autorisation tacite disparaîtra, et partant, la banalité.

Toute chasse sera présumée réservée, jusqu'à preuve du contraire, à l'encontre du système actuel.

L'autorisation écrite et préalable sera nécessaire ; ce sera une innovation pour la France, peut-être, mais c'est déjà la loi dans d'autres pays. Nous ne citerons que les lois hollandaise du 1^{er} juillet 1857, suédoise du 21 octobre 1864, norvégienne du 22 juin 1863, russe du 1^{er} mars 1892, espagnole du 10 janvier 1879, (art. 9), roumaine enfin, la plus récente, en date du 12-25 mars 1906, sur l'exercice du droit de chasse.

Et nous ne saurions mieux faire que de proposer le texte de celle-ci à notre législateur : « Nul ne peut chasser sur la propriété d'autrui, sous peine d'une

propriété est bien une amélioration du fonds, comme en Alsace, dans les Dombes ou en Sologne, où la propriété a été mise en valeur par la chasse.

C'est la même amélioration que d'avoir colombier garni, étang poissonneux, garenne fournie.

Et si cette intervention de l'homme procure non seulement une amélioration de la propriété, mais encore un profit et un agrément personnel au propriétaire, c'est tant mieux !

Au surplus, cette question ne se pose pas pour les pigeons, lapins, poissons, qui ont changé de domicile (564).

Leur nouveau propriétaire n'a rien fait pour l'amélioration de son fonds ni pour son agrément personnel.

Ils lui appartiennent par le seul fait qu'ils ont opéré le passage sur son fonds. Il n'est évidemment pas question pour eux de « destination pour le service d'un fonds » (524), mais bien « d'accession par passage spontané » (564).

amende de 20 à 100 francs, sans le consentement écrit du propriétaire ». (*Ann. législ. étrang.*, 1906, p. 588 ; Carret, p. 377 ; Gallicher, p. 92.)

Le droit de chasse, alors, sera quelque chose de réel ; droit pour un propriétaire de s'emparer des animaux vivant à l'état sauvage sur sa terre, et qui sont sa propriété. La cession de ce droit sera une véritable cession du gibier (33).

Le délit de chasse sera, non seulement la recherche du gibier — l'attitude de chasse — mais bien le but et le résultat de cette action : la capture.

Ce sera le délit de vol, délit correctionnel, sévèrement réprimé : puisque prendre la chose d'autrui est un vol, désormais sera vol le fait de tuer une perdrix sur le terrain d'autrui ; vol, le fait de prendre un lièvre ou un lapin.

La sanction du délit de chasse, va-t-on dire, ne sera plus en rapport avec sa bénignité.

Cet argument paraît sans valeur : aujourd'hui, le seul fait d'être en attitude de chasse, sans chasser (cas de la quête des chiens), vous fait passer en correctionnelle, et votre bonne foi n'y est pas admise ;

(33) Si un propriétaire croit devoir abandonner son gibier et laisser la chasse libre sur ses terres, il le pourra, et, sur ses terres, la chasse sera banale. Sous cette forme, la chasse banale peut exister. La mairie de chaque commune pourrait tenir un registre public à cet effet. (Prop. du Baron de Ségonzac, C. I. C., p. 565). Nous verrons cependant que cette banalité ne doit pas nuire aux organisations cynégétiques d'intérêt général.

le délit étant contraventionnel (34), automatiquement, vous êtes condamné.

Le doute lui-même ne bénéficie pas à l'inculpé.

Le nouveau système sera bien plus avantageux, sauf pour les véritables braconniers, ou les récidivistes ; qui donc les plaindra ?

Quant aux braves gens égarés sur la terre du voisin, à la poursuite du gibier qui s'y est réfugié, ils pourront bénéficier d'un acquittement, s'ils rapportent la preuve de leur bonne foi.

Ainsi pourraient jouer les circonstances atténuantes et aggravantes, les excuses, les théories de la tentative et de la récidive, etc... La poursuite du délit de chasse aurait lieu d'office.

L'incarcération immédiate des braconniers pourrait être prononcée : ils ne pourraient plus user de moyens dilatoires pour ne comparaître en justice que souvent plusieurs mois après la constatation du délit.

Des frais ruineux de procédure, aujourd'hui causés par ces mêmes délais, seraient supprimés. Les condamnations encourues par les braconniers recevraient une solution immédiate,

La divagation des chiens pourrait être sévèrement réprimée, à l'encontre de ce qui se passe aujourd'hui ;

(34) Loi de 1844, art. II et suiv. ; Chenu, p. 202 ; Pandectes, V^o Contrav., t. 21, p. 570, n^o 563 ; Cass., 12 avril 1845, S. 1845, I 470 ; Cass, 17 juillet 1857, S. 1857, I, 709 ; Cass. crim., 30 mars 1922, Dall. 1922, I, 115. Et la critique du système dans de Neymerand et dans Pandec, V^o Chasse, n^o 1660 à 1695, Jamault, p. 57 et suiv.

Si le gibier était propriété privée, sa destruction par un chien, accompagné ou non de son maître, engagerait la responsabilité pénale de ce dernier, qui trouverait peut-être prudent de surveiller les agissements de son chien.

L'adoption de la nouvelle théorie permettrait de poursuivre, plus activement, pour recel, les restaurateurs qui financent le braconnage, ainsi que tous les auxiliaires de cette industrie, qui abandonneraient peut-être la partie, du jour où ils ne seraient plus assurés, comme aujourd'hui, de l'impunité.

Il y a, dans l'idée de vol (35), sagement appliquée (36) à la chasse, la solution à la plaie du braconnage.

(35) On a soutenu que l'idée de vol ne peut s'appliquer au gibier. C'est une erreur. Dans le système actuel de la jurisprudence déjà, les auteurs pensent généralement que le gibier vivant, pourvu qu'il soit approprié, est susceptible d'être volé :

Ainsi, pour les lapins de garenne fermée (Gillon-Vilepin, *Nouveau Code des Chasseurs*, Paris, 1851, p. 234) et des garennes ouvertes (Giraudeau, Lelièvre et Soudé, p. 121, et Baudoin, Radot, Sire, p. 226). Pour les lièvres et les chevreuils en parcs clos (Forgeot, p. 35), pour les faisans d'élevage, alors même qu'ils se sont échappés de leur volière et non encore essayés (Cour d'Amiens, 9 mars 1882, *Dall. P.* 1882, II, 152); pour le gibier d'élevage en général (Cass. 3 avril 1903, *Gaz Trib.* 11 avril 1903, aff. Lazare Vérand; De Lesse, p. 400). D'ailleurs, à Rome, le gibier qui était parqué dans des « vivaria » était propriété privée, et celui qui s'en emparait s'exposait à l'« actio furti ».

(36) La loi espagnole (Section 8. « Des Pénalités et de la Procédure ») attribue aux infractions de chasse, les trois premières fois, le caractère de contraventions. La répression n'en est qu'une amende, qui augmente de gravité chaque fois. A partir de la troisième fois, l'infraction devient un délit correctionnel, avec toutes ses conséquences.

On va dire que « c'est une énormité de frapper de la peine des voleurs le délinquant d'occasion qui peut être un parfait honnête homme ».

Mais cette considération est justement une de celles qui nous font protester contre le système actuel : il ne permet pas de distinguer entre le délinquant d'occasion et le braconnier de profession. Or, nous demandons qu'il n'y ait pas de délit de chasse en l'absence d'intention criminelle et que les Tribunaux aient la possibilité d'appliquer au délinquant, le bénéfice de l'art 463 du Code pénal (Loi 1844, art. 20).

La nouvelle conception permettra de punir sévèrement les professionnels du braconnage : les voleurs. Elle permettra enfin de faire évoluer la mentalité publique en faveur du gibier (37) : il faudra que tout le monde sache que le gibier est la propriété de quelqu'un (38), que c'est un vol de le prendre ; cela donnera à ce délit un caractère de gravité, qui, du jour au lendemain, fera respecter le gibier comme la chose d'autrui.

Conclusion

On s'étonnera peut-être que, dans l'étude des mesures nécessaires à la sauvegarde du gibier, nous in-

(37) Une conséquence intéressante est celle-ci : l'exploitation de ce produit, le gibier, pourra se faire par des syndicats ; et non plus seulement par des sociétés civiles et des associations (loi 1901). L'avantage est dans les facilités données aux syndicats par la loi de 1884.

(38) Quant à la théorie de la responsabilité pour dommages causés par le gibier, elle pourra s'appuyer sur la combinaison 564-1385, tout en continuant à pouvoir se servir de la théorie de l'abus de droit, (Forgeot, p. 166.)

sitions avec tant de vigueur sur celle de la propriété du gibier. « *Res nullius* » et « *Res propria* » sont des termes arides : la discussion est difficile, et beaucoup pensent qu'elle est inutile. A quoi bon abandonner, disent-ils, la théorie de la « *res nullius* » qui a fait ses preuves ? A quoi bon adopter une nouvelle théorie de la Chasse, qui bouleversera toutes les conditions existantes ?

Si, cependant, nous prenons cette attitude, c'est que là réside, pour nous, l'essence même de la réforme. Tout le reste est mesure de détail, heureuse parfois, mais insuffisante : celle-là est fondamentale. La source du mal dont périt aujourd'hui la chasse, c'est la théorie du gibier sans maître. Naturelle, autrefois, elle n'est plus admissible à notre époque où elle n'est qu'un anachronisme aux conséquences désastreuses. Fruit de la Tradition et de la Jurisprudence, il n'est pas un législateur en France qui ait osé la consacrer : il doit s'en trouver un pour l'abolir. A sa place, une théorie est prête dont les conséquences pratiques semblent devoir être heureuses.

Sans doute cette nouvelle théorie mérite encore des études approfondies. Mais c'est celle qu'il sera nécessaire d'adopter pour sauver le gibier de France.

Le premier but de l'organisation entreprise sera réalisé.

CHAPITRE III

L'Organisation économique et sociale de la chasse

SECTION A

Les Associations communales de chasse populaire

Introduction

La Réforme Juridique transformant le gibier « *res nullius* » en « *res propria* » n'est pas encore réalisée. Peut-être faudra-t-il attendre pour cela de nombreuses années ! Aussi l'on a cherché depuis le début du ^{xx}e siècle, à atténuer sérieusement les néfastes conséquences de la vieille théorie : on a voulu trouver le mode d'organisation économique et sociale susceptible de procurer à l'ensemble du Pays du gibier abondant, aux chasseurs, des territoires de chasse.

La nécessité d'une organisation s'imposait à tous les esprits, surtout parmi les chasseurs modestes, qui, jusque là, n'avaient connu que la banalité.

Les initiatives privées se mirent à l'œuvre et l'on vit éclore les Associations Communales de Chasse populaire, base de la nouvelle organisation. Pour elles, de gros problèmes étaient à résoudre, car certaines questions juridiques, économiques et sociales se posaient d'une façon particulière : celle du droit d'Association, celle des riches et des pauvres, des villes et des campagnes, de la propriété et de ses droits, si complexes en matière de chasse.

La Chasse organisée, c'est-à-dire, protégée et entretenue, n'existait, au ^{xix}^e siècle, que comme un plaisir de riches, une coûteuse fantaisie de privilégiés de la fortune ; elle allait dorénavant, être à la portée de tous. De sport pour gens fortunés, elle devenait une entreprise économique et sociale.

Dans toutes les campagnes, il se créa des Associations.

Bien des gens étaient sceptiques. La Chasse, disait-on, ne sera jamais organisée par le peuple ; elle exige des frais importants ; — locations de terrains, gardes, piégeage, repeuplement, — une réglementation sévère ; un sacrifice des goûts et des intérêts individuels : la foule des chasseurs voudrait-elle jamais se plier à une telle discipline ?

L'expérience a dissipé ces craintes. C'était un préjugé de croire que l'individualisme rend le peuple incapable de mener à bien une œuvre d'intérêt collectif. Les paysans ont prouvé leur esprit social

en réalisant leurs Syndicats, leurs Mutuelles et leurs Coopératives. La Chasse aussi bien et même mieux que bien d'autres intérêts, se prête à une exploitation de ce genre. Elle n'exige ni capitaux, ni ingénieurs, ni matériel onéreux, elle demande plus de bonne volonté que de science.

L'union des chasseurs avec les possesseurs du sol une fois réalisée, il suffit d'un peu de dévouement à la tête et d'un peu de discipline et d'organisation chez les membres, pour la faire vivre et prospérer.

Au début du ^{xx}^e siècle, l'immense majorité du territoire national était en chasse banale. Le but était de faire passer ces territoires banaux à l'organisation nouvelle. C'est cette transformation qui se réalise actuellement.

L'étude des Associations populaires de chasse, de leur naissance, de leur développement est intéressante, car elles traduisent une volonté commune de réagir contre le désordre et la stérilité. Leur variété est infinie, conséquence de la spontanéité de leur création. Mais elles ont le plus souvent adopté comme base de leur action, le territoire d'une Commune (1) tout en se constituant généralement en dehors de l'autorité municipale, avec une direction autonome et indépendante.

Il semble, à première vue, que ces Associations relèvent de deux principes différents, car les unes sont limitées à la circonscription communale, avec un esprit particulariste et local, tandis que les autres

(1) Quelquefois, ce n'est qu'une partie de commune ; parfois, le groupement comprend plusieurs communes.

ont, comme champ d'action, de vastes étendues comprenant le territoire de nombreuses communes aux environs des grandes villes. En réalité, la différence entre elles ne réside que dans leur organisation intérieure.

Les premières, que nous appellerons *rurales*, ont été constituées par les paysans, pour constituer des domaines de chasse, dans leur commune.

Les secondes, que nous appellerons *suburbaines*, ont été généralement organisées par les chasseurs de la ville dans les communes environnantes. La base est toujours le Groupement Communal.

I. — LA FORME RURALE : LES ASSOCIATIONS COMMUNALES

A) *Origine*

La réaction contre l'anarchie de la Chasse a pris naissance chez les ruraux. Las de se sentir désarmés contre l'invasion des chasseurs inconnus qui faisaient peser sur leurs terres une véritable servitude, ils ont cherché le moyen de protéger leurs récoltes et leur gibier.

Le mode le plus favorable et le plus souple était l'association libre, autorisée par la loi du 1^{er} juillet 1901. Ils commençaient à y penser quand M. Mougeot, dans ses circulaires de 1903-1904, vint leur signaler le précieux instrument que le législateur avait mis entre leurs mains. La liberté d'association était une chose nouvelle, que le xix^e siècle, individualiste, n'avait pas connue.

Cette loi devint la base de la réorganisation.

ARTICLE PREMIER. — « L'Association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances et leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices. »

ART. 2. — « Les Associations de personnes pourront se constituer librement. »

ART. 3. — « Toute Association, régulièrement déclarée, peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer... »

La Chasse, considérée dans son sens large, qui est la production, la protection et l'exploitation du gibier, pouvait, sans aucun doute, faire l'objet d'une telle association.

B) *Composition*

Les Associations cynégétiques se composent de divers éléments.

I. *Les Associés.* — Dans la Commune rurale, l'organisation de la chasse intéresse l'ensemble des habitants, parce que le gibier est une richesse. Mais elle intéresse plus directement trois catégories d'individus :

1° Les propriétaires de terrains, qui possèdent des droits de chasse et peuvent en tirer profit.

2° Les cultivateurs qui ont la jouissance des terres et en exploitent les produits.

3° Les chasseurs, qui peuvent être des propriétaires, des cultivateurs, des artisans, des rentiers, des

ouvriers qui trouvent dans l'exercice de la chasse un plaisir plus ou moins lucratif.

Les propriétaires et les cultivateurs apportent à l'Association leurs terrains, à la condition d'obtenir en retour la sécurité pour leurs récoltes, leur personnel ou leur bétail.

Les chasseurs lui apportent un groupement intéressé à la prospérité du gibier, qui assure sa protection et celle des terres.

Evidemment, cette association est très spéciale, aussi a-t-elle été critiquée. On a prétendu que des intérêts aussi différents ne pouvaient pas constituer des apports susceptibles de servir de base à une association, loi de 1901. Et pourquoi ? Les apports sont de natures diverses, sans doute, mais ils ne sont pas opposés ni inconciliables et leur union concourt à un but légitime et utile. Il est même impossible de réaliser une chasse sans unir le terrain, le chasseur et le gibier.

Cela constitue un tout, et ce tout est la raison d'être de l'Association.

Au début du mouvement d'organisation, on a poussé à la création de syndicats composés des seuls propriétaires (2), comptant sur eux pour fonder l'orga-

(2) Cf. la formule établie longtemps avant la guerre par le S. H. C. F. et qu'il patronne encore aujourd'hui. Voir dans *Conseils aux gardes* de Baudoin, Radot, Sire, page 334. La société ainsi formée d'ailleurs est une société civile et non une association.

D'autres groupements se constituent en société civile, puis se déclarent comme association de répression.

D'autres, en « syndicat », bien qu'ils ne puissent former un véritable syndicat (loi 1884).

Cf. Azais : *Comment créer, organiser et administrer un syn-*

nisme utile de défense et de régénération de la Chasse.

Si ces propriétaires sont chasseurs, c'est parfait. S'ils ne le sont pas, leur union ne peut former qu'un syndicat de propriétaires louant la chasse à un exploitant et celui-ci, loin de réaliser l'union, rencontre, en général, quelques difficultés dans le pays.

Seuls les chasseurs peuvent sauver la Chasse. C'est leur intérêt. Mais il leur faut le concours des propriétaires. Sans doute, la diversité des intérêts complique la situation, mais l'union peut et doit se faire, car elle est pour tous une source d'avantages.

II. *Le Territoire.* — La base fondamentale de l'Association, c'est le territoire de chasse (3).

Il doit être homogène, car la chasse ne peut être utilement exploitée que sur un territoire d'une certaine étendue, d'un seul ténement, sans enclave. Le territoire homogène est la base même de la prospérité du gibier.

La nature du gibier veut, en effet, que, pour vivre et prospérer, il vagabonde sans se soucier des bor-

dicat de chasseurs. Aux éditions de *L'Eleveur*, 5, rue de Stockholm, Paris, 1924.

D'autres se constituent en mutuelle de défense, pour les propriétés et les récoltes, dont le but véritable est l'exploitation de la chasse.

(3) Certaines associations n'ont pas de territoire de chasse. C'est le cas de certains « clubs de chasseurs », qui sont alors plutôt des associations suburbaines que des associations rurales. Ces associations sont rares dans le Sud-Est et même dans l'Ouest. Ces régions n'ont presque que des associations avec territoire de chasse. Contra : MM. Baudoin, Radot et Sire, dans *Conseils aux gardes*, p. 310.

nes fixes d'un champ. Les divisions artificielles de la terre lui sont inconnues. Et cependant, sédentaire, il ne s'éloigne guère de son cantonnement, comme un troupeau rayonne autour de sa bergerie.

L'étendue qu'on peut considérer comme nécessaire aux animaux de nos chasses pour leur pâturage ou leur fuite, est, en plaine, d'environ 200 hectares, comme en Alsace. Encore est-il désirable que ce territoire minimum soit entouré de domaines également protégés.

Pour constituer le territoire homogène, les fondateurs de l'Association demandent aux propriétaires de s'unir à eux par une adhésion aux statuts, comportant l'apport de leurs droits de chasse. L'adhésion de tous est désirable, presque nécessaire. Sans doute, il est bien difficile de réunir l'unanimité, et par conséquent de constituer un territoire de chasse parfaitement homogène. Les terrains qui restent en dehors du groupement constituent des enclaves, et ces parcelles indépendantes présentent un sérieux danger ; car sur elles la Société n'a aucune action, aucun contrôle.

Et cependant, lorsqu'elles ne sont pas trop nombreuses, les enclaves n'empêchent pas d'heureux résultats de se manifester. La protection, même incomplète, peut être efficace. Par son existence même, l'Association écarte le chasseur inconnu et réduit le propriétaire récalcitrant à son seul domaine.

L'ensemble du territoire est respecté et les esprits s'habituent à l'idée de l'exploitation rationnelle du gibier. Le résultat principal est acquis, la banalité

supprimée et le braconnier plus rare, car la commune entière le surveille.

III. *Les Droits de Chasse.* — L'apport des droits de chasse de chaque propriétaire à l'Association entraîne une difficulté d'ordre juridique.

Le droit de chasse, selon l'usage ordinaire, se loue par bail : l'Association Communale devait donc — et c'est la première idée qui se présentât — devenir titulaire des droits de chasse, en passant des baux avec les propriétaires. L'inconvénient était, dans les pays de petites propriétés, la multiplicité des baux à établir.

Lorsque parut la loi du 29 juin 1918 (4), art. 14, exigeant que les sous seings privés fussent passés en trois exemplaires sur papier timbré, enregistrés, la difficulté s'accrut. Dans les communes de propriétés morcelées, il y avait là, non seulement une dépense importante, mais des formalités impraticables.

On eut recours au subterfuge du bail collectif quoique certains receveurs de l'Enregistrement aient refusé parfois de l'enregistrer, mais pour un bail collectif il faut encore du papier timbré, faire signer le bail en autant d'exemplaires que de parties, et stipuler un prix de location pour servir de base à la perception.

(4) D. P., 1918, 4, 281.

Le système était trop onéreux et compliqué (5). Il fallait trouver une solution plus simple. Quelques juristes estimèrent que ce n'était pas par la voie de la location que l'Association devait devenir titulaire des droits de chasse de ses membres, car il s'agissait, non d'une location, d'une aliénation, mais d'une mise en commun des droits et de l'activité de chacun.

Pour eux, le moyen cherché était l'apport à l'Association, plus conforme à l'esprit syndical, apport constaté par l'adhésion des propriétaires aux Statuts, mais apport sans valeur pécuniaire précise, ce qui le différencie de l'apport à une société civile (Art. 1832 C. C.), ou commerciale.

Les statuts de l'Association devaient comporter un article ainsi conçu : « Par le fait même de leur adhésion, les propriétaires font apport à l'Association de tous leurs droits de chasse sur la Commune » (6).

(5) Certaines associations eurent recours à un système qui améliorerait ce dernier procédé. Elles firent signer à chaque propriétaire une formule sur papier libre, par laquelle chacun d'eux donnait mandat à M. X... (le maire, le président du syndicat agricole, un notable de la commune) d'affirmer gratuitement à l'association le droit exclusif de chasse sur leur propriété. Le mandataire signait alors un bail unique à l'association, dans lequel il déclarait agir comme mandataire de MM. X... Y..., Z... L'association gardait la preuve écrite du mandat, et si, lors d'une poursuite, quelqu'un le contestait, elle demandait au Tribunal de condamner le délinquant aux frais de son enregistrement, à titre de supplément de dommages-intérêts. Ce système dispensait de dresser le bail en autant d'exemplaires que de parties. Ainsi, les formalités étaient des plus réduites.

(6) L'art. 17 des statuts de la Société de Chasse de Mer, en vertu duquel une poursuite a été admise par la Cour de Cassation, est ainsi conçu : « Tous les sociétaires abandonnent, en faveur de la Société, leurs droits de chasse sur tous les biens qu'ils possèdent sur le territoire de la commune de Mer et ceux voisins. »

Au bas d'un exemplaire, les propriétaires apposaient leur signature (7). L'Association devenait par le fait même, titulaire de l'ensemble des droits de chasse de ses Membres. C'était absolument légal et régulier (8), le législateur ayant expressément prévu la possibilité pour les Associations, de comporter la mise en commun, non seulement de connaissances et d'activité, mais encore de biens et de droits (9).

Ainsi la difficulté du bail était tournée. Encore fallait-il que les Tribunaux acceptassent le subterfuge employé. Ils hésitèrent longtemps. Mais la Cour de Cassation, en 1925, l'a déclaré conforme à la loi. (Cf. *Infra.*, Arrêt Robbé).

(7) Ces signatures ne sont pas difficiles à recueillir. Les propriétaires chasseurs la donnent le jour où ils viennent au siège de l'Association, retirer leur carte de chasse. Les propriétaires, non chasseurs, sont sollicités à domicile.

(8) Une fois les signatures réunies, s'il y a lieu de leur donner une date certaine, on portera les statuts ainsi signés à l'enregistrement, qui ne percevra qu'un droit fixe. Il semble que cela ne soit pas indispensable. Cela résulte du fameux arrêt « Société de chasse de Mer c./ Robbé », rendu par la Cour d'Orléans, et confirmé par la Cour de Cassation. Cf. plus loin, l'arrêt et la note.

Les statuts de la Société de chasse de Mer étaient enregistrés au droit fixe de 6 francs, à Mer, le 21 août 1921, F^o 19, C^o 45.

Le système le meilleur pour donner une date certaine à l'adhésion des propriétaires aux statuts semble être le suivant : une fois la Société régulièrement constituée, déclarée, etc... les propriétaires signent la déclaration suivante sur 3 feuilles de papier timbré, que l'on fait ensuite enregistrer : « Les propriétaires soussignés, après avoir pris connaissance des statuts de l'association communale de chasse de..... déclarent y adhérer entièrement. »

L'Enregistrement doit avoir lieu au droit fixe, ainsi que le précise la réponse de M. le Ministre des Finances du 2 mai 1826, rappelée dans une circulaire de l'Administration de l'Enregistrement du 30 mars 1844 et dans la circulaire de M. Mougeot, ministre de l'Agriculture le 15 février 1904.

(9) *Dall. Rép. Prat. V^o Association, n^o 12.*

IV. *La Forme juridique.* — L'idée du groupement étant admise, il fallait rédiger les statuts de l'association ; c'était d'une importance capitale, car une société n'a d'existence véritable que par eux.

a) Les Quatre Lois. — Quatre formes de Sociétés pouvaient convenir à une Société de Chasse ; il le semblait du moins :

1° Le Code Civil, dans ses art. 1382 et suivants, mettait à la disposition des chasseurs la Société civile, qui, seule, avait été employée jusqu'ici dans les chasses privées et était admise par les Tribunaux depuis un siècle. Mais ses formalités de constitution étaient trop compliquées pour les Associations populaires, et d'autre part celles-ci ne pouvaient pas se soumettre à des droits fiscaux, trop onéreux pour elles, ni établir l'acte de constitution en autant d'exemplaires que de parties.

2° L'Association syndicale, prévue par la loi du 21 juin 1865, complétée par celle du 22 décembre 1888, pouvait-elle être employée par les groupements-chasse ?

Peut-être ! Bien que son but fut juridiquement limité à l'exécution de travaux collectifs d'amélioration agricole, tels que canaux, chemins, etc... ; mais cette loi exigeait l'adhésion de l'unanimité des propriétaires ; c'était là un obstacle insurmontable.

Pour le tourner, M. Madelin, Inspecteur des Eaux et Forêts, établit un projet de loi qui n'exigeait pour la constitution de l'Association syndicale, qu'une ma-

majorité des deux tiers des propriétaires ; ce fut l'objet de la proposition de loi sur la syndicalisation qui fut repoussée par les Conseils Généraux.

3° Il y avait encore la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. L'agriculture en avait tiré une œuvre magnifique dans ses syndicats agricoles. Les chasseurs pouvaient-ils s'en servir ?

Le Tribunal d'Evreux (10) saisi de la question dès la parution de la loi, répondit par la négative « la « loi du 21 mars 1884 étant exclusivement réservée « aux personnes qui appartiennent, soit comme patrons, soit comme ouvriers ou salariés, au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture » (11).

Le Tribunal d'Auxerre (12), le 8 décembre 1908, répondit par l'affirmative, dans un cas où il s'agissait d'un syndicat, qui, tout en ayant pour but l'exercice du droit de chasse sur un terrain communal, était destiné à favoriser en même temps certains intérêts agricoles.

Mais de toutes façons cette forme ne convenait pas à la chasse, car ne pouvaient entrer dans le syndicat que des propriétaires-chasseurs, et encore seulement si l'on admet qu'il peut s'agir de l'exercice d'une profession. Les chasseurs non-propriétaires en étaient exclus, car il est bien difficile de croire que la chasse

(10) Evreux, Trib. civ, 21 oct. 1887. D. 1888, 3, 136.

(11) Voir deux décisions également défavorables à cette forme de groupement-chasse, dans Baudoin, Jaffeux, Radot, V^o Syndicat : Trib. Langres, 3 déc. 1887, D. 88, 3, 136, S. 88, 2, 119 ; Paix Issoudun, 7 fév. 1902. *Le Droit*, 4 nov. 1902.

(12) Carret, p. 199 et suiv. *Recueil Gaz Trib.*, 1901, 1^{er} sem., 2, 194 ; *Gaz. Palais* du 28 janvier 1909.

puisse donner lieu, en elle-même, à une profession, sinon à celle de braconnier (13).

Il ne restait plus alors aux chasseurs qu'à se constituer sous la forme autorisée par la loi du 1^{er} juillet 1901.

b) *Société-Association*. — Les Tribunaux allaient-ils admettre qu'un tel groupement d'intérêts pût constituer une association, loi 1901 ? (14).

Si la doctrine l'admettait (15) en général, la jurisprudence traditionnelle y était nettement opposée (16).

(13) L'art 11 *in fine* des statuts de la « Société de chasse de Riom » est ainsi conçu : « La chasse étant un plaisir et non un métier, il n'est pas accepté de sociétaires qui chassent pour vendre leur gibier... »

Une sanction est prévue : l'exclusion.

(14) C'est de l'« Association déclarée » que nous parlons et non de l'Association simple, ni de l'Association reconnue d'utilité publique. (Voir statuts d'association aux pièces justificatives.)

(15) Voir les déclarations de M. Waldeck-Rousseau à la tribune (séance du 14 mars 1901, Ch. des Députés).

Trouillot-Chapsal, p. 37 ; Hayem, n° 75, p. 116 ; Laurent, t. 26, n° 150 ; Guillouard, 2^e édit., 68 ; Houpin, 3^e édit., t. 1, n° 59 ; 5^e édit., t. I, p. 11, et la note 5 ; Baudry-Lacantinerie et Wall, n° 562, dans nouveau C. C., annoté de Dalloz ; l'art. 1832, n° 144.

Contra : Dalloz, Répert. prat., V° Association, n° 175 ; Giraudau, Lelièvre et Soudée, n° 258 ; Leblond, n° 333 ; Gallicher, p. 120 et s.

(16) C. d'Orléans, 19 nov. 1887, dans Baudoin, Jaffaux, Radot. V° *Soc. de chasse*, n° 7. — Paris, 22 juillet 1896, *Le Droit*, 30 août 1896, V° *Société de Chasse*, n° 13. — *Revue des Sociétés*, 1896, p. 466. — Amiens, 19 juillet 1906 ; *Gaz. Trib.*, 20 octobre 1906. — Trib. civ. de Lyon, 3 février 1902 ; *Mon. Judic. Lyon*, 3 juillet 1902, V° *Société de Chasse*, n° 25. — Douai, 5 juillet 1906, *Lois et Sports*, 1906, p. 379. — Douai, 10 mai 1911. — Mantes, 17 mars 1911.

Le critérium de la distinction entre la Société civile et l'Association étant le bénéfice, les Tribunaux considéraient les Sociétés de chasse comme de véritables sociétés civiles dans lesquelles le droit de chasse était l'apport, le bénéfice étant représenté par le partage du gibier tué et les avantages retirés de la Société (17).

M. Madelin, dans un rapport au Congrès international de la chasse, en 1907, estimait qu'un groupement de chasseurs pouvait bien former une association loi 1901, mais qu'un groupement de propriétaires ne le pouvait pas, car leur but était de partager des bénéfices, tandis que tous deux pouvaient fort bien constituer une société civile (18).

M. Carret, en 1910, se prononçait en faveur de la thèse jurisprudentielle (19).

Or, il était indispensable pour les chasseurs que leurs associations, régulièrement déclarées, fussent reconnues par les Tribunaux. Les Associations communales soutenaient avec raison qu'elles étaient des groupements formés dans l'intérêt général de la commune, dans lesquels pouvaient entrer et d'où pouvaient sortir librement tous les propriétaires, tous les habitants, tous les chasseurs de la commune, pourvu qu'ils s'engageassent à respecter les statuts, adoptés en Assemblée générale.

(17) Une société de chasse ne peut, malgré la notion de bénéfice résultant de la vente du gibier, être considérée comme une société commerciale.

Trib. Com. Seine, 9 octobre 1855 (*Journ. des Chasseurs*, 20^e année, p. 71).

(18) C. I. C., op. cit.

(19) Carret, op. cit.

Un tel groupement était évidemment constitué dans un tout autre but que de partager des bénéfices. La seule lecture des art. 1853 et suivants C. C. (partage des bénéfices suivant les apports) prouvait qu'un tel groupement-chasse n'était pas une société civile, d'autant plus que le gibier tué — gain souvent problématique — ne tombait pas dans le patrimoine de la Société, mais restait la propriété du chasseur qui l'avait tué, et par conséquent n'était jamais l'objet d'un partage social. Les avantages retirés de la Société étaient moraux et sportifs et finalement la chasse coûtait souvent aux membres de l'Association plus cher qu'elle ne leur rapportait.

Les premiers jugements et arrêts favorables à la thèse Association-Chasse datent, à notre connaissance, de 1909 (20).

La question des Associations d'ailleurs était plus large.

Elle fut posée à la Cour de Cassation, toutes Chambres réunies, le 11 mars 1914, D. 1914. 1. 257, à propos d'une Société Coopérative de Crédit, et résolue en faveur des Associations.

La Cour déclara que « l'expression bénéfice », qui a le même sens dans l'art. 1832 et la loi de 1901, s'entend : « de tout gain pécuniaire ou matériel, qui « ajouterait à la fortune des Associés, et que la différence qui distingue la Société de l'Association,

(20) T. C. Amiens, 16 fév. 1909, S. H. C. I., 1901, 248.

T. C. Marseille, 18 juin 1909 ; C. de Bordeaux, 9 déc. 1901 ; *Lois et Sports*, mars 1910, 193, alors qu'un arrêt de la cour de Poitiers, 20 janv. 1909, D. 1909, 2, 157, se montrait favorable à la thèse société civile. (Voir la note sous cet arrêt.)

« consiste en ce que la première comporte essentiellement comme condition de son existence, la répartition entre Associés des bénéfices faits en commun, tandis que la seconde l'exclut nécessairement. » (Note de M. Sarrut.)

Un grand pas était fait grâce à cette solution libérale. Quel est en effet le but poursuivi par les Associations Communales. Il est défini par leurs statuts : sauvegarde des propriétés et des récoltes, répression du braconnage, amélioration de la chasse, destruction des animaux nuisibles, etc... Il est donc exclusif de toute poursuite de bénéfice et de tout partage. Le Tribunal Civil de Lyon avait déjà rendu en faveur des Associations Communales des solutions analogues, d'autres Tribunaux également, quand le 24 novembre 1923, le Tribunal de Riom rendait contre l'une d'elles un jugement défavorable (21).

(21) Jugement de Riom :

« Attendu que, par exploit du 13 novembre 1923, le sieur P... a été assigné devant ce Tribunal pour se voir déclarer atteint et convaincu du délit de chasse sur le terrain d'autrui, et s'entendre condamner en 500 francs de dommages et intérêts.

« Attendu que cette assignation est donnée à la requête de la Société de chasse « La G... », poursuites et diligences de M... agissant en qualité de président de ladite Société.

« Attendu que P... soutient que la demande est irrecevable en ce qui concerne la Société « la G... », qui n'a pas observé les prescriptions des art. 1382, 1383 et 1384 C. C. auxquelles elle se trouve assujettie.

« Attendu qu'il est admis par une jurisprudence à peu près unanime que la convention relative à l'exploitation de la chasse en commun doit être regardée comme une société et non comme une association (Cass., 24 avril 1876, 16 nov. 1865 ; D. P., 66. — Douai, 25 janv. 1899, S. 1900, 2, 199. — Poitiers, 20 janv., 1909. — Douai, 10 mai 1911, S. 1912, 2, 314).

« Que d'ailleurs les avantages pécuniaires ne sont pas indispensables pour distinguer une société d'une association. Que le

Malheureusement ce jugement ne fut pas frappé d'appel et la Cour de Cassation n'avait encore jamais été saisie de la question en matière de chasse.

Elle le fut en 1925. La Chambre criminelle rendait le 3 janvier un arrêt des plus favorables aux associations de chasse, admettant leur existence en tant qu'association, et surtout la possibilité pour elle de grouper les droits de chasse de leurs adhérents par simple voie d'apport, car il n'en résulte pour eux aucun gain pécuniaire ou matériel ajoutant à leur fortune.

Code civil déclare lui-même, par l'art. 1841, qu'une société peut avoir pour objet le simple usage d'une chose déterminée.

« Qu'en fait, en apportant au groupement « la G... » les droits de chasse dont ils sont propriétaires et dont ils n'useront plus qu'en commun, en chargeant ce même groupement de détruire les animaux nuisibles et de réprimer les atteintes à leurs droits de chasse, les co-associés retirent tout au moins un bénéfice en nature.

« Que, dès lors, le groupement dont s'agit constitue non une association, mais une société, qui est assujettie aux règles de droit commun et n'est recevable à poursuivre un délit de chasse que si l'acte de société à date certaine au jour du délit poursuivi (Douai, 25 janvier 1889, et 10 mai 1911, précités).

« Attendu que la Société ne rapporte ni acte authentique, ni acte s. s. p. régulier opposable au prévenu, que les statuts qu'elle produit sont datés du 7 novembre 1923, alors que la déclaration à l'*Officiel* a eu lieu le 14 février 1923 ; que rien ne permet donc d'affirmer la régularité de l'acte constitutif de la Société, qui, faute de faire la preuve juridique de son existence, se trouve sans qualité pour agir.

« Par ces motifs : le Tribunal déclare que la Société constitue une société et non une association.

« Dit qu'elle ne rapporte pas la preuve légale du Contrat qui serait intervenu entre ses membres et qu'elle est sans qualité pour ester en justice.

« Déclare en conséquence le demandeur sans qualité et par suite non recevable dans son action.

« Le déboute et le condamne aux dépens, »

COUR DE CASSATION. — CH. CRIMINELLE

3 janvier 1925

(Robbé, c., Société de Chasse de Mer.)

*Pourvoi en cassation contre un arrêt de la Cour
d'Appel d'Orléans du 31 mars 1924.*

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation et fausse application des art. 1832, 1841, C. C., 1^{er} et 3 de la loi du 1^{er} juillet 1901, 1.134 C. C., 7 de la loi du 20 avril 1810 en ce que l'arrêt attaqué, tout en constatant que l'art. 17 des Statuts de la Société de Chasse de Mer comportait, pour chaque sociétaire, l'abandon en faveur de la Société de ses droits de chasse sur les fonds par lui possédés dans la commune de Mer et communes limitrophes, a cependant refusé à cette Société le caractère légal d'une société particulière à but lucratif et lui a attribué le caractère d'une association à but désintéressé, alors qu'il est formellement stipulé aux statuts (art. 19) que chaque sociétaire acquiert par le seul fait de son adhésion, pour lui et ses invités, le droit de chasse sur tous les fonds appartenant aux autres adhérents et augmente ainsi son patrimoine d'un avantage matériel appréciable en argent ; et encore en violation de l'art. 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'annuler la cession du droit de chasse ainsi consentie au profit d'une association régie par cette loi, cession susceptible de conférer à cette association la possession d'immeubles d'une étendue indéterminée.

Sur la première branche du moyen : attendu que suivant les constatations de l'arrêt attaqué, Joly sur le terrain duquel Robbé a été surpris chassant sans permission, faisait partie de l'Association dite Société de Chasse de Mer constituée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 et régulièrement déclarée ; que cette association avait pour but, outre la répression du braconnage, la défense des intérêts des chasseurs qui en faisaient partie, par tous les moyens légaux et auprès de toutes les juridictions.

Attendu que d'après l'art. 17 des statuts de ladite association chacun de ses membres a abandonné en faveur de l'association ses droits de chasse sur les terrains qu'il possédait dans la commune de Mer et les communes limitrophes et a obtenu le droit de chasse sur les terrains de ses coassociés ; mais qu'il n'a été stipulé au profit des associés aucune attribution de bénéfices faits en commun ; qu'en l'absence de toute stipulation de cette nature, la décision attaquée a admis à bon droit que les adhérents n'étaient pas liés par un contrat de société dans les termes de l'art. 1832 C. C., mais avaient formé une association, valable suivant la loi du 1^{er} juillet 1901 ; d'où il suit que la poursuite intentée par le président de l'association, conformément aux statuts, en vue de faire déclarer Robbé coupable de chasse sans permission sur le terrain de Joly était recevable ;

Sur la seconde branche du moyen : attendu que l'exercice, par l'association, du droit de chasse sur les terrains appartenant à ses membres, ne lui confère la possession d'aucun immeuble, d'où il suit que les statuts ne sont pas en contradiction avec l'art. 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Sur le second moyen, pris de la violation et fausse application de l'art. 1382 C. C. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué, s'il constate que la Société de Chasse de Mer est régulièrement constituée ne fait pas connaître de quel acte résulterait à son profit une cession de droit de chasse appartenant à Joly et surtout quand et comment cette cession aurait acquis date certaine ;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'à la date du 3 septembre 1923, à laquelle procès-verbal a été dressé contre Robbé, l'Association des Chasseurs de Mer, régulièrement déclarée à la Préfecture en 1921, avait un droit acquis à la chasse sur la parcelle de terre appartenant à Joly, l'un de ses membres (22) ; qu'il s'ensuit que le moyen n'est pas fondé.

(22) L'arrêt d'Orléans est ainsi rédigé : « Attendu que subsidiairement Robbé soutient que la poursuite est irrecevable, la cession du droit de chasse du sieur Joly à la Société de chasse de Mer n'ayant pas acquis date certaine antérieurement au procès-verbal.

« Mais attendu que la capacité d'une association est uniquement subordonnée à l'accomplissement des formalités prévues par l'art. 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, et que la déclaration à la Préfecture rend tous actes de l'association opposables aux tiers ; que la Société de chasse de Mer s'est exactement conformée à toutes les prescriptions de la loi, et a fait, en 1921, à la Préfecture, antérieurement à la perpétration des faits objets de la poursuite actuelle, la déclaration légale.

« Attendu au surplus qu'il était du devoir de Robbé, comme de tout chasseur, de s'assurer de l'autorisation du propriétaire ou titulaire du droit de chasse, avant de s'aventurer sur le terrain d'autrui.

« Que, d'ailleurs, Robbé a déclaré qu'il ne se privait pas de chasser sur les propriétés dont la chasse avait été régulièrement cédée à la Société de chasse de Mer et qu'il ne peut même pas exciper de l'ignorance dans laquelle il était que Joly avait cédé son droit de chasse à la Société dont s'agit.

Par ces motifs,

Rejette.

Du 3 janvier 1925. — Ch. crim. MM. Bard, pr. ; Depeignes, rap. ; Bloche-Laroque, av. gén. ; de Valroger et Dufourmantelle, av.

Par cet arrêt, la cause des Associations de Chasse était entièrement gagnée : Leur existence était reconnue, et elles pouvaient devenir titulaires de droits de chasse, par le simple apport de ses adhérents.

Il n'a pas fallu moins de 22 ans pour arriver à ce résultat. Mais un tel succès permettra dorénavant aux Associations de Chasse de se développer sans crainte et avec fruit.

C) *Leur fonctionnement*

I. *Le Bureau.* — L'un des premiers actes de l'Association est d'élire son Bureau. Celui-ci se compose, d'habitude, d'un Président qui a pleins pouvoirs, un Vice-Président, un Trésorier pour la gestion financière, un Secrétaire pour tenir les livres et expédier la correspondance courante.

Il arrive souvent qu'une Municipalité prenne l'initiative de la constitution de l'Association de chasse et que le maire en devienne le Président. Il est excellent que la Municipalité prête son autorité morale à la fondation d'une œuvre utile, mais il est en général préférable que la direction de l'Association appartienne à des personnes n'ayant en vue que l'intérêt de la chasse. L'Administration municipale peut alors être, le cas échéant, l'arbitre des conflits.

De toutes façons, le Président doit être un chasseur, capable d'avoir quelque autorité sur ses coassociés par ses connaissances et son expérience.

D'ailleurs, les rapports entre les Associations et les Municipalités ont tout lieu d'être cordiaux et l'ont toujours été jusqu'à ce jour. Parfois celles-ci subventionne celles-là. Parfois ces dernières versent une partie de leurs ressources au Bureau de bienfaisance communal.

II. *Les ressources et les dépenses.* — Cet esprit qui règne entre les chasseurs est rarement troublé par la gestion financière, car l'Association a des ressources fort modestes.

Elles proviennent des cotisations plus ou moins élevées, payées par ses membres, suivant qu'ils sont propriétaires dans le pays, qu'ils y habitent ou sont étrangers.

Ces cotisations sont fixées annuellement par l'Assemblée générale. L'Association peut, en outre, donner des permis journaliers, des cartes d'invités ; elle établit son budget de recettes proportionnellement aux frais d'entretien et aux besoins du repeuplement.

Car c'est le repeuplement qui est pour elle la grosse source de dépenses. En effet, les frais d'administration sont presque nuls, puisque les administrateurs sont des hommes de bonne volonté.

Il y a quelques frais de gardiennage : l'Association donne une allocation de 50 à 300 francs par an à deux ou trois cultivateurs, plus spécialement chargés de la garde. Mais tous les Sociétaires y contribuent, car tous

y sont intéressés ; ils veillent à la divagation des chiens et des chats, empêchent la chasse à la neige ou en temps prohibé, en un mot, se font eux-mêmes les protecteurs du gibier.

Et cela se fait sans frais et avec ordre, car ils se distribuent le travail ; chacun a son rôle et sa mission, chacun a son territoire déterminé (23).

III. *La réglementation de la chasse et les résultats obtenus.* — Une fois qu'elle fonctionne, l'Association peut prendre les dispositions nécessaires à la réorganisation de la chasse, celles que nous avons vues plus haut.

Les conséquences se font vite sentir ; il est intéressant de constater dès maintenant, si près de l'origine de ce mouvement, combien sont satisfaisants les résultats déjà obtenus.

Nous citerons une Association, dans le Rhône, fon-

(23) Les chasseurs étrangers, les braconniers professionnels hésitent à venir sur un territoire qu'ils savent organisé : tout le pays serait contre eux. Le braconnier de pays, lui-même, n'ose plus braconner.

L'expérience prouve que le braconnage a presque complètement disparu des pays de chasse communale. La garde y est facile, parce que tout le monde se connaît.

Un ou plusieurs gardes locaux sont cependant indispensables pour exercer la surveillance ; certains d'entre eux sont parfois très habiles et rendent de grands services.

Malheureusement, la garde des chasses populaires est victime de l'art. 6 de la loi de finances du 30 juillet 1913, qui a frappé les sociétés de chasse d'un impôt de 20 francs pour le premier garde et de 40 francs pour les autres, bientôt porté à 40 et 80 fr.

Cette loi ne devait s'appliquer qu'aux chasses riches ; elle le fut à toutes, et beaucoup d'associations, qui avaient autrefois de nombreux cultivateurs-gardes, ont été obligées d'en réduire le nombre à un ou deux, malgré les territoires immenses qu'elles couvrent.

dée depuis 1909, composée d'environ 85 chasseurs et 2.000 hectares. Elle possède une réserve de 300 hectares. La chasse au faisan, gibier qu'elle a pu acclimater sur son territoire, ne s'ouvre que le 1^{er} octobre; celle de la perdrix se ferme au 1^{er} décembre, et l'on a vu plusieurs années l'Association fixer la fermeture totale de la chasse au 15 décembre.

Les habitants du pays paient indistinctement 10 francs de cotisation par an, ou 40 francs, s'ils veulent avoir le droit d'amener deux invités; les étrangers, qu'on admet en nombre limité, paient 45 francs. Les jours de chasse sont le samedi, le dimanche et le jeudi. Chaque année, l'Association, qui a deux gardes, emploie la presque totalité de ses ressources, environ 1.500 francs, au repeuplement. La satisfaction de tous est complète; les propriétaires sont enchantés, car les vignes et les cultures sont maintenant respectées jusqu'après la récolte, et les chasseurs trouvent beaucoup plus de gibier qu'autrefois.

La Société Amicale des Chasseurs de L... (S.-et-Oise) admet tous les habitants du pays, avec une cotisation modique, mais elle délivre des cartes d'étrangers à 200 francs; elle est obligée d'en refuser. Chaque année, elle dépense plus de 8.000 francs pour le repeuplement, ne paie son garde que 300 francs par an, outre les primes usuelles.

Les art. 2 et 3 de son règlement intérieur sont ainsi conçus :

« Art. 2. — La chasse aura lieu les dimanche, lundi, jeudi et jours fériés.

« Art. 3. — Il sera procédé à deux ouvertures, la première comprendra la partie droite de la route de L... à M... ; la deuxième, la partie gauche de cette même route. La date de la deuxième ouverture sera fixée par le Comité. » (Elle est généralement fixée 15 jours après la première.)

L'Ass. de L... (Rhône) ne comprend que 14 membres et déploie cependant une grande activité, sur un territoire relativement giboyeux.

A B... (Isère), l'Association groupe 7 communes. Le règlement permet la chasse deux jours par semaine seulement, dans la plaine et les bois, mais tous les jours dans la partie marécageuse.

A R... (Savoie), l'Association, qui possède 1.500 hectares environ, en cède le tiers à quatre locataires fortunés ; ils ont seuls le droit de chasser sur cette « réserve », mais doivent entretenir un garde au profit de l'Association toute entière, et lâcher chaque année 10 lièvres et 10 faisans de repeuplement.

Les exemples sont innombrables et infinies les variétés de réglementation. Elles sont toujours respectées, parce que demandées par l'unanimité des chasseurs.

L'expérience des Associations communales de chasse, bien que toute récente et interrompue par la guerre, a donné déjà des résultats importants (24).

(24) Notons au passage les mesures prises par les associations en faveur des agriculteurs : interdiction de la chasse au chien courant, jusqu'à l'enlèvement des récoltes, battues aux sangliers, surveillance du maraudage, etc...

Elle doit aboutir à la suppression presque entière de la banalité. Le scepticisme qui a entouré cette organisation à ses débuts commence à disparaître.

Evidemment, l'œuvre est difficile, et ce n'est pas toujours à la première tentative qu'un homme dévoué, quoique énergique, réussira l'organisation d'un pays qui n'a connu que la banalité. Les routines, l'inexpérience, le manque de discipline, la crainte d'une réglementation... entravent la réussite. Nous avons vu des Associations se former, puis disparaître, puis parfois se reformer et repartir avec un nouvel élan.

Sans doute, il est rare, actuellement, qu'une chasse communale soit très vive en gibier, mais l'amélioration est certaine. Et si la première Association qui se forme dans un pays ne souffrait pas de la banalité des terres qui l'environnent, si toutes les communes de France s'organisaient, la chasse française serait bien près d'être régénérée.

II. — LA FORME SUBURBAINE.

LES GROUPEMENTS DE COMMUNES EN CHASSE

« BANALE ORGANISÉE »

Les chasseurs des villes avaient également senti que la banalité tuait la chasse, mais le citadin, qui n'est pas plus attaché à une terre qu'à une autre, aimait, dans la banalité, les vastes territoires qu'elle lui permettait de parcourir.

Voyant la disparition presque complète du gibier dans les campagnes voisines de la ville, voyant aussi les ruraux s'organiser, parfois contre eux, ils essayè-

rent de grouper à leur profit les communes suburbaines ; pour pouvoir chasser, ils se mirent à organiser la campagne.

Ils adoptèrent la base de l'Association par commune, qui paraît bien être la cellule normale de toute organisation cynégétique, mais groupèrent en une seule société plusieurs de ces Associations, afin de disposer de territoires étendus, sur lesquels tous les membres du groupement pourraient chasser, grâce à la réciprocité que s'accorderaient les Associations communales affiliées.

Par cette formule, les citadins apportent aux suburbains l'avantage de leur nombre et par conséquent de leurs ressources financières. Celles-ci permettent de parer aux frais en ne demandant aux propriétaires des terrains qu'une infime contribution.

Les suburbains voient avec plaisir venir à eux des chasseurs syndiqués et disciplinés, qui les défendent contre la masse indésirable des citadins désœuvrés, qui envahissaient journellement la banlieue le fusil à la main.

Les administrations communales se montrent favorables à cette organisation, car les chasseurs procurent des bénéfices à la commune et à ses habitants, soit par les permis qu'ils y prennent (25), soit par l'argent qu'ils y dépensent.

Les citadins, organisateurs de la chasse suburbaine,

(25) L'association impose généralement à ses membres citadins l'obligation de prendre leur permis de chasse dans les communes. Et le budget de celles-ci bénéficie alors de la ristourne de 20 fr. pour des permis qui étaient auparavant pris à la ville, alors que celle-ci ne donnait aucun territoire de chasse.

en sont évidemment les premiers bénéficiaires. Moyennant une cotisation raisonnable, ils ont un important territoire de chasse, sur lequel ils trouvent un peu de gibier, grâce aux importants lâchers printaniers que fait l'Association.

Ainsi, les Associations suburbaines ne sont qu'une variante des Associations populaires de chasse. Comme les Associations rurales, elles sont bienfaitantes. Cependant, elles sont l'objet d'une critique justifiée, provenant du nombre de leurs chasseurs et de l'étendue de leur territoire.

Leurs sociétaires ne se connaissent pas. Les gardes ne les connaissent pas et sont obligés de leur demander leur carte, chaque fois qu'ils les rencontrent. S'il se trouve parmi eux des ravageurs sans scrupule, rien ne les empêche d'être chaque jour sur le terrain de l'Association, mais dans des communes différentes. Celui qui chasse aujourd'hui sur un terrain, demain sur un autre, n'est pas intéressé à ménager le gibier autant que celui qui le voit à chaque sortie sur un territoire déterminé, et qui, l'an prochain, restera fidèle à ce domaine.

Il y a là une supériorité des chasses à territoire restreint. Ce détail mis à part, la différence entre les deux systèmes est bien moins grande qu'on l'a dit parfois. Les éléments constitutifs, la forme juridique, les buts sont les mêmes, d'autant plus que la souplesse des statuts permet, chez les unes et chez les autres, la réglementation la plus variée.

Et cependant, il y a quelquefois bien loin de l'une à l'autre forme, et il est bon de résumer les points par lesquels elles se séparent.

L'Association rurale se meut dans le cadre de la commune. L'Association suburbaine s'étend sur plusieurs communes, qui s'accordent, entre elles, la réciprocité du droit de chasse. Le premier système est adopté par les ruraux pour rester maîtres chez eux ; le deuxième, par les citadins organisés, le plus souvent, en « Club de Chasseurs » cherchant des terrains de chasse. Le premier consacre et fortifie la conception traditionnelle du droit de chasse, attribut du droit de propriété. Le second semble plutôt se rapprocher de l'idée de banalité organisée. Le premier tend à écarter les étrangers. Le second s'appuie sur eux pour l'organisation.

Mais il n'y a pas, dans toutes ces divergences, d'opposition de principes. Il y a, en effet, des Associations rurales qui acceptent des étrangers en nombre illimité, car la cotisation élevée qu'ils leur apportent bonifie considérablement leur caisse sociale. Il y a des Associations suburbaines qui limitent ce nombre.

L'Association des C. C. (Isère), qui groupe onze communes autour d'une grande ville, n'accepte qu'une proportion de 30 étrangers par commune fédérée, outre, bien entendu, tous les chasseurs ruraux des onze communes.

Et telle autre Société du Puy-de-Dôme, a les statuts suivants :

« *Art. premier.* — Il est fondé à R..., une Association de chasseurs, sous la dénomination de « Société de chasse de R... ».

« Art. 5. — Peut être sociétaire, toute personne
« honorable, de nationalité française, qui justifiera
« de son domicile actuel dans l'une des communes
« qui adhèrent à la Société. Le nouveau sociétaire
« paiera un droit d'entrée de dix francs, et une coti-
« sation annuelle de 30 francs. Les étrangers pour-
« ront être admis dans les mêmes conditions, mais
« ils paieront un droit d'entrée de 200 francs, et leur
« nombre est limité à 40. »

Dans les Associations suburbaines, comme dans les rurales, on rencontre les plus diverses conceptions.

Une Société de P... (Doubs) comprend 10 communes et 23.000 hectares. Les citadins qui veulent chasser doivent payer une carte de chasse de 10 francs et une cotisation de 15 francs. Les ruraux des communes qui louent à la Société leurs communaux ne paient rien : la Société leur délivre gratuitement une carte de chasse. Mais ils ne sont sociétaires et n'ont voix à l'assemblée générale que s'ils paient la cotisation. Cette Société comprend, à l'heure actuelle, 250 membres payant cotisation et carte de chasse.

En voici une autre dans laquelle la réciprocité n'est accordée qu'aux sociétaires qui paient la cotisation forte.

La « Société Syndicale de chasse, de répression du braconnage et de protection agricole du canton d'O... (Ain) » groupe 17 chasses communales. La cotisation annuelle des citadins est de 48 francs, et ils peuvent chasser sur les 17 communes ; celle des ruraux est

de 5 à 20 francs (26), mais ils ne chassent à ce prix que sur la commune où ils ont leur domicile.

Ainsi, la question de réciprocité n'est pas celle qui départage les Associations rurales et les Associations suburbaines. La différence entre elles réside parfois dans leurs tendances. Ce sont alors des cas d'espèce. Toutes deux travaillent à la plus grande prospérité de la chasse, toutes deux sont bonnes et répondent aux diverses aspirations des chasseurs.

Une fois de plus, l'union de tous les intéressés amène la prospérité des organisations de chasse.

CONCLUSION

Les Associations communales de chasse populaire apportent une amélioration évidente et souvent considérable sur les territoires où elles s'organisent.

Ce sont des Associations qui font appel au concours et à la collaboration de tous les habitants et de tous les intéressés, pour le travail d'organisation, de protection et d'exploitation dont elles prennent la charge.

Par elles, la mentalité publique est changée : la foule, qui ne pense souvent qu'à massacrer le gibier, s'intéresse désormais à sa production et à son abondance, car il devient pour elle une richesse économique dont elle a sa part de jouissance.

Elles sont d'intérêt communal, indépendantes et autonomes, et suppriment la banalité. Leurs diri-

(26) Suivant l'étendue des Communaux cédés par les municipalités à l'Association.

geants sont élus, le concours qu'il apportent à l'œuvre commune est entièrement dévoué.

Elles ont l'avantage d'être souples et de se prêter à toutes les circonstances de temps et de lieu qui se peuvent rencontrer.

Certaines sont arrivées à des réglementations très sages, qu'elles font respecter ; avec des ressources souvent modiques, elles obtiennent des résultats vraiment remarquables.

Leur nombre est déjà considérable en France, surtout dans l'Ouest, le Sud-Est et le Midi, et nous ne sommes qu'à la période du début. Chaque jour, il s'en crée de nouvelles (27). L'apaisement social qu'elles apportent aux questions de chasse est certain, car elles unissent, au lieu de les opposer, les paysans, les propriétaires et les chasseurs ; c'est en surveillant la chasse et le gibier que l'on défend les propriétés et les récoltes.

L'éclosion des Associations de chasse indique une évolution dans les idées et les mœurs. Cette évolution est partie d'un fait économique, la reconstitution d'une richesse naturelle en voie de disparaître, par une organisation destinée à la faire prospérer.

Un fait social en est résulté, la naissance des Associations destinées à réaliser le but en groupant les divers éléments nécessaires à cette réalisation.

Mais un obstacle juridique a entravé cette évolution : le droit cynégétique est resté ce qu'il était il y a des milliers d'années ; à son tour, il doit se transformer.

(27) Voir les déclarations au *J. O.*, depuis 1921 surtout.

Les Associations communales libres ont tracé la voie au législateur. C'est en elles qu'il doit chercher la régénération de la chasse en France, en encourageant leur création, en consacrant leur existence, et en donnant une solution favorable aux difficultés qu'elles rencontrent. Il ne devrait plus y avoir en France une seule commune où la chasse ne soit pas organisée.

On a le droit d'espérer que le jour où la loi orientera les esprits vers cette conception sociale de la chasse, on verra celle-ci devenir une richesse à la portée de tous.

SECTION B

Les difficultés rencontrées et leurs solutions

Les Associations de chasse ne vont cependant pas sans rencontrer quelques difficultés.

Nous avons vu celles qu'ont eu à résoudre les fondateurs des premières Associations de chasse. La pratique en a fait apercevoir quelques autres.

I. — LA « RES NULLIUS »

Et d'abord, nulle part, la fâcheuse théorie de la « *res nullius* » ne fait apparaître d'une façon aussi claire la malfaisance de son principe.

Ainsi, l'Association communale, cette personne morale qui protège, élève et entretient du gibier sur 1.000, 2.000, parfois 20.000 hectares, qui le cultive, en

réalité sur un domaine où il est fixé, d'où il ne sort jamais, n'a aucun droit sur lui ! Et cependant, c'est la production de ce gibier qui est son unique raison d'être. Ce gibier ne devrait-il pas alors constituer un véritable troupeau communal, propriété de l'Association par l'adhésion des membres à ses statuts.

L'avantage en serait grand, car, du jour où la loi dirait que le gibier est la propriété de celui qui le produit et sur le sol duquel il se trouve, que sa capture est un vol, comme celle d'un pigeon ou d'une volaille, il serait respecté et la chasse serait prospère. L'Association le garderait d'autant mieux qu'elle en serait déclarée propriétaire. Le massacreur, que rien n'arrête aujourd'hui, aurait quelques hésitations, lorsqu'il saurait qu'il porte atteinte au patrimoine collectif, alors qu'aujourd'hui peu lui chaut de détruire ce qui n'appartient à personne.

Si l'on veut modifier l'état d'esprit de la foule à l'égard de la chasse, si l'on veut, dans un but économique et social, que le gibier soit respecté, il faut désormais le considérer comme la propriété de celui sur le terrain duquel il se trouve ; le considérer, dans les Associations, comme la propriété de la collectivité.

II. — L'ENCLAVE

Un autre obstacle sérieux à la constitution des chasses communales, comme d'ailleurs de toute chasse, c'est l'enclave. Elle en est souvent le ver rongeur, parce qu'elle empêche l'homogénéité, la continuité du territoire.

La nature du gibier veut que, pour vivre et prospérer, il vagabonde, sans se soucier des bornes fixes d'un champ. Les innombrables divisions artificielles de la terre, faites par l'homme, lui sont inconnues ; et l'enclave constitue généralement pour lui un centre de destruction.

Or, dans les chasses communales, l'intérêt général est en jeu ; par le fait qu'elles sont ouvertes à tous, elles représentent à la fois un intérêt économique et social. La satisfaction égoïste d'un individu doit céder devant les besoins de la collectivité.

Et puis, la chasse sur son propre terrain ne représente pas pour le propriétaire d'une enclave un intérêt bien manifeste, car il ne peut pas poursuivre le gibier sans sortir de sa terre, sans entrer sur le domaine d'autrui.

La loi ne doit-elle pas intervenir au nom de l'intérêt général pour empêcher ce propriétaire de porter atteinte aux intérêts de la collectivité ?

La difficulté se pose alors de concilier les intérêts de la chasse et ceux de la propriété (28).

Il y a pour nous deux solutions à envisager :

1° Obliger le propriétaire enclavé à entrer dans l'Association. Ce serait l'Association obligatoire.

Mais cette solution est trop radicale à notre avis. C'est une atteinte à la propriété que de l'obliger à s'unir à la chasse. Nous sommes partisans du prin-

(28) L'Association communale populaire devrait avoir le droit de demander chaque année aux propriétaires d'adhérer à ses statuts, et, le défaut de réponse dans le mois, serait considéré comme une adhésion.

cipe que « nul ne peut chasser sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire ». Aussi, nous ne voulons pas contraindre celui-ci à subir malgré lui l'exercice de la chasse.

2° Interdire toute chasse sur le terrain enclavé.

Personne n'y chasserait ; ce serait une réserve au profit de la collectivité.

Pour le propriétaire, ce serait une très faible privation, puisque son terrain est trop petit pour qu'il puisse chasser utilement.

Cette solution nous paraît excellente. Si elle est encore trop radicale, il est possible de l'adoucir : seul le propriétaire aurait le droit de chasser chez lui ; il ne pourrait céder son droit de chasse à personne, sinon à l'Association (29).

Par là, le droit de propriété serait entièrement respecté.

Mais, de toute façon, l'Association aurait le droit de surveiller les terrains de ce propriétaire récalcitrant et de verbaliser — grâce à ses gardes — contre toute infraction à la loi qui s'y produirait.

Alors, le danger de l'enclave disparaîtrait ; le solitaire qui y vivrait, ne pouvant plus inviter tous les braconniers du voisinage pour narguer la « Société », viendrait fatalement à elle.

L'enclave elle-même disparaîtrait et ce ne serait

(29) Il serait bien entendu que tout individu, propriétaire ou locataire, qui posséderait un territoire homogène de chasse (200 hectares d'un seul tenant au minimum) pourrait rester en dehors de la contrainte.

pas la moindre amélioration apportée à la prospérité des Associations communales de chasse populaire (30),

III. — L'ISOLEMENT

Un des derniers, mais des plus graves obstacles au système des Associations communales de chasse, est celui de l'isolement dans lequel se trouve, dans une région, la première Association communale qui se forme, au milieu des territoires encore banaux.

Ses fondateurs sentent l'amélioration qui en résultera pour le pays, mais redoutent d'être seuls à favoriser des méthodes nouvelles. Les critiques leur font peur, de ceux surtout qui auront beau jeu à démontrer que l'amélioration est presque nulle, puisque les bordures de la nouvelle Association sont restées sous le régime de la chasse banale.

Et pourtant, l'expérience n'est plus à faire. Le doute était permis il y a dix ou vingt ans. Il ne l'est plus aujourd'hui. Les innombrables Associations qui se sont formées ont démontré l'excellence de leur système, tant par leur résultat que par leur indépendance, susceptible de convenir au particularisme le plus ombrageux.

Le législateur ne devrait-il pas intervenir pour déclarer qu'il ne doit plus y avoir une commune en France sans une organisation de chasse sur son territoire ?

(30) La théorie du gibier « *res propria* », permet, au besoin, de déposséder un propriétaire de son droit, car on pourrait faire intervenir l'autorité de « l'expropriation pour cause d'utilité publique ». Mais il serait préférable de ne pas s'en servir.

Que cette organisation soit faite par quelques particuliers à leur profit, qu'elle soit réalisée par une Association communale libre, ou par un système quelconque, peu importe, pourvu que le résultat soit obtenu. Ce qui est inadmissible aujourd'hui, c'est la banalité, car la banalité sans frein, c'est la mort de la chasse.

Mais que de difficultés en perspective, comme toutes les fois que l'on passe de la liberté à la contrainte ! Où celle-ci doit-elle commencer ? Où doit-elle finir ?

Ne serait-il pas possible au législateur d'intervenir de la façon suivante : proclamer, en principe, la liberté d'Association, mais déclarer que, dans un délai déterminé, et après une invite faite aux communes inorganisées, le régime alsacien, c'est-à-dire l'adjudication officielle par le Maire, des droits de chasse de ses administrés, seraient mis en application sur les territoires qui n'auraient entrepris aucune organisation libre. Cette intervention des pouvoirs publics ne se produirait que comme sanction de la négligence des propriétaires et habitants des territoires visés.

Système de liberté, sans nul doute, mais de liberté de méthode, car l'organisation de la chasse doit être obligatoire. L'avantage de ce système, essentiellement souple, serait de ne pas toucher aux Associations actuellement existantes, aux droits acquis. Personne n'en souffrirait ; au contraire, toute le monde y trouverait son avantage. La chasse, ainsi, serait organisée partout et le grave danger de l'isolement, comme celui de l'enclave, aurait disparu.

On objectera peut-être qu'avec notre système il ne sera plus possible de chasser, si l'on ne fait partie d'aucune Association. C'est bien là notre but. Puisque le gibier disparaît, il n'est plus admissible qu'un chasseur se livre à sa destruction sans participer à sa production.

Un chasseur qui ne fait rien pour celle-ci n'est plus digne de chasser : c'est un profiteur sans scrupule, qui prétend s'emparer, sans les payer, des animaux d'autrui, vivant sur le champ d'autrui, qui veut bien avoir le bénéfice sans le travail, le plaisir sans la peine.

Il doit y avoir maintenant un devoir corrélatif au droit à la destruction : c'est le devoir de participer au repeuplement des terres en gibier. Et cela ne peut se faire que dans le sein d'une organisation.

IV. — VILLE ET CAMPAGNE

Une dernière question se pose.

L'organisation des chasses, dans toutes les communes ne risque-t-elle pas de priver les chasseurs des villes ou des cités industrielles de la possibilité de chasser ?

Cette objection nous paraît un peu théorique.

Presque toutes les chasses communales, rurales ou suburbaines acceptent des chasseurs étrangers, en plus ou moins grand nombre, à cause des ressources importantes et du concours qu'ils leur apportent pour la garde et le repeuplement.

Et s'il est des chasseurs qu'elles repoussent, c'est souvent parce qu'ils ne respectent ni les récoltes, ni

les règlements, ni le gibier. Ceux-là n'ont pas le droit de se plaindre s'ils sont tenus à l'écart.

Il ne doit, cependant, pas exister d'hostilité entre les villes et les campagnes : elles ont besoin les unes des autres, et peuvent se rendre mutuellement service. Pour cela, il serait désirable, non seulement que les Associations rurales reçoivent des chasseurs étrangers, mais encore que les villes ou les communes à population dense donnent quelques avantages aux communes rurales qui reçoivent leurs chasseurs.

Les villes reçoivent une partie du prix des permis qu'elles délivrent, et ne donnent rien en échange : ce sont les campagnes qui ont la charge de procurer à leurs chasseurs l'agrément et le profit de la chasse. Ne serait-il pas juste que les impôts perçus par les villes, au titre de la chasse, reviennent à ceux qui en supportent la charge.

Il y a des villes qui sont entrées dans cette voie, avec le concours de leur Fédération départementale de Sociétés de chasse, et le résultat en est des plus heureux.

Si le danger de voir les citadins privés de terrains de chasse menaçait de devenir réel, il nous semble que c'est dans cette idée du concours des villes et des Fédérations qu'on trouverait une solution équitable, car les Fédérations pourraient ne faire bénéficier de leurs avantages que les Associations qui s'engageraient à pratiquer l'union. Et pour cela, il ne faut pas que les ruraux aient l'impression que leurs champs soient exploités sans compensation.

Les quelques entraves que nous avons trouvées au développement du système des Associations communales sont donc peu de chose et peuvent être facilement résolues. Le système paraît bon et tout devrait être mis en œuvre pour le développer.

SECTION C

L'Organisation supérieure

I. — LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE

L'organisation de la chasse ne pouvait pas s'arrêter au stade communal ou inter-communal. Dans de nombreux départements, les Associations se sont groupées en Fédérations départementales.

Juridiquement, la Fédération est une union d'Associations (loi du 1^{er} juillet 1901), qui a, comme elles, la personnalité juridique.

Une Fédération départementale groupe toutes les Sociétés de chasse du département, et même, à titre individuel, tous les propriétaires ou locataires de chasse (31).

L'adhésion à la Fédération n'entraîne, de la part des adhérents, aucun abandon, même partiel, de leurs droits de chasse. Chacun garde son autonomie et son indépendance ; chacun reste maître de ses terrains, mais reconnaît à la Fédération, et en tant que de be-

(31) La Fédération peut-elle grouper, en même temps, des individus ? Houpin répond par la négative (T. I., p. 98). Mais la plupart des Fédérations comprennent des sociétés de chasse et des chasseurs individuels. (Voir Statuts de Fédération aux pièces justificatives.)

soin, lui abandonne le droit d'y poursuivre, concuremment avec lui, le braconnage et le colportage, à l'aide de ses brigades mobiles.

Entre elles et les Sociétés locales, il s'établit parfois des échelons intermédiaires : groupements par canton ou par arrondissement (32). Mais c'est elle qui, au centre du département, est le groupement d'union, l'organisme d'impulsion qui correspond le mieux à tous les besoins de la chasse.

Quels sont les buts de la Fédération départementale ?

Il y en a quatre principaux :

1° *Répression du braconnage.* — La répression du braconnage, de la vente et du colportage du gibier, pris ou tué, en temps, lieu ou heure prohibés.

A cet effet, la Fédération dispose d'une ou plusieurs brigades mobiles (33), qui lui permettent de rendre d'importants services aux sociétés. Les braconniers, en effet, ne craignent pas les gardes locaux, qui n'osent parfois pas les inquiéter. La brigade mobile n'a aucune raison pour les ménager. Les gardes qui la composent sont commissionnés par la Fédération comme gardes particuliers, et par l'Etat, comme agents des Eaux et Forêts.

La loi du 1^{er} mai 1924, modifiée par celle du 26 février 1926, a officiellement reconnu leur existence, dans son art. 2, et leur a donné un statut.

(32) Souvent, ces groupements prennent, à tort selon nous, le nom de Fédérations.

(33) V. Règlement Brigade Mobile, dans Baudoin, Radot, Sire : *Conseils aux gardes*, page 367.

« Le gouvernement exerce la surveillance de la
« chasse dans l'intérêt général. En conséquence, il
« pourra commissionner des gardes particuliers ap-
« partenant aux brigades mobiles de répression du
« braconnage des Associations cynégétiques ou des
« Fédérations de Sociétés de chasse, pour exercer,
« sauf opposition des propriétaires en ce qui con-
« cerne leurs terrains (34), les fonctions de gardes
« des Eaux et Forêts, chargés spécialement de la
« police de la chasse, dans l'étendue des arron-
« dissements pour lesquels ils auront été assermen-
« tés » (35).

L'exemple des brigades mobiles avait été donné
bien avant cette loi, par celles qu'avaient créées cer-

(34) Ces derniers mots : « sauf opposition... » ont été ajoutés
au texte primitif, par un amendement déposé, au dernier moment.
Cf. *Conseils aux gardes*, p. 159, de Baudoin, Radot, Sire. Leur
portée est très réduite. Cf. *La Chasse régionale*, n° 2, août 1925,
p. 21. Car une circulaire du ministère de l'Agriculture, en date
du 5 août 1924, contresignée par le ministère de la Justice, dé-
clare qu'il ne faut interpréter cette phrase restrictive que comme
ne visant que les délits de chasse sur autrui.

(35) La loi du 23 février 1926 a complété celle du 1^{er} mai 1924
par les termes suivants : « Les procès-verbaux des maires et
« adjoints, commissaires de police, officiers, mairéchaux des logis
« ou brigadiers de gendarmerie, gendarmes, brigadiers ou gardes
« des eaux et forêts, gardes-pêche, gardes-champêtres ou gardes
« assermentés des particuliers, lieutenants de louveterie assermen-
« tés devant le Tribunal ou l'un des Tribunaux de l'arrondisse-
« ment de leur circonscription, feront foi jusqu'à preuve contraire.
« A l'égard des brigadiers ou des gardes des eaux et forêts cette
« disposition s'appliquera en quelque lieu que les infractions soient
« commises dans les arrondissements des tribunaux près desquels
« ils sont assermentés. »

taines Associations privées (36). Elles avaient rendu des services considérables. C'est la seule force efficace contre le braconnage.

La nouvelle loi leur donne des moyens d'action nouveaux, dont on peut espérer le plus grand bien.

2° *Piégeage*. — La Fédération départementale met également à la disposition de ses adhérents des professionnels du piégeage. Ce sont souvent les gardes de la brigade mobile, qui profitent de leurs tournées pour donner aux gardes locaux les indications nécessaires, ou faire une démonstration pratique de destruction des animaux nuisibles.

Les moyens de destruction des fauves et des rapaces sont encore presque ignorés des Associations populaires de chasse. Or, leur emploi est à la base de toute protection du gibier. Cet enseignement entre dans le rôle de la Fédération départementale.

3° *Repeuplement*. — La Fédération doit encore prêter son concours à ses adhérents, pour le repeuplement de leurs territoires.

C'est une des questions les plus aiguës à l'heure actuelle : elle est bien difficile à résoudre. N'est-ce pas folie que d'acheter chaque année des centaines ou des milliers de lièvres, perdrix ou faisans à l'étranger ? (37).

Pourtant, on ne pourra, pendant longtemps encore, se passer de cette importation. La Fédération ne peut

(36) Ainsi, les Brigades du Saint-Hubert-Club de France et, dans la région lyonnaise, celle de l'Association des Chasseurs du centre de la Dombes.

(37) Les lièvres de Hongrie ou de Tchéco-Slovaquie sont revendus, en 1925, rendus à Lyon, à la somme de 200 francs, dont un tiers pour le transport et les droits de douane, taxe de luxe, etc.; en janvier 1926, à 250 et 300 francs. •

que grouper les commandes de ses adhérents et veiller à leur bonne exécution.

Mais les Fédérations départementales se doivent de produire elles-mêmes leur gibier de repeuplement, ou de provoquer cette production. Elles doivent étudier, suivant leurs régions, la possibilité d'installer une « game-farms » ou de faire l'élevage en parc clos.

Diverses solutions ont été adoptées déjà : telle Fédération a constitué un parc clos de grillage de 150 hectares, et bientôt de 300, dans lequel un garde à demeure fait l'élevage de tout gibier. Telle autre en a fait autant, et cette opération lui a coûté 300.000 francs.

Dans un autre département, la Fédération a équipé plusieurs parcs à lièvres de 15 à 60 hectares, clos de murs, dans des propriétés privées, en laissant aux propriétaires la charge de l'élevage, qu'elle dirige et contrôle, et en lui achetant la production à un prix très inférieur à celui de l'étranger.

Une Association communale de chasse située à S... (38) (Nord), s'est constituée un parc pour le repeuplement de son territoire. Il n'a que 4 hectares, mais est dirigé selon une méthode nouvelle, par un éleveur de grande valeur. Chaque année, il sort de ce parc une moyenne de 500 à 600 perdreaux, et 50 à 60 lièvres. Sur cette chasse populaire, il se tue, grâce à une discipline de fer, de 2.500 à 3.000 perdreaux, et 600 à 800 lièvres.

Quelle est la Société, ou, tout au moins, quel est le groupement de Sociétés qui ne devrait avoir son parc de repeuplement ?

(38) *La Chasse régionale*, n° 1, juillet 1925.

4° *Contentieux*

Enfin, la Fédération est l'organisme par excellence de l'étude juridique et du contentieux des questions de chasse.

Organe d'étude, elle est le conseil des Sociétés pour les baux, les procès, les assurances chasse (39), les vœux, etc...

Organe d'action, elle peut aider les Sociétés, organiser la propagande dans les communes du département, pour constituer les Associations, pour faire des réunions et des congrès.

Organe de défense, elle doit intervenir dans les poursuites contre les braconniers, les prendre même à son compte, si elles présentent un intérêt général (40.)

Son rôle est aussi d'intervenir auprès des autorités départementales et autres pour obtenir les améliorations locales demandées par les chasseurs. Elle est la voix des chasseurs du département. A ce titre, elle doit avoir des représentants auprès du Préfet, soit

(39) L'assurance chasse vient d'être réalisée par plusieurs Fédérations départementales. L'une d'elle, du Rhône, assure auprès d'une importante Compagnie, ses chasseurs moyennant la prime annuelle de 8 francs. Ils sont garantis, pour un risque de 100.000 francs aux tiers, 50.000 francs à eux-mêmes, pour accidents causés par coup de fusil.

(40) Une des questions qui les préoccupent actuellement est celle de leurs ressources. Elles sont minimes. Or, le budget d'une Fédération doit s'élever au moins à 50.000 francs. Aussi, l'Etat leur a donné des subventions importantes depuis la loi du 31 juillet 1920, art. 40. Mais les chasseurs désirent un budget stable. Aussi, ont-ils demandé à de nombreuses reprises, dans leurs congrès, que le prix des permis soit élevé, et que, sur cette augmentation, 10 francs par permis soient reversés par l'Etat aux Fédérations départementales. Cette solution paraît excellente.

dans la Commission consultative de la chasse, soit dans la Commission de la chasse au Conseil général.

Ainsi, les Fédérations départementales de chasse sont d'une grande utilité. Reconnues par l'Etat, composées d'hommes dévoués, ayant un programme très net et les moyens de le réaliser, elles sont actuellement l'organisme le plus vivant de la cynégétique et le grand facteur du relèvement de la chasse.

II. — LA FÉDÉRATION RÉGIONALE : LES RÉGIONS CYNÉGÉTIQUES

En 1923-1924, les Fédérations départementales se sont unies par Régions. Celles-ci répondent aux divisions naturelles de la France au point de vue du climat, de la flore et du gibier.

En 1924, cinq régions se constituaient officiellement, composées de présidents ou de délégués des Fédérations, par conséquent d'hommes compétents et documentés sur les besoins de la chasse : la première, dans le Midi, comprenant une vingtaine de départements, avec son siège à Nîmes. Le seconde, comprenant vingt-deux départements, dans l'Ouest (Nantes) ; la troisième, groupant dix-neuf départements du Centre et du Sud-Est, autour de Lyon ; la quatrième, se constituant à Lille et Strasbourg ; la cinquième autour de Paris.

Chaque région eut son congrès, composé des présidents des Fédérations affiliées. C'est ainsi qu'eurent lieu les Congrès de Nantes, Lyon (3 et 4 mai), Nîmes,

En 1925, les Congrès se tinrent à Marseille, Nantes, Grenoble, Lille et Paris. L'année 1926 a vu deux nouvelles Régions se former autour de Bordeaux et Strasbourg.

Organe d'étude, la région coordonne les travaux et les vœux des diverses Fédérations associées. Elle établit entre elles une liaison constante, harmonise leurs efforts. C'est à elle que revient l'étude des grandes questions de chasse, celle des arrêtés préfectoraux, et, surtout, dans l'avenir, l'élaboration d'une nouvelle loi pour remplacer la charte désuète de 1844.

Elle peut profiter du nombre de ses adhérents pour leur faire obtenir, à des conditions très intéressantes, des contrats d'assurances chasse, ce qui est d'autant plus utile qu'on a proposé pour la France l'assurance chasse obligatoire, comme en Suisse. Il n'est pas admissible, en effet, qu'un homme qui prend son permis soit insolvable pour la réparation des accidents qu'il peut causer.

Pour assurer la liaison entre ses membres, la région peut créer un Bulletin périodique, ce qu'ont fait plusieurs d'entre elles.

Ainsi, les régions sont appelées à rendre de grands services aux Fédérations, et à la chasse, en général. Mais, leur organisation est toute nouvelle, et l'on ne peut encore que signaler leurs initiatives en les approuvant pleinement,

III. — LA FÉDÉRATION NATIONALE :

LE COMITÉ NATIONAL DE LA CHASSE

Au-dessus des Régions cynégétiques, il était nécessaire de constituer un organe national, chargé de représenter les chasseurs fédérés auprès des Pouvoirs Publics.

Le Comité national de la chasse a été créé lors de deux réunions tenues à Paris par les Présidents et délégués des 7 Régions cynégétique françaises, en décembre 1925 et mars 1926, unis avec un représentant de chacune des 4 Sociétés s'occupant depuis longtemps de la chasse en France : Société de Vénérerie, Saint-Hubert-Club de France, Association des Lieutenants de Louveterie, Société Centrale des Chasseurs.

Les plus grands espoirs sont attachés à l'avenir de cet organisme central des chasseurs fédérés.

CONCLUSION DES ASSOCIATIONS

Tel est le mouvement d'organisation qui est né sur le sol même de notre pays.

La chasse populaire en est l'âme ; la misère de la chasse en est la cause.

Il a réussi, en quelques années, de façon splendide, et donne aujourd'hui les plus belles espérances ; car ses fondateurs, comme ses agents, sont des hommes dévoués et désintéressés. Par lui, la chasse organisée est à la portée de tous, et la vieille hostilité des chasses pauvres contre les chasses riches tend à disparaître. L'union se fait, et tous les chasseurs travaillent à la plus grande prospérité de leur sport favori.

Ce mouvement n'est sans doute qu'à ses débuts, et il reste encore beaucoup à faire pour qu'il n'y ait plus une partie assez cachée du territoire où les idées sociales de la chasse n'aient pénétré. Mais le programme est tracé (41) et son principal avantage est de pouvoir se réaliser, même en l'absence de toute réforme juridique.

Si notre législateur lui donne son appui, la chasse peut être rapidement sauvée.

(41) Le Congrès International de la Chasse, en 1907, à Paris, avait déjà émis les vœux suivants :

1° « Que l'enseignement technique et économique des questions « de chasse, d'élevage, de piégeage et de législation cynégétique « soit introduit sous la forme de conférences pratiques, à l'Institut agronomique (au même titre que la pêche), à l'Ecole forestière de Nancy et dans les autres écoles d'agriculture.

2° « Qu'il soit créé, dans une région appropriée, une véritable « école professionnelle, où de jeunes gardes chasse pourraient « apprendre pratiquement l'aménagement raisonné des chasses « de plaine et de bois, l'élevage du gibier de repeuplement, le « piégeage et la répression du braconnage. »

Des vœux semblables sont repris chaque année dans les Congrès cynégétiques.

CONCLUSION

Une situation nouvelle a été faite à la chasse par les conditions de la vie moderne, — situation grave, qui la condamne à la ruine, si elle demeure dans l'état inorganique que lui a transmis le passé. Ce régime était normal quand la chasse était un simple exercice sportif ou lucratif, accessible à un petit nombre d'hommes. Il est mortel aujourd'hui où elle est un plaisir à la portée d'une masse toujours croissante de chasseurs, munis d'armes chaque jour plus meurtrières. Le gibier, victime désarmée, disparaît. Alors, le paysan, devant son champ dépeuplé, le chasseur, devant son carnier vide, ont réfléchi. Quelle richesse perdue !

Le côté économique de la chasse est apparu à tous, et le mot, lui-même, a pris une signification nouvelle. Il évoquait l'idée de faculté de chasser : il fait naître, aujourd'hui, l'idée d'organisation cynégétique, de production du gibier, d'exploitation rationnelle.

La chasse, ainsi envisagée, a besoin de posséder un statut.

La loi d'organisation est à faire.

Elle doit avoir pour base l'intérêt économique que présente le gibier ; pour but, son abondance ; pour moyen, la propriété du gibier et l'union des hommes intéressés à la prospérité de la chasse.

Le droit de chasse restera ce qu'il est actuellement : un attribut de droit de propriété ; mais il sera renforcé, le gibier appartenant au propriétaire du sol et tout chasseur devant justifier de l'autorisation préalable du propriétaire pour chasser sur ses terrains. Le délit de chasse sera réellement un délit correctionnel.

L'organisation que la loi fixera s'inspirera des données du mouvement syndical qui est devenu si puissant depuis vingt-cinq ans.

Elle fera, aux intéressés, une obligation d'organiser la chasse, mais la plus grande liberté leur sera laissée sur les modalités de l'organisation et la contrainte n'interviendra que comme sanction de leur négligence.

Le cadre donné par la loi sera large, pour qu'il n'y ait pas de résistance à l'ordre nouveau, par de heurt dans le passage du désordre traditionnel à la discipline nouvelle. Les diversités de pays, de situations, d'idées, de routine même, doivent pouvoir entrer dans le cadre de la loi.

Grâce à cette souplesse, des initiatives fécondes ne seront pas entravées.

Sans doute, l'adaptation ne se fera pas partout en un jour. Mais, si des résultats heureux se font sentir dans quelques milliers de communes, un grand pas sera fait pour la régénération de la chasse. La contrainte envisagée rencontrera peut-être quelques obstacles, mais les idées nouvelles se propageront et c'est l'ensemble des propriétaires et des cultivateurs qui, un jour, priera l'Etat de contraindre les récalcitrants à suivre le mouvement.

Le mot « chasse » acquerra aux yeux de tous son véritable sens, et l'on pourra le définir : l'ensemble des mesures propres à la production, la conservation et l'exploitation du gibier.

La chasse est déjà une branche de l'agriculture. Elle en sera une des plus rémunératrices, tout en restant un sport passionnant.

Cette organisation, que nous envisageons pour la chasse n'est pas un rêve : c'est bien déjà une réalité, car les Associations sont innombrables, les Fédérations sont puissantes dans beaucoup de départements, les Régions prospères : le Comité National de la Chasse est né.

(1) La chasse fait déjà l'objet de l'un des services importants du Ministère de l'Agriculture (direction des Eaux et Forêts). Souhaitons que cette administration s'appelle un jour : « Eaux, Chasses et Forêts ».

Cette réforme, née des entrailles du pays, s'impose à l'attention. Les mœurs ont précédé la loi. Elles lui ont tracé la voie à suivre. Souhaitons que bientôt une loi sage et bienfaisante consacre l'organisation rationnelle de la chasse par la force et l'autonomie des Associations.

Vu :

Lyon, le 10 Février 1926

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
GONNARD.

Vu :

LE DOYEN,

Lyon, le 12 Février 1926

L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 12 Février 1926

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
CAVALIER.

Pièces justificatives

I.— LOI D'ALSACE-LORRAINE SUR L'EXERCICE DU DROIT DE CHASSE du 7 Février 1881

§ 1. — L'exercice du droit de chasse appartenant à tout propriétaire sur son terrain, ainsi que le droit de chasse sur l'eau, sont réglés par les dispositions de la présente loi.

Ces dispositions ne sont pas applicables :

1° Aux propriétés de l'Administration militaire et de l'Administration des chemins de fer de l'Empire, aux forêts domaniales et à celles indivises entre l'Etat et d'autres propriétaires ;

2° Aux terrains entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins.

§ 2. — Le droit de chasse sur les terrains et cours d'eau soumis aux dispositions de la présente loi, sera exercé par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Pour chaque ban communal, la chasse sera louée par voie d'adjudication publique pour une durée de neuf années, en se conformant aux prescriptions légales sur la location des biens communaux et sous réserve de la disposition du § 10 de la présente loi, relative à la première location.

La division d'un ban communal en plusieurs districts de chasse, dont chacun devra avoir une contenance d'au moins 200 hectares, est permise.

§ 3. — Les propriétaires de terrains d'une surface non interrompue d'au moins 25 hectares, ou de lacs et d'étangs d'au moins 5 hectares, ainsi que d'étangs appropriés comme canardières, peuvent se réserver l'exercice du droit de chasse sur ces propriétés.

Les chemins de fer, routes et cours d'eau ne sont pas considérés comme une interruption de surface.

§ 4. — Le produit de la location de la chasse est versé dans la caisse communale.

La répartition de ce produit entre les différents propriétaires se fera proportionnellement à la contenance cadastrale des terrains faisant partie du district de chasse loué. Les sommes qui n'auraient pas été retirées dans un délai de deux ans, après la publication du rôle de répartition, seront acquises à la Caisse communale.

Le produit de la location de la chasse sur un ban communal reste acquis à la commune, lorsque les deux tiers au moins des intéressés, possédant en même temps plus des deux tiers des terrains régis par la présente loi, en décident ainsi. Cette décision est valable pour toute la durée de la location.

Cette décision prise, les propriétaires qui, en vertu des dispositions du § 3, se sont réservés le droit de chasse, auront à verser dans la Caisse communale une somme proportionnelle à la contenance cadastrale des terrains et cours d'eau réservés, et au produit de la partie de la banlieue louée.

§ 5. — Les communes possédant sur d'autres banlieues des terrains qui sont dans les conditions prévues par le § 3, ne participent point aux décisions relatives à l'emploi du produit de la location de la chasse au profit de la commune (§ 4, alinéa 3), et sont dispensés, dans le cas où une pareille décision a été prise et qu'elles se sont réservé le droit de chasse, de verser une quote-part dans la Caisse de l'autre commune (§ 4, alinéa 4).

§ 6. — Pour décider la question de savoir si le produit de la location devra rester à la commune, le maire devra, avant la fixation du jour de l'adjudication de la chasse, fixer un jour qu'il portera à la connaissance publique.

Cette décision prise, les propriétaires qui, en vertu du § 3 désirent se réserver le droit de chasse, ont un délai de dix jours pour faire au maire leur déclaration écrite à ce sujet.

Lorsque les terrains ou cours d'eau réservés sont situés sur différentes banlieues, cette déclaration est à adresser au maire de chaque commune.

La publication du jour de l'adjudication ne peut être faite qu'après l'expiration de ce délai de dix jours. Entre le jour fixé pour l'adjudication et la première publication il devra y avoir un délai de six semaines au moins.

§ 7. — Lorsque des terrains d'une moindre contenance se trouvent enclavés, soit totalement, soit en majeure partie dans une propriété d'un seul tenant d'au moins 25 hectares, le propriétaire de ce seul tenant a, en tant qu'il s'est réservé le droit de chasse, la priorité à tout autre lors de la location. Il peut, en conséquence, s'attribuer le droit de chasse sur le terrain enclavé, pour toute la durée de la location, moyennant une indemnité proportionnée au produit de la location de tout le ban communal.

Dans le cas où dans la huitaine au plus tard, à partir du jour de l'adjudication définitive, il n'a pas fait usage de ce droit en adressant au maire une déclaration écrite à ce sujet (§ 2), le terrain enclavé fait partie du district communal de chasse.

§ 8. — A compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les contrats de location pour des terrains régis par la présente loi et sur lesquels les propriétaires ne se seront pas réservé le droit de chasse, ne pourront être passés valablement qu'en se conformant aux dispositions du § 2 ci-dessus.

Tous les baux conclus antérieurement pour la location de la chasse sur de pareils terrains devront, dans un délai de trois mois, être déposés en forme dûment enregistrée, contre récépissé, à la Kreisdirection.

Les contrats qui n'auront pas été déposés dans la forme et le délai prescrits, de même ceux passés contrairement aux prescriptions de l'alinéa premier, n'ont aucun effet juridique.

Les baux déposés expirent, en tant qu'ils ne sont pas écoulés antérieurement à 1889, le jour de la fermeture de la chasse.

§ 9. — S'il existe des baux pour des parties d'un ban communal de moins de 25 hectares d'un seul tenant, il peut à la diligence du maire et au moins huit jours avant le terme fixé pour l'adjudication, être assigné aux locataires de chasse, comme cantonnement, au lieu et place des parcelles par eux louées, un district de chasse d'un seul tenant équivalant en contenance et valeur ces parcelles.

Le loyer dû par les locataires en vertu d'un contrat restera acquis aux ayants-droit. Les propriétaires des parcelles assignées aux locataires comme district de chasse, prennent part au produit de la location du ban communal, proportionnellement suivant les dispositions du § 4 de la présente loi.

Le cantonnement sera fait par deux experts assermentés par l'Amtsrichter, dont l'un sera nommé par le maire et l'autre par les locataires de chasse. Si ces derniers négligent de nommer un expert dans le délai fixé, ou si les experts nommés ne peuvent tomber d'accord, il sera nommé par le Kreisdirektor un troisième expert qui fera ce cantonnement. Les frais de la procédure seront à la charge des locataires de chasse.

§ 10. — Lors de la première location des districts de chasse, la fin du bail devra être fixée au jour de la fermeture de la chasse de l'année 1889.

S'il existe des baux expirant avant ce terme, la commune aura à procéder à une nouvelle location, avec la stipulation que cette dernière cessera le jour ci-dessus indiqué.

Néanmoins l'usage des armes à feu sera interdit, tant pour l'exercice du droit de chasse que pour la poursuite du gibier, sur les terrains enclavés dans les fortifications ainsi que sur ceux situés dans un circuit de 225 mètres au plus des fortifications ou des forts, poudrières et autres établissements de

même nature, sous peine d'une amende de 20 à 150 marks, ou bien des arrêts jusqu'à quatre semaines.

La délimitation et l'abornement des rayons de sûreté auront lieu sur les dispositions à prendre par le Statthalter, en se conformant aux §§ 3 et 8 de la loi de l'Empire du 21 décembre 1871. (Bulletin des lois pour l'Empire, 1871, p. 459. Bulletin des lois pour l'Alsace-Lorraine, 1872, p. 133.)

§ 12. — Les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi seront prises par le Ministère.

II. — CIRCULAIRE DE M. MOUGEOT DU 16 JANVIER 1903

Paris, le 16 janvier 1903.

La France, avec la grande variété et la richesse de ses cultures, avec ses forêts, ses plaines et ses coteaux bien répartis, avec la grande étendue de ses côtes et l'heureuse distribution de ses cours d'eau, est un pays merveilleusement doué pour la chasse et pour la pêche. Cependant nous payons chaque année à l'étranger, malgré cette situation privilégiée, un tribut de plus de 20 millions de francs pour le gibier et le poisson que nous importons.

Je ne me préoccuperai aujourd'hui que de la chasse, et il importe que je rappelle que le gibier, qui possède en France une qualité supérieure, y était autrefois très abondant.

A cette heure, les forêts se dépeuplent, le lièvre et le chevreuil s'y font de plus en plus rares. La situation s'aggrave également dans les plaines : la perdrix, la caille, le lièvre, etc., harcelés, traqués sans rémission par des chasseurs imprévoyants, tendent à disparaître. Déjà certaines espèces de gibier ne se voient plus dans notre pays et d'autres n'existeront bientôt plus. On peut affirmer, sans crainte d'être taxé d'un pessimisme exagéré, que, à la façon dont vont les choses, la chasse, dans moins d'un demi-siècle, ne serait plus possible en France. On ne trouverait plus de gibier que dans quelques rares parties de notre territoire, où la chasse resterait le privilège des favorisés de la fortune.

La chasse n'existant plus dans notre pays, ce serait la disparition d'un exercice sain, hygiénique, parfois même utile pour assurer ou maintenir la vigueur et la souplesse de notre race; ce serait l'augmentation du tribut des importations étrangères; ce serait, en outre, pour le budget de

l'Etat et des communes, la suppression de ressources importantes provenant de la location des terrains de chasse, du produit de l'impôt sur les permis de chasse, sur la poudre, sur les chiens, etc... Il ne faut pas oublier que ces ressources financières assurées par le contribuable, quoique importantes, sont, en somme, légères à supporter, puisqu'elles constituent pour lui des charges volontaires.

Quelle atteinte ne serait pas portée aux commerces, aux industries, aux professions et aux métiers qui vivent ou profitent de la chasse dans une large mesure ? Que deviendraient les industriels de la fabrication des armes, des munitions, des équipements et des habillements de chasse ? Quel serait le sort des éleveurs de gibier, des marchands de chiens, des garde-chasses, des rabatteurs, etc... ? Quelle répercussion la suppression de la chasse n'aurait-elle pas sur les industries des transports : les chemins de fer, les voituriers, etc... et aussi à l'égard des hôteliers et des aubergistes ?

Aussi, ai-je résolu de chercher à parer à cet état de choses, car en faisant des efforts pour la reconstitution de nos chasses, j'ai la ferme conviction de faire œuvre utile en servant les intérêts de tous et, en particulier, ceux des modestes chasseurs de nos campagnes.

Je ne veux pas m'étendre sur les avantages que produira la reconstitution des chasses, j'entends par là, bien entendu, la propagation des espèces de gibier qui ne sont pas nuisibles à l'agriculture. Ce n'est pas seulement le budget de l'Etat qui y trouvera son compte, c'est aussi celui des communes rurales, et j'en pourrai citer des exemples montrant que par le fait de la location de chasses, les recettes communales se sont trouvées doublées. C'est un plus grand élément de prospérité assuré aux industries qui se rattachent à la chasse. C'est le petit chasseur rural qui, aujourd'hui, bat en vain des plaines désertes, qui trouvera agrément et profit à chasser sur des terrains giboyeux.

Pour arriver au résultat cherché, il faut d'abord organiser la chasse, en concevoir l'aménagement, faire ensuite du repeuplement et assurer la garde du gibier.

Je ne songe pas, pour l'organisation des chasses, à recourir à des mesures législatives empruntées à des nations voisines

qui ont produit, sans doute, d'excellents résultats, mais qui sont parfois bien sévères et qui ne sont pas en harmonie complète avec nos mœurs démocratiques.

J'estime que, pour arriver au but, il suffira de démontrer que l'intérêt général et l'intérêt des particuliers sont en parfaite concordance. C'est aussi en vulgarisant et en développant l'esprit d'initiative qui a déjà donné pour la chasse de si heureux résultats qu'on assurera la réussite d'une œuvre qui, profitant à tous, conservera un caractère franchement libéral.

Je crois devoir vous donner quelques indications sur la façon dont les chasses de plaine sont constituées dans certains pays.

Parfois, tous les propriétaires font abandon du droit de chasse au profit de la commune; celle-ci met directement en adjudication la chasse et le produit tombe dans la caisse municipale diminuant d'autant les charges communes. Le prix, quand le bail est consenti pour une assez longue durée, sert quelquefois à gager l'emprunt d'une somme importante affectée à l'exécution de travaux communaux urgents auxquels on ne pouvait satisfaire à l'aide des ressources ordinaires.

Dans d'autres cas, le produit des chasses est versé entre les mains du receveur municipal qui l'affecte au paiement des impôts des propriétaires fonciers au prorata de leurs droits sur les terrains loués.

La commune, dans d'autres régions, n'apparaît pas; les propriétaires des terrains constituent entre eux une sorte d'association qui leur donne les moyens de tirer un parti avantageux de parcelles qui, considérées isolément, sont sans valeur, et qui, groupées, donnent un terrain de chasse se louant parfois très cher.

J'appelle votre attention sur l'intérêt qu'il y a, pour augmenter le prix de location des chasses, à avoir des baux d'une assez longue durée. C'est surtout quand les chasseurs sont assurés de recueillir le fruit des efforts tentés pour le repeuplement des chasses, qu'ils consentent à payer un prix plus rémunérateur.

Il est aussi un autre procédé qui consiste, après avoir formé

une chasse, à l'exploiter au moyen d'actions, de parts ou de cartes; mais j'estime que ce procédé n'est pas à recommander; il tend, en effet, bien plus à la destruction du gibier qu'à sa conservation et les ressources que les communes peuvent en retirer sont aléatoires et toujours limitées.

L'application des deux premiers systèmes donne au contraire de bons résultats et le succès est bien plus grand encore quand on peut s'assurer le concours des chasseurs les plus modestes de la localité. C'est ce qu'obtiennent les Sociétés de chasse qui, s'inspirant de sentiments démocratiques et égalitaires et ayant la notion bien comprise de leurs propres intérêts, réservent une portion de leur chasse qui reste terrain banal. Cette chasse banale est ouverte à tous les chasseurs du pays, et il est inutile de présenter tous ses avantages dont le principal est de profiter du voisinage d'une chasse bien entretenue et bien surveillée et de devenir bien vite très giboyeuse.

Je ne saurais donc trop attirer votre attention sur l'intérêt que mérite avant toute autre cette dernière combinaison.

Par ces moyens d'organisation, on assurera sûrement la reconstitution des chasses, car elle sera le résultat des efforts communs des propriétaires, contribuables, chasseurs fortunés ou de condition modeste ayant tous des intérêts communs et coopérant tous à la même œuvre.

Le braconnier lui-même commettant ses larcins au préjudice de la communauté sera mieux surveillé et ses méfaits seront rendus plus difficiles.

Je me réserve aussi de donner de plus grandes facilités pour l'introduction du gibier venant de l'étranger destiné au repeuplement des chasses.

Enfin le gibier se vendra moins cher. Pourquoi, en effet, le temps ne viendrait-il pas où le prix du gibier, en France, serait diminué de moitié, comme dans les pays voisins, notamment en Allemagne, en Alsace, etc., où la reconstitution des chasses telle que je la préconise, a été appliquée depuis un certain nombre d'années.

Pour mener à bien mes projets, je considère que les premiers et les plus sûrs collaborateurs sont MM. les Maires et les Conseillers municipaux de nos communes rurales. Par

leur situation, par leur autorité, par l'estime dont ils jouissent parmi leurs concitoyens, ils pourront, avec le plus de chances de succès, faire ressortir les avantages du groupement des intérêts, prendre l'initiative de la *communalisation* de la chasse sur leur territoire, soit au profit de la commune, soit au profit des propriétaires.

Vous êtes vous-même, Monsieur le Préfet, non seulement le représentant légal du Ministre de l'Agriculture, mais aussi le mandataire tout particulièrement autorisé pour intervenir auprès des Maires qui connaissent la sollicitude avec laquelle vous savez les guider dans la défense et la propagation de leurs intérêts et qui aiment à recourir à vos conseils.

Je serai, au surplus, très heureux de récompenser par des distinctions honorifiques et les autres moyens en mon pouvoir tous ceux qui, dans la poursuite du but que je cherche à atteindre, m'auront donné des témoignages de leur initiative, de leur zèle et de leur dévouement.

Les agents et préposés des Eaux et Forêts, les professeurs d'agriculture, qui jouissent, parmi nos populations rurales, d'une confiance si légitimement acquise, sauront, comme je les y invite, aider à l'organisation de la *communalisation* des chasses par une propagande active, par des conseils ou par conférences.

C'est avec confiance, Monsieur le Préfet, que je fais appel à votre dévouée collaboration pour seconder mes efforts dans cette œuvre utile, féconde et démocratique que je tente d'accomplir : la chasse pour tous et par tous.

Agréez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de l'Agriculture,

LÉON MOUGEOT.

III.— PROJET DE LOI RELATIF A LA CRÉATION D'ASSOCIATIONS SYNDICALES DE CHASSE PROJET MADELIN-CHÉRON

Exposé des Motifs

La Commission permanente de la Chasse instituée au Ministère de l'Agriculture pour l'étude des améliorations à apporter à la législation de la Chasse, s'est préoccupée à diverses reprises de rechercher les modifications à introduire dans cette législation en vue :

1° D'assurer une exploitation rationnelle du droit de chasse pour favoriser le repeuplement et la conservation du gibier;

2° De sauvegarder les droits des petits propriétaires ruraux, représentant en France plus de dix millions de cotes foncières, en supprimant la chasse banale, qui s'exerce à leurs dépens, sans aucun profit pour eux et qui, par l'absence de toute réglementation, équivaut, en fait, à la destruction libre et sans frein du gibier par tous les porteurs de permis.

Dès 1903, M. Mougeot, Ministre de l'Agriculture, avait invité dans ce but les propriétaires à mettre leurs chasses en commun : mais ce système ne pouvait fonctionner qu'en cas d'adhésion de l'unanimité des intéressés.

En présence des résultats insuffisants donnés par ce procédé, la Commission de la Chasse a été amenée à faire intervenir le législateur en cette matière.

L'exemple de l'Alsace-Lorraine où l'exploitation obligatoire de la chasse au profit de la commune a donné les meilleurs résultats au double point de vue envisagé ci-dessus,

a incité la Commission à rechercher une solution susceptible de permettre l'exploitation en commun du droit de chasse par le groupement des propriétaires ou ayants-droit. Elle s'est efforcée de trouver un moyen terme entre la communalisation obligatoire, qui se heurte à nos habitudes et à notre conception justement jalouse du droit de propriété et la liberté absolue, qui aboutit trop souvent à la pratique de la chasse banale, en raison des difficultés qu'éprouvent les propriétaires à faire garder leur chasse.

Dans cet ordre d'idées, l'intérêt collectif étant en jeu, la Commission a été amenée à faire appel aux dispositions des lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 sur les Associations syndicales comme moyen d'arriver à la nouvelle organisation.

Quel est, en effet, l'objet de ces lois ? Créer une organisation qui permette, lorsque des travaux agricoles d'intérêt collectif sont reconnus susceptibles de valoir une amélioration à la généralité, de les entreprendre, en dehors des pouvoirs publics, avec le seul concours des intéressés, groupés en Association; le but poursuivi est de contraindre les dissidents à cesser toute obstruction, en les englobant dans l'Association pour le bien commun, pourvu qu'une majorité très importante dont le quantum est déterminé par la loi, se prononce en faveur des travaux.

Il est facile d'apercevoir que la situation est la même pour la mise en commun du droit de chasse. Si les circulaires qui prêchaient la communalisation facultative ont échoué, malgré les résultats bienfaisants qu'elles promettaient aux populations... c'est que l'unanimité était nécessaire dans chaque commune pour lui donner naissance; or l'unanimité est, pratiquement parlant, irréalisable.

En dehors même des mauvaises volontés, il se présente des difficultés pour ces arrangements amiables, du fait des biens des mineurs, d'interdits, d'absents, d'incapables, des immeubles dotaux, etc..., difficultés que la loi sur les Associations syndicales aplanit.

La Commission a également fait de larges emprunts à la loi du 20 août 1881 sur les chemins ruraux.

C'est sur ces bases qu'a été préparé le projet de loi qui

figure ci-après. Ce projet pose le principe que l'exploitation de la chasse pourra faire l'objet dans chaque commune d'une Association syndicale. Mais, étant donné la difficulté de réaliser une Association libre par le consentement de tous les intéressés, il a créé la possibilité d'imposer, le cas échéant, à une faible minorité, l'obligation de suivre l'avis de la grande majorité des intéressés.

Le but de la loi étant de favoriser l'exploitation de la chasse, il était naturel de permettre, en outre, aux propriétaires ou locataires de chasses d'une certaine étendue, de ne pas faire partie de l'Association. Cette disposition est, d'autre part, un encouragement au remembrement des chasses.

Il résulte de l'ensemble du projet de loi que, contrairement à ce qui se passe en Alsace-Lorraine où le groupement est obligatoire, la nouvelle organisation serait facultative et ne serait mise en vigueur que dans les communes où une opposition sérieuse ne serait pas manifestée.

La Commission a pensé que, dans ces conditions, l'application de la nouvelle loi pourrait avoir lieu dans les communes de régions très différentes et que si, au début, le nombre de ces communes était peu considérable, on pouvait espérer que les bons résultats obtenus inciteront les communes voisines à constituer des Associations syndicales. Mais, même si la loi ne devait pas prendre d'extension, dans certaines régions où la nature de la propriété ne s'y prête pas, elle ne rendrait pas moins des services très appréciables partout où elle serait appliquée.

En résumé, un des principaux avantages du projet de loi sera de permettre aux propriétaires de terrains dont la faible étendue s'oppose normalement à la constitution d'un lot de chasse autonome et d'une garderie spéciale, de mettre obstacle à la chasse banale sur ces terrains et de tirer eux-mêmes indirectement profit d'un droit inhérent à la propriété, mais destiné à rester illusoire sans le groupement.

Sous cet aspect, le projet de loi, loin de porter atteinte au droit de propriété, instituerait une garantie de l'exercice de ce droit en empêchant les abus de jouissance commis actuellement par les chasseurs qui sont même parfois étrangers à la commune.

PROJET DE LOI

créant des Associations syndicales du droit de Chasse

TITRE I

ARTICLE PREMIER. — Peut faire l'objet d'une Association syndicale autorisée entre propriétaires intéressés, l'exploitation de la chasse par groupement des parcelles sur le territoire d'une même commune. Les Associations syndicales constituées sur des communes différentes peuvent se grouper.

Ces Associations sont régies par les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888, pour toutes les dispositions auxquelles ne déroge pas expressément la présente loi.

ARTICLE 2. — Le Maire peut, sur sa propre initiative, ou doit sur un vote du Conseil Municipal ou sur la demande qui lui en est faite par écrit par cinq propriétaires groupant ensemble le 1/30^e de minimum du territoire communal, convoquer individuellement tous les intéressés. Il les invite à délibérer sur l'utilité du groupement de toutes les parcelles de la commune en vue de la location du droit de chasse. Le maire recueille les suffrages, constate par procès-verbal le vote des personnes qui ne savent pas signer, et y mentionne les adhésions envoyées par écrit.

ARTICLE 3. — Restent en dehors de ces Groupements et ne comptent pas, en conséquence, dans le calcul des majorités :

Les forêts de l'Etat ou celles où l'Etat a une part indivise de propriété ;

Les emprises de chemins de fer ;

Les terrains attenants à une maison habitée ou ceux entièrement clos; la clôture devra être permanente, continue, et empêcher le passage de l'homme et des animaux domestiques ;

Les cultures maraîchères permanentes ;

Les vergers, parcs, jardins d'agrément ou potagers.

ARTICLE 4. — Peuvent également rester en dehors de ces groupements, sur la demande écrite de leur propriétaire ou ayant-droit et signifiée au maire par lettre recommandée, avec accusé de réception et, dans ce cas, ne compteront pas dans le calcul des majorités :

Les immeubles de plus de 25 hectares d'un seul tenant, cette contenance minima étant réduite à 10 hectares quand il s'agit d'un bois et à 5 hectares, s'il s'agit d'étangs ou de marais ;

Les terrains sur lesquels par voie de regroupement du droit de chasse, en vertu d'actes ayant acquis date certaine avant l'ouverture de la procédure instituée par l'article 2, il a été constitué une chasse sur un ensemble de parcelles de plus de 25 hectares d'un seul tenant.

Lorsque la demande de retrait n'émane pas du propriétaire et si le bail de chasse doit venir à échéance avant la date d'expiration de l'Association syndicale, les propriétaires pourront au moment de la constitution de l'Association, entrer dans le calcul de la majorité sur leur demande pour faire ultérieurement partie de l'Association.

Sera considéré comme étant d'un seul tenant tout territoire :

- 1° Même coupé par des chemins de fer, par des routes ou par des cours d'eau ;
- 2° Même situé sur plusieurs communes limitrophes et n'ayant, sur aucune d'elles, la contenance minima exigée pourvu que l'ensemble ait le minimum obligatoire.

ARTICLE 5. — Si les $\frac{3}{4}$ des propriétaires représentant plus des $\frac{2}{3}$ de la superficie de la commune et payant plus des $\frac{2}{3}$ de l'impôt foncier afférent aux immeubles non bâtis, consentent à la mise en commun et à l'exploitation d'ensemble du droit de chasse, l'Association est constituée entre tous les propriétaires de la commune, sauf les réserves prévues aux articles 3 et 4.

Les propriétaires intéressés qui dûment convoqués et avertis des conséquences de leur abstention, ne formuleraient pas leur opposition par écrit ou omettraient de répondre

à la convocation du maire et de voter à l'Assemblée générale seront considérés comme ayant adhéré à l'Association.

Le droit de chasse sera mis en adjudication si, préalablement, l'Association Syndicale ne s'entend pas à l'amiable avec une Association de Chasseurs, propriétaires ou domiciliés dans la commune, sur un prix approuvé par le préfet.

ARTICLE 6. — Le maire représentant la commune pour les immeubles communaux compte, pour le vote, au même degré qu'un propriétaire particulier.

Si la commune s'est réservée par application de l'article 4 la libre disposition des biens communaux, elle devra les mettre en adjudication.

Si une commune possède des terrains* sur le territoire d'une autre commune, elle doit être considérée dans cette dernière comme un particulier; elle est soumise aux mêmes obligations lors de la mise en commun du droit de chasse.

ARTICLE 7. — Le maire dresse un procès-verbal et constate la formation de l'Association qui aura une durée de 9 années et transmet son avis au préfet avec celui du Conseil municipal. Le préfet, après avoir constaté l'exécution des formalités exigées par la loi, autorise l'Association s'il y a lieu.

ARTICLE 8. — Le produit de la location de la chasse sera réparti entre les propriétaires ou ayants-droit au prorata de la contenance des terrains qu'ils apportent à l'Association.

ARTICLE 9. — Au cas où une parcelle de moins de 10 hectares serait enclavée dans un immeuble réservé défini à l'article 4, ou dans une forêt dont l'Etat est propriétaire pour un tout ou à un titre indivis, elle sera détachée du lot commun et attribuée en location au détenteur du droit de chasse sur l'immeuble enclavant, moyennant versement par lui d'une redevance calculée suivant le prix de location payé à l'Association, cette location ayant nécessairement même durée que celle de l'ensemble des lots de chasse mis en commun.

Ces dispositions n'auront d'effet que si le maire a été saisi par les intéressés vingt-quatre heures au moins avant l'adjudication ou la location de leur intention d'user de cette faculté.

TITRE II

ARTICLE 10. — A titre transitoire, tous les baux de chasse concernant des terrains qui ne rentrent pas dans les cas prévus aux articles 3 et 4 et enregistrés avant la date de promulgation de la présente loi, devront être déposés à la mairie dans le délai de trois mois à partir de la date d'ouverture de la procédure prévue à l'article 2, les locataires devant être spécialement avertis.

Seuls ces baux seront opposables à l'Association Syndicale.

ARTICLE 11. — S'il existe des baux de chasse concernant des terrains qui ne rentrent pas dans les cas prévus aux articles 3 et 4, enregistrés après la promulgation de la présente loi, mais avant la date d'ouverture de la procédure prévue à l'article 2, l'Association syndicale pourra proposer d'assigner aux locataires de la chasse, aux lieu et place des parcelles antérieurement louées, un lot d'un seul tenant d'une superficie et d'une valeur égales.

En cas de contestation sur la valeur du lot de chasse attribué en échange, le juge de paix, saisi par la partie la plus diligente, nomme sur requête un expert pour en faire l'estimation et procède, sur le rapport de cet expert, au regroupement.

ARTICLE 12. — Les propriétaires des immeubles ayant fait l'objet des baux de chasse prévus à l'article 10 ne pourront entrer dans le calcul des majorités que si les baux doivent venir à échéance avant la date de dissolution de celui-ci.

ARTICLE 13. — Les baux opposables à l'Association dans les conditions qui précèdent ne pourront être renouvelés pendant la durée de l'Association; à l'expiration de ces baux, l'exploitation du droit de chasse tombera sous le régime de la présente loi.

ARTICLE 14. — Un règlement d'Administration publique déterminera les mesures nécessaires à l'application de la présente loi.

IV. — LE PROJET DE LOI SUR LA CHASSE DIT DE “ L'IMPOT CYNÉGÉTIQUE ”

TITRE PREMIER

SECTION I

Chasse et propriété du gibier

ARTICLE PREMIER. — La chasse est une dépendance du droit de propriété. Elle consiste dans la recherche, la poursuite et la capture du gibier.

ART. II. — Le gibier comme tout animal sauvage appartient par droit d'accession au propriétaire du sol sur lequel il se trouve, pourvu qu'il n'y ait pas été attiré par fraude ou par artifice.

ART. III. — Les appeaux et appelants sont licites pour la chasse du gibier de passage par sa nature migrateur, soit le jour, soit la nuit, sous la réserve, pour celui qui les emploie, de se conformer à la réglementation prévue par la présente loi.

ART. IV. — Le locataire ou concessionnaire de chasse est subrogé dans les droits du propriétaire bailleur ou cédant; il peut devenir responsable des dégâts du gibier vis-à-vis de ce dernier, sauf stipulation contraire.

En cas de conflit, les tribunaux de droit commun sont seuls compétents.

SECTION II

Impôt cynégétique

ART. v. — Le gibier étant un revenu du sol constitue une richesse économique et par suite une matière imposable.

ART. VI. — Tout propriétaire de terrains sur lesquels la chasse peut s'exercer, quelle qu'en soient la nature et l'étendue, sera frappé d'un impôt fixe de quarante francs et d'un impôt additionnel de vingt centimes par hectare ou fraction d'hectare. Les terrains clos d'un hectare au plus attenants à une habitation seront exonérés de ces deux impôts. On entend par terrain clos celui sur lequel on ne peut pénétrer sans commettre une violation de domicile.

Dans le cas de groupement, par un particulier ou par une commune, de plusieurs propriétés ou de plusieurs parcelles ainsi imposables en vue de faire garder la chasse et de l'exploiter rationnellement comme richesse économique, l'impôt fixe de quarante francs s'appliquera au seul ensemble des propriétés ainsi groupées et non à chacune d'entre elles.

Dans le cas où le même groupement serait fait par une Association cynégétique légalement constituée, dans le même but de faire garder la chasse par des agents assermentés à sa charge et de l'exploiter rationnellement pour le compte de ses membres, l'impôt fixe de quarante francs, s'appliquera également au seul ensemble des propriétés ainsi groupées et non à chacune d'entre elles. De plus, pour favoriser la constitution de telles associations, l'impôt additionnel de vingt centimes par hectare ne sera perçu que sur les organisations de chasse dont le budget annuel de dépenses sera de quinze mille francs et au-dessus.

ART. VII. — Tout propriétaire de terrains d'une étendue supérieure à dix hectares et sur lesquels la chasse peut s'exercer, qui ne fera pas garder la chasse sur son fonds par un agent assermenté à sa charge, et qui s'abstiendra, dans ce cas, de céder son droit de chasse à une commune ou à une Association cynégétique agissant pour réaliser les buts définis par les deux derniers paragraphes de l'article VI, paiera

un impôt fixe de soixante-quinze francs et un impôt additionnel de cinquante centimes par hectare ou fraction d'hectare. Il pourra en outre être rendu civilement responsable des délits de braconnage commis sur son propre terrain.

ART. VIII. — Il n'est perçu aucun impôt sur les gardes particuliers ni aucune taxe sur les locations de chasse, le locataire n'étant tenu que de l'impôt prévu à l'article VI.

ART. IX. — Les recettes générales de l'impôt cynégétique comprennent, en outre, les taxes visant les différents permis de port d'armes et l'octroi des différentes licences de chasse et de destruction des animaux nuisibles à l'aide du fusil après la fermeture de la chasse.

Un chapitre spécial du budget sera prévu pour les dépenses cynégétiques.

TITRE II

SECTION I

Expropriation du droit de chasse

ART. X. — Les personnes morales, comme l'Etat, les communes, les établissements publics, ne pouvant exercer le droit de chasse sur les terrains qui leur appartiennent en propre, leur domaine cynégétique sera mis en adjudication selon les règles prévues par l'ordonnance du 20 juin 1845 ou de tout autre règlement d'administration publique qu'il conviendra d'établir.

La durée des baux de chasse ne pourra être inférieure à neuf années.

Les baux en cours ne seront pas annulés et les impositions afférentes entièrement respectées.

Ceux des communes pourront être renouvelés de gré à gré. Ils le seront de plein droit, sans augmentation de prix, lorsque les locataires auront créé et aménagé la chasse, sauf abandon volontaire de la part de ces derniers.

ART. XI. — Les lots qui ne trouveraient pas d'acquéreurs seront transformés en réserves de chasse à gibier, si leur étendue le permet.

ART. XII. — Le domaine cynégétique des particuliers, pour si minime que soit son étendue, ne peut être l'objet d'une expropriation.

Chaque propriétaire de terrain de chasse pourra se soustraire à l'impôt cynégétique :

1° En abandonnant son droit de chasse à la commune;

2° En traitant de gré à gré avec d'autres particuliers ou associations pour la cession de son droit;

3° En formant, soit avec ses voisins, soit avec des chasseurs non propriétaires de terrains de chasse, une association cynégétique pour l'exploitation en commun du droit de chasse.

L'impôt sera alors établi comme il est prévu à l'article vi du titre premier, si les prescriptions dudit article se trouvent remplies.

L'étendue d'un domaine cynégétique pour bénéficier des dispositions de l'article vi ne pourra être inférieure, comme superficie, à deux cents hectares s'il se trouve en plaine; cent hectares s'il est composé de bois et marais ou de bois seulement. Dix hectares, s'il est composé d'étangs et marais, dans le cas où il serait exploité par une association cynégétique.

S'il est constitué et exploité par un particulier les minima ci-dessus sont réduits de moitié.

ART. XIII. — Les revenus des locations de chasse sur les domaines appartenant à l'Etat, aux communes et aux établissements publics seront versés à la caisse des fonds cynégétiques prévue par l'article ix.

Lorsqu'un particulier aura abandonné son droit de chasse à la commune, il sera indemnisé d'après le prix moyen de location de chasse par hectare dans la région et cette indemnité viendra en déduction de ses impositions directes.

SECTION II

Limitation du droit de chasse

ART. XIV. — En vue de la protection des récoltes et de la conservation du gibier, l'Etat limite les périodes pendant lesquelles il est permis de chasser, de transporter et de vendre du gibier.

ART. XV. — Les dates générales d'ouverture et de fermeture seront établies chaque année par décret, pour les différentes espèces et par zones.

Tous les pouvoirs des préfets en matière de chasse sont supprimés, exception faite pour les arrêtés visant la sécurité publique.

Les usagers du droit de chasse continuent à être responsables des dégâts qu'ils pourraient causer aux récoltes, eux et leurs chiens.

ART. XVI. — La chasse, sauf les exceptions prévues par la présente loi, est interdite pendant la nuit qui commence une heure après le coucher du soleil et finit une heure avant le lever.

Il est, en outre, interdit de chasser en temps de neige, c'est-à-dire toutes les fois que la couche de neige est suffisante pour suivre la trace du gibier.

ART. XVII. — L'emploi des collets, des filets, des lacets, des chiens lévriers, charnaigres est formellement interdit pour quelque chasse que ce soit, même pour la destruction des animaux nuisibles.

ART. XVIII. — La chasse à courre, à cor et à cris, ne peut se continuer sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire ou du détenteur du droit de chasse, sauf le cas où l'animal de chasse est présumé sur ses fins; le propriétaire de l'équipage ou le maître de l'équipage doit être titulaire d'un permis de chasse dans les mêmes conditions qu'un chasseur à tir.

Il est en outre défendu de ramasser sur le terrain d'autrui du gibier tué ou blessé, sans la permission de celui qui a le droit de chasse,

ART. XIX. — La chasse, la destruction, la capture, le colportage, la vente et l'achat des oiseaux utiles à l'agriculture est interdite en tout temps et en tous lieux, quel que soit le mode de capture employé.

L'emploi des armes à feu dans un rayon de 50 mètres des habitations et sur les routes et chemins sera prohibé, sauf le droit du propriétaire de repousser les animaux nuisibles, lorsque ceux-ci causent un dommage direct et immédiat.

SECTION III

Réglementation du droit de chasse

ART. XX. — Sont autorisés tous les modes de chasse qui ne sont pas expressément interdits par la présente loi, sous les réserves suivantes.

ART. XXI. — Nul ne pourra porter une arme à feu, apparente ou cachée, ainsi que tout engin de chasse licite, s'il n'a obtenu la délivrance d'un des permis de port d'armes indiqués ci-après :

1° Permis de port d'armes. — Ce permis sera valable sur tout le territoire pendant un an, date de sa délivrance, son coût sera de cinquante francs. Il ne donnera pas droit au port d'armes de chasse.

2° Permis de port d'armes de chasse. — Ce permis sera valable pendant la période d'ouverture de la chasse seulement et dans le département de sa délivrance et les arrondissements limitrophes des départements voisins. Son coût sera de quarante francs.

L'emploi des armes à longue portée à canon rayé pour le tir de la balle sera réglementé par un décret.

3° La chasse de la sauvagine, du gibier d'eau, à la hutte, au gabion, en barque ou canot, et la chasse avec des fusils ou canons canardiers d'un calibre supérieur au calibre huit (vingt-deux millimètres de diamètre intérieur) ainsi que toute chasse prévue pour certains gibiers après la fermeture générale, ne seront autorisées que moyennant l'obtention d'une licence spéciale du coût de cent francs.

Les gardes-chasses pourront porter en tous temps un fusil de chasse, sans être munis d'un permis de port d'armes, avec l'autorisation écrite de leur commettant, tant pour leur défense que pour la destruction des animaux nuisibles.

ART. XXII. — La demande de ces différents permis ou licences sera faite sur papier timbré et visée par le maire de la résidence ou du domicile du postulant. Le maire devra s'assurer que le demandeur ne tombe pas sous le coup d'une des prohibitions prévues par la loi.

Deux photographies à la dimension réglementaire pour les cartes d'identité devront accompagner la demande.

Les autorités administratives devront en outre exiger l'annexion d'un extrait régulier du casier judiciaire; elles pourront réclamer avant la délivrance du permis le cahier n° 2, et dans ce cas en feront consigner le coût au postulant.

ART. XXIII. — Les différents permis ou licences seront refusés :

1° A tout individu majeur qui ne sera pas personnellement inscrit ou dont le père ou la mère ne seront pas inscrits au rôle des contributions.

2° A tout individu qui, pour une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'article 42 du Code pénal, autres que le droit de port d'armes.

3° A tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique.

4° A tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre, de menaces écrites ou de menaces verbales avec ordre et sous conditions, d'entraves à la circulation des grains, de dévastation d'arbres et de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme.

5° A ceux qui auront subi trois condamnations pour ivresse publique, à ceux qui ont été condamnés pour vagabondage, mendicité, contrebande, vol, escroquerie ou abus de confiance.

6° Aux étrangers qui ne justifient pas d'autres moyens d'existence qu'un salaire journalier, hebdomadaire ou mensuel.

7° Aux indigents qui recevront des secours de l'Etat, du département ou de leur commune.

ART. XXIV. — Les différents permis de port d'armes ou licences ne seront pas délivrés :

1° Aux mineurs en dessous de vingt et un ans, à moins qu'ils ne soient demandés pour eux par leur père, mère, tuteur ou curateur porté au rôle des contributions.

2° Aux femmes mariées sans le consentement de leur mari.

3° Aux interdits, aliénés ou faibles d'esprit.

4° A ceux qui, par suite de condamnation, sont privés du droit de port d'armes.

5° A ceux qui n'ont pas exécuté les condamnations, ni payé les amendes prévues par la présente loi.

6° A tout condamné placé sous la surveillance de la haute police, enfin à tous les individus connus pour se livrer habituellement au braconnage ou au recel du gibier braconné.

7° A tous ceux qui ont été condamnés en vertu de l'article 43 de la présente loi.

ART. XXV. — Tout permis ou licence délivré par erreur ou obtenu par fraude, sera annulé. Tout porteur de permis ou licence qui rentrera, par suite de condamnation, dans le cas des incapacités prévues à l'article xxiii, aura son permis annulé.

Les délinquants seront alors poursuivis, le cas échéant, pour chasse sans permis.

ART. XXVI. — L'emploi des furets et des bourses pour la capture des lapins n'est toléré qu'aux propriétaires ou détenteurs du droit de chasse, qui devront être munis en outre d'un des permis de port d'armes.

Une taxe spéciale de 3 francs sera perçue sur les furets.

ART. XXVII. — L'emploi du miroir et de la chouette pour la chasse aux alouettes n'est soumis à d'autre permis que le permis spécial de port d'armes de chasse,

ART. XXVIII. — En cas de perte, les permis de port d'armes et licences pourront être remplacés par duplicata sans autre frais que le paiement du timbre de la demande et du duplicata.

Le permis adiré sera annulé par arrêté du préfet ou du sous-préfet.

TITRE III

SECTION I

Police rurale et de contre-braconnage

ART. XXIX. — La protection efficace et rationnelle de la chasse et du gibier exige la répression du braconnage et la destruction des animaux et oiseaux de proie.

L'une et l'autre rentrent dans les attributions de la police rurale et de contre-braconnage.

ART. XXX. — Il est créé dans chaque canton rural une brigade de police rurale et de contre-braconnage. Cette brigade sera, en principe, composée de quatre agents et un brigadier. Elle pourra être augmentée si la superficie du canton l'exige. Les brigades ainsi créées seront groupées par département sous le commandement d'un capitaine de police rurale.

L'administration et la direction générales de cette police rurale et de contre-braconnage est rattachée au ministère de l'Agriculture. Les pouvoirs, avantages et prérogatives des agents, brigadiers et officiers sont assimilés à ceux de la gendarmerie.

Les agents, brigadiers et officiers de la police rurale ne sont pas tenus au port de l'uniforme.

Un règlement d'administration publique précisera l'organisation et les conditions du recrutement de ces brigades.

ART. XXXI. — Dans chaque département, il sera formé par les soins des autorités administratives, une commission cynégétique.

Cette commission sera composée :

1° des présidents ou délégués des associations cynégétiques du département constituées et agissant en conformité des buts précisés à l'article VI de la présente loi ;

2° des propriétaires et locataires de chasses gardées d'une superficie répondant aux stipulations des deux derniers paragraphes de l'article XII situées dans le département en totalité ou pour la plus grande partie;

3° des présidents ou délégués des syndicats agricoles du département;

4° des présidents ou délégués des fédérations départementales de sociétés de chasse ;

5° des présidents d'arrondissement ou des délégués des grandes sociétés nationales qui s'occupent de la répression du braconnage et de l'organisation de la chasse.

Cette commission se réunira tous les trois mois au chef-lieu du département pour discuter les questions intéressant la chasse et la culture de la région. Ses réunions seront présidées par le capitaine de police rurale. Celui-ci résumera les vœux qui auront été formulés et leur donnera la suite qu'ils comporteront.

ART. XXXII. — Il sera créé une école spéciale de gardes où tous les brigadiers devront faire un stage de trois mois.

ART. XXXIII. — La police rurale et de contre-braconnage étant rattachée au Ministère de l'Agriculture se tiendra en contact permanent avec l'administration des Eaux et Forêts.

ART. XXXIV. — Les agents, brigadiers et officiers jouiront de la gratuité des transports par voie ferrée, dans leur service.

Les officiers n'en seront pas obligés de se loger au chef-lieu de leur résidence.

SECTION II

Destruction des animaux nuisibles

Entretien des chasses et leur exploitation rationnelle

Dressage des chiens d'arrêt

ART. XXXV. — Les officiers de police rurale ont le contrôle permanent de la destruction des animaux nuisibles.

Ils prendront de concert avec les détenteurs du droit de chasse toutes les mesures utiles, mais ils ne pourront opérer

des battues, sauf pour la destruction des loups, sans le consentement des propriétaires ou locataires du droit de chasse, à moins d'en avoir l'ordre formel de l'autorité supérieure.

Les pouvoirs des maires prévus par l'article 90, paragraphe 9 de la loi du 5 août 1884, sont supprimés et transférés aux officiers de police rurale.

ART. XXXVI. — Tout titulaire du droit de chasse pourra en tout temps, par tous les moyens et engins non prohibés par la présente loi, détruire les animaux nuisibles sur ses territoires, sous la réserve, pour l'emploi du fusil après la clôture de la chasse, d'être muni du permis général de port d'armes.

L'utilisation des chiens autres que les terriers sera interdite du 1^{er} mai au 14 juillet au marais. Toutefois, la recherche des parades et des couvées, nécessaire pour assurer la bonne réussite de ces dernières, pour déterminer les points d'agrainage et procéder au recensement du cheptel gibier, sera autorisée en tous temps, au chien d'arrêt, pour le propriétaire ou le locataire de chasse ou leurs préposés, à la condition qu'ils ne soient pas porteurs d'armes de chasse et soient munis, en temps de fermeture, d'une autorisation du capitaine de la police rurale.

L'usage et la pose des mues de reprises pour faisans et perdrix sont autorisés pendant le temps où la chasse est ouverte, dans les champs et les bois, à une distance d'au moins trois cents mètres des propriétés riveraines, aux propriétaires et locataires de chasses agissant sur leurs fonds, ou à leurs préposés, à la condition qu'une déclaration ait été faite à la préfecture du département intéressé quinze jours au moins avant l'ouverture.

Cette déclaration sera transmise aux officiers de la police rurale qui devront s'assurer que les reprises ont bien pour objet la mise en réserve de reproducteurs pour l'année suivante.

Sous la même condition de déclaration, semblable autorisation sera accordée pour la reprise en tous temps dans les parcs et terrains clos servant à l'élevage du gibier.

Le transport du gibier vivant est interdit en tous temps à moins d'une autorisation ministérielle qui ne sera accordée qu'aux personnes produisant un récépissé de l'une quelcon-

que des déclarations prévues par les deux paragraphes précédents.

Le dressage du chien d'arrêt nécessitant la recherche du gibier sera autorisé en tous temps à la condition que le maître ou conducteur opère sur ses propres terrains de chasse ou avec le consentement des ayants-droit, qu'il ne soit pas porteur d'une arme de chasse et soit muni d'une autorisation du capitaine de la police rurale, constatant l'existence du ou des chiens à dresser.

L'animal nuisible tué après la fermeture de la chasse ne pourra, lorsqu'il aura la qualité de gibier, circuler ni être vendu sans un certificat d'origine.

ART. XXXVII. — Sont considérés comme animaux nuisibles et peuvent être abattus lorsqu'ils sont à plus de cinq cents mètres des habitations, les chats et aussi les chiens qui errent et chassent sans surveillance et sans collier avec plaque adresse de leur propriétaire.

Toutefois, les chiens de chasse dont les maîtres seraient connus, ne seront pas abattus, mais leurs maîtres seront rendus responsables et verbalisés en conformité des peines prévues par le titre IV de la présente loi.

ART. XXXVIII. — L'emploi du poison pour la destruction des animaux nuisibles sera entièrement contrôlé par les officiers de la police rurale qui prendront ou prescriront toutes les mesures de précaution nécessaires pour éviter les accidents.

ART. XXXIX. — Les pièges destinés à la capture des animaux nuisibles devront être placés à une distance des habitations et des routes ou chemins suffisante pour que des accidents ne soient pas à craindre.

TITRE IV

SECTION I

Nature et définition des délits

ART. XL. — Les délits de chasse diffèrent suivant qu'ils ont été commis par le détenteur du droit de chasse sur

son propre terrain de chasse ou par un individu quelconque sur le terrain d'autrui.

Dans le premier cas, ils constituent une infraction à la loi sur la chasse, dans le second un délit de droit commun réprimé par le code pénal et la juridiction correctionnelle. L'article 463 du code pénal n'est pas applicable aux infractions visées dans la première catégorie.

ART. XLI. — Commet une infraction à la loi en chassant sur son terrain de chasse, celui :

a) qui n'a pas obtenu la délivrance d'un des permis ou licences prévus par la présente loi;

b) qui détruit les nids et couvées des oiseaux utiles à l'agriculture, ainsi que les oiseaux portés sur la liste, de la Convention internationale de 1902;

c) qui ne se conforme pas aux obligations du cahier des charges des locations de chasses appartenant à l'Etat, aux communes et aux établissements publics;

d) qui chasse en dehors des périodes pendant lesquelles la chasse est ouverte, qui chasse en temps de neige, ou pendant la nuit, exception faite des dérogations prévues pour la chasse du gibier d'eau;

e) qui emploie des engins prohibés ou des drogues ou appâts destinés à attirer le gibier, à l'enivrer ou à le détruire ;

f) qui attire le gibier sur son terrain par fraude ou par artifice, exception faite pour l'emploi des appelants et appeaux nécessaires pour les chasses autorisées par la présente loi;

g) qui colporte ou vend du gibier quand la chasse est fermée.

ART. XLII. — Commet un délit de droit commun assimilable au vol, celui qui s'empare du gibier mort ou vivant sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire ou détenteur du droit de chasse. Le fait de pénétrer avec une arme ou des engins de chasse ou accompagné de chiens sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de l'ayant-droit, constitue le délit précité.

ART. XLIII. — Le braconnage est un vol qualifié.

Est déclaré braconnier tout individu qui chasse sur le terrain d'autrui ;

1° sans être muni d'un permis de port d'armes ;

2° en dehors des périodes où la chasse est ouverte ;

3° la nuit ou en temps de neige ;

4° qui, après sommation, refuse de justifier de son identité ;

5° qui, n'étant pas titulaire du droit de chasse, a colporté ou vendu du gibier sans justification d'origine ou tué à l'aide d'engins prohibés ;

6° qui, n'étant pas titulaire du droit de chasse, a été pris deux fois la même année sur le terrain d'autrui ;

7° qui chasse avec des bourses et furets sans autorisation du lieutenant de la police rurale.

La capture du gibier faite dans ces conditions est assimilée au vol qualifié de récoltes ; la recherche ou la poursuite du gibier à la tentative de vol qualifié.

ART. XLIV. — Les propriétaires et locataires de droits de chasse devront indiquer leurs limites par des pancartes permanentes et apparentes placées aux abords des voies d'accès.

SECTION II

Des peines

ART. XLV. — Les infractions prévues par l'article 41 sont passibles d'une amende de 100 à 1.000 francs suivant leur gravité et leur importance.

Les délits visés par l'article 42 relèvent des articles du code pénal relatifs au vol simple, lorsqu'ils sont commis par un contrevenant titulaire d'un permis de port d'armes, sans toutefois que l'amende infligée puisse être inférieure à 100 fr.

Les délits visés par l'article 43 sont assimilés au vol qualifié et passibles d'une amende de 200 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de 15 jours à 3 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. XLVI. — Constituent des circonstances aggravantes et pourront entraîner le maximum de la peine le fait pour le délinquant d'être déguisé, d'user de violences ou d'intimidation envers les personnes, de s'introduire dans des terrains clos ou attenant à une habitation.

ART. XLVII. — Lorsque le délinquant aura été convaincu de faire partie d'une association de braconnage, la pénalité sera doublée et la peine d'emprisonnement toujours maintenue. Les membres de l'association seront poursuivis comme complices. Les complices subiront les mêmes condamnations que l'auteur principal.

ART. XLVIII. — En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée dans les délits visés par l'article 43.

L'amende sera doublée dans les infractions et délits visés par les articles 41 et 42.

Il y a récidive lorsque dans les douze mois qui ont précédé le délit nouveau, le délinquant a été condamné en vertu de la présente loi.

ART. XLIX. — Tout jugement de condamnation prononce la confiscation des armes, engins et autres instruments de chasse avec lesquels le délit a été consommé. Il ordonne en outre la destruction des engins prohibés.

Dans le cas cependant où le délit aura été commis sur son fonds par le propriétaire ou le détenteur de la chasse, la confiscation des armes autorisées n'aura pas lieu si le délinquant est titulaire d'un permis de port d'armes.

De même : pour le délit de chasse commis sur le terrain d'autrui en temps d'ouverture de la chasse avec des armes licites, celles-ci pourront ne pas être confisquées si le délinquant est muni d'un permis de port d'armes, prouve sa bonne foi et n'a pas été déjà verbalisé sur la même propriété.

Le délinquant qui ne remettra pas les armes et engins confisqués sera toujours passible du maximum de la peine.

ART. L. — En cas de conviction de plusieurs délits prévus par la présente loi, par le code pénal ou par les lois

spéciales, la peine la plus forte sera toujours prononcée. Les peines encourues pour des faits postérieurs à la déclaration d'un procès-verbal d'infraction ou de délit pourront être annulées, s'il y a lieu, sans préjudice des peines de la récidive.

ART. LI. — Les officiers, brigadiers et agents de la police de logis, brigadiers de gendarmerie et gendarmes, gardes forestiers, gardes assermentés des particuliers, embrigadés ou non, commissaires de police et leurs agents, douaniers et agents de l'octroi, dans leurs attributions, sont chargés de la constatation des délits et d'en dresser procès-verbal.

Ces procès-verbaux devront être affirmés dans le délai de 48 heures et enregistrés dans le délai de six jours à partir du moment où ils ont été clôturés. Ils font foi jusqu'à preuve contraire.

Les délits peuvent en outre être établis par toutes les preuves de droit commun.

ART. LI. — En cas de condamnation pour les infractions et délits prévus par la présente loi, les tribunaux pourront priver le contrevenant du droit d'obtenir un permis de port d'armes.

En cas de récidive ou de condamnation pour le délit de braconnage prévu à l'article 43, cette privation sera toujours prononcée pour un temps de une à dix années.

ART. LIII. — Les gratifications attribuées aux agents subalternes et prévues par les lois antérieures non abrogées seront triplées et prélevées sur le produit des amendes dont le reliquat sera versé à la caisse des fonds cynégétiques.

SECTION III

De la poursuite et du jugement

ART. LIV. — Toutes les infractions et tous les délits prévus par la présente loi seront poursuivis d'office par le ministère public sans préjudice du droit conféré aux parties lésées par l'article 182 du code d'instruction criminelle.

Le procès-verbal du garde de la partie lésée ou la plainte

de celle-ci suffira pour mettre en mouvement l'action publique.

ART. LV. — Ceux qui auront commis conjointement des infractions ou délits à la présente loi seront condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais.

ART. LVI. — Le père, la mère, le tuteur, les maîtres et commettants sont civilement responsables des délits et infractions à la présente loi commis par leurs enfants mineurs, non mariés, pupilles demeurant avec eux, domestiques ou préposés, sauf tous recours de droit. Cette responsabilité sera réglée conformément à l'article 1384 du code civil et ne s'appliquera qu'aux dommages-intérêts et frais.

ART. LVII. — Toute action relative aux délits et infractions prévus par la présente loi sera prescrite, à compter du jour de l'infraction ou du délit, par un an dans le premier cas prévu par l'article 40, et par trois ans dans le deuxième cas.

TITRE V

ART. LVIII. — Un règlement d'administration publique déterminera le prix et les conditions de l'apposition des estampilles ou des timbres justifiant que les conserves de gibier ont été fabriquées pendant que la chasse était ouverte. Toute contravention aux dispositions de ce règlement sera passible des peines prévues aux articles 45 et suivants de la présente loi.

ART. LIX. — L'organisation de la Caisse des Fonds Cynégétiques sera également réglée par décret en même temps que celle de la police rurale et de contre-braconnage et des écoles des gardes.

ART. LX. — Sont maintenues toutes les dispositions légales ou administratives qui ne sont pas contraires à la présente loi.

V.— ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE

Statuts

Entre les soussignés et ceux qui, par la suite, adhéreront aux présents statuts :

1° Il est fondé dans la commune de, une Association d'intérêt communal, sous le nom d'Association Communale de Chasse de.....

2° L'Association a pour but de syndiquer les propriétaires cultivateurs et habitants de la commune, ainsi que les étrangers qui seraient admis, en vue de l'organisation de la chasse, et de la protection des propriétés et des récoltes.

3° Par le fait même de leur adhésion, tous les sociétaires font apport à l'Association, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, de leurs droits de chasse, et les lui abandonnent sur tous les biens qu'ils possèdent, sur le territoire de la commune de et ceux voisins.

Ils lui donnent charge et pouvoir d'agir en leur nom pour tout ce qui s'y rapporte, et notamment pouvoir de s'affilier à tous organismes poursuivant des buts analogues aux siens.

4° Le siège de l'Association est fixé à.....

5° L'Association aura une durée de trente années, à dater du jour de sa constitution, avec faculté, toutefois, au profit de chaque associé, de se retirer après chaque période de cinq ans, en prévenant trois mois d'avance par lettre recommandée adressée au président de l'Association. Par suite, il sera libéré de tout engagement envers ladite société,

Au décès d'un sociétaire, l'Association se continuera avec les héritiers de ce dernier, dans les mêmes conditions.

Faute d'être dénoncée, après décision prise en Assemblée générale, à la majorité des voix, un an avant son expiration, soit la vingt-neuvième année, l'Association se continuera par voie de tacite recoduction, pour une nouvelle durée de trente ans, aux mêmes conditions.

6° L'Association a pour but :

a) l'intensification de la production du gibier par la protection des nichées, le repeuplement, l'élevage, la destruction des nuisibles, la répression du braconnage, et l'exploitation rationnelle de la chasse.

b) la défense des propriétés et des récoltes.

7° La surveillance et la police seront exercées :

a) par les sociétaires qui s'engagent à prêter leur concours à l'Association ;

b) par des gardes assermentés ;

c) par le garde communal dont on demandera le concours.

8° Les sociétaires s'engagent à se conformer aux statuts et aux décisions prises par la société pour l'exercice de la chasse, à se conformer aux lois et règlements et à respecter les propriétés et les récoltes.

9° Les ressources de la société se composent :

a) des cotisations annuelles versées par les sociétaires ;

b) des amendes ou pénalités provenant des contraventions ;

c) des dons en nature ou en argent faits pour l'entretien du gibier et le repeuplement ;

d) des subventions qui pourraient lui être accordées.

Le montant de ces cotisations sera fixé par l'Assemblée annuelle.

10° Les sociétaires recevront, en payant leur cotisation, une carte qui leur servira de titre pour chasser, et devra être présentée à toute réquisition.

11° L'Association est administrée par un bureau de six membres élus pour quatre ans, renouvelable par moitié, tous les deux ans.

Le Bureau nomme, à la majorité, un président, un vice-président, un trésorier, un secrétaire.

Le président représente l'Association, il a tous pouvoirs pour agir seul et exercer ses actions, même en justice, soit directement, soit par voie d'affiliation, ou tout autre moyen, en déléguant ses pouvoirs à toutes autres sociétés s'intéressant au même but.

Il peut déléguer ses pouvoirs à un membre du comité.

En cas d'absence ou d'empêchement, le vice-président le remplacera d'office.

Le secrétaire tient les registres des procès-verbaux, s'occupe des formalités et de la correspondance.

Le trésorier est chargé de la gestion financière.

12° Le président, avec l'assistance du conseil, assure l'administration intérieure de l'Association. Il veille à l'application des statuts et du règlement, à l'exécution des décisions de l'Assemblée générale, à la répression des fautes et abus, à l'exclusion, pendant un certain temps, des personnes coupables d'infractions graves.

13° Chaque année, l'Association tient une assemblée générale statutaire, dans les deux mois qui précèdent l'ouverture de la chasse.

Il peut être convoqué d'autres assemblées générales sur l'invitation du Bureau ou d'un groupe de dix membres.

14° L'Assemblée générale pourra nommer des commissions pour étudier les questions intéressant la bonne marche de l'Association, garde, élevage, repeuplement, piégeage, afin d'assister le président et de l'aider à les résoudre.

15° Un règlement intérieur soumis à l'approbation de l'Assemblée générale déterminera les droits et obligations des sociétaires, les conditions d'exercice de la chasse, l'organisation des services, les sanctions en cas d'infraction.

16° Chaque adhérent mettra sa signature au bas des présents statuts.

VI.— STATUTS DE FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE

3^e RÉGION CYNÉGÉTIQUE

Union des Fédérations Départementales de Chasse
du Centre et du Sud-Est de la France

FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES SOCIÉTÉS DE CHASSE DU RHONE

ARTICLE PREMIER (1). — Entre les Sociétés et Associations de chasse, les chasseurs, propriétaires, cultivateurs et locataires de lieux de chasse dans le Département du Rhône, qui adhèrent ou adhèreront aux présents statuts, une Association est formée, régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901.

Dénomination

ART. 2. — Cette Association prend le nom de « Fédération Départementale des Sociétés de Chasse du Rhône ».

Buts

ART. 3. — La Fédération a pour but d'assurer par tous les moyens possibles et licites l'amélioration et la protection

(1) La Fédération a été déclarée à la Sous-Préfecture de Villefranche-sur-Saône, sous le N° 173, le 27 mai 1910 (*J. O.* du 5 juin 1910).

de la chasse dans le Rhône en coordonnant les efforts de ses membres.

Elle se propose notamment :

1° D'intervenir efficacement auprès du législateur et des autorités municipales et départementales pour obtenir la protection et la défense des intérêts des chasseurs par une législation et une réglementation appropriées à la situation actuelle. De s'affilier pour cela aux organismes poursuivant des buts analogues au sien.

2° D'être l'organisme du Contentieux des questions de chasse : baux, assurances, poursuites et recours devant les Tribunaux en matière de chasse.

3° De rendre plus facile et plus économique à ses adhérents, soit par des traités avec les éleveurs, soit même par l'installation d'un ou plusieurs parcs d'élevage, le repeuplement en gibier.

4° D'encourager par des primes, par des battues organisées par le piégeage, etc., la destruction des animaux nuisibles de toute espèce; la protection des nichées et des couvées.

5° De poursuivre enfin énergiquement, soit en organisant un système de primes et récompenses à accorder aux gardes, soit en faisant assermenter des gardes à son nom ou au nom des Eaux et Forêts, soit en engageant elle-même des poursuites ou en intervenant comme partie civile ou autrement dans des poursuites déjà engagées devant les tribunaux contre des braconniers, colporteurs, recéleurs, maraudeurs, etc., etc., la répression du braconnage, de la divagation des chiens, colportage du gibier, etc.

ART. 4. — L'adhésion à la Fédération n'entraîne de la part des adhérents aucun abandon, même partiel, de leur droit de chasse. Chacun gardera son autonomie et son indépendance sur ses propres terrains.

Cependant, en ce qui concerne certains éléments du droit de chasse, savoir : le droit de faire garder, de verbaliser et de poursuivre par toutes les voies de droit la répression des infractions de chasse, les adhérents aux présents statuts, tout en conservant la faculté de les exercer eux-mêmes,

reconnaissent et en tant que de besoin cèdent à la Fédération le droit de les exercer elle aussi, soit seule, soit conjointement avec eux, et sur tous leurs terrains, et d'employer notamment pour cela des gardes assermentés à son nom ou au nom de l'Administration des Eaux et Forêts.

Siège

ART. 5. — Le siège de la Fédération est à Lyon, 9, quai Jules-Courmont. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la Ville, ou dans toute autre ville par simple décision du Conseil d'administration.

Durée

ART. 6. — L'existence de la Fédération remonte au 27 mai 1910, date du dépôt des statuts primitifs à la Sous-Préfecture de Villefranche-sur-Saône.

Sa durée est illimitée.

L'exercice annuel commencera le 1^{er} juillet et finira le 30 juin.

Admission — Radiation

ART. 7. — L'accès de la Fédération est ouvert aux Sociétés, Associations et personnes désignées à l'art. 1. Quel que soit le siège de ces Sociétés et Associations ou le domicile des autres participants, pourvu qu'il s'agisse de terrains situés dans le Rhône.

Le nombre des adhérents est illimité.

Les Syndicats agricoles, sociétés canines et autres groupements ayant un lien d'intérêt avec la Fédération peuvent s'y affilier.

Le Conseil d'administration statuera souverainement sur les demandes d'admission ou sur les exclusions sans avoir à motiver les clauses de rejet.

Le non-paiement de la cotisation, même une seule année, entraîne la radiation d'office de l'intéressé un mois après l'envoi d'une lettre recommandée restée sans réponse.

De toutes façons, n'ont voix délibérative à l'Assemblée générale et ne bénéficient des avantages de la Fédération que les Sociétés qui ont payé leur cotisation,

Ressources

ART. 8. — Les ressources de la Fédération consisteront en :

1° Un droit d'entrée de 10 francs pour chaque Société ou chaque adhérent individuel.

2° Des cotisations annuelles fixées à :

a) 1 franc par membre pour les Sociétés de chasse populaires dont la cotisation intérieure est inférieure à 50 francs jusqu'à concurrence de 300 membres (à partir du 300^{me} membre la cotisation ne sera plus que de 0,75 par membre).

b) 100 francs et au-dessus pour les chasses dont la cotisation intérieure ou part est supérieure à 50 francs (à fixer par le Conseil de la Fédération) plus 0,05 par hectare.

c) 10 francs pour les chasseurs individuels.

d) 20 francs minimum pour les membres honoraires.

3° Les subventions qui pourront être accordées.

4° Les dons qui pourront être faits.

5° Les revenus du fonds de réserve.

6° Les dommages-intérêts obtenus en justice, etc.

Les droits d'entrée et cotisations ci-dessus pourront être modifiés par l'assemblée générale. Le tout sera payable entre les mains du Trésorier de la Fédération dans le mois de l'admission ou avant l'assemblée générale. Tout retard donnera lieu à un recouvrement à domicile avec majoration de 2 francs.

Charges

ART. 9. — Les charges de la Fédération auront pour cause et objet :

1° L'affiliation à d'autres Sociétés.

2° L'organisation matérielle de la Société (rétribution des employés, fournitures diverses, frais d'impression, location de bureaux et autres).

3° L'entretien d'une brigade mobile de contre-braconnage, l'achat de matériel, l'organisation de cours de piégeage, l'allocation de primes de destruction et des gratifications diverses,

- 4° La constitution de réserves de chasse.
- 5° L'organisation de parcs d'élevage et achat d'animaux de repeuplement.
- 6° L'organisation de Congrès et la participation de la Fédération à ceux organisés par d'autres Sociétés.
- 7° Les impôts et taxes, sous quelque dénomination que ce soit, auxquels la Fédération serait assujettie.
- 8° Les débours de voyages des membres du Conseil d'administration chargés de missions spéciales.
- 9° Les frais de bureau.
- 10° Les frais de justice.

Cette énumération n'est qu'énonciative et non limitative; elle s'étendra à toutes les dépenses que les besoins du service pourraient nécessiter.

Administration

ART. 10. — La Fédération est administrée par un Conseil de 12 à 22 membres, pris parmi les Membres des Sociétés affiliées et les adhérents individuels et choisis autant que possible de façon à ce que les diverses Régions du Département y soient représentées. Les membres du Conseil sont élus pour trois ans et renouvelables par tiers par l'Assemblée générale, au scrutin secret, et à la majorité absolue des suffrages exprimés, quel que soit le nombre des votants. Ils sont indéfiniment rééligibles. Par dérogation à la règle qui vient d'être posée, il sera procédé par voie de tirage au sort, à la désignation des membres du Conseil sortant à l'expiration de la première et de la deuxième année.

ART. 11. — Le Conseil choisit, au scrutin secret, immédiatement après l'Assemblée générale, ou lors de sa première réunion, son bureau, qui est composé de :

Un Président, deux Vice-Présidents, un Secrétaire général, un Trésorier général, un Secrétaire adjoint, un Trésorier adjoint.

ART. 12. — En cas de vacance ou de démission d'un ou de plusieurs de ses membres, le Conseil pourvoira à leur remplacement, sauf ratification par la prochaine Assemblée générale. Si, toutefois, le nombre des vacances ou des démis-

sions dépasse la moitié des membres du Conseil, il y aura lieu de réunir une Assemblée générale pour procéder à leur remplacement.

ART. 13. — Le Conseil se réunit toutes les fois que les intérêts de la Fédération l'exigent, soit sur convocation du Président, soit sur la demande écrite de trois de ses membres.

La présence d'un quart au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations. Un membre du Conseil qui, sans motif grave, aura manqué trois réunions consécutives, sera considéré de plein droit comme démissionnaire.

Le Conseil est compétent pour connaître et décider de toutes les questions se rapportant aux différents buts poursuivis par la Fédération. Il décide également de toutes les poursuites à engager ou à surveiller au nom de la Fédération. Toutefois, dans le cas d'urgence, le Président pourra valablement engager des poursuites ou intervenir dans des poursuites déjà engagées, ou transiger, s'il a, par lettre, recueilli l'assentiment de la majorité des membres du bureau.

ART. 14. — L'assemblée générale se réunit une fois par an, au printemps ou en été, dans l'endroit que désigne le Conseil. Elle comprend tous les membres actifs. Les Sociétés adhérentes ont une voix par dix membres ou fraction de dix sans qu'une Société puisse avoir plus de 5 voix.

Il est présenté à l'assemblée générale un rapport sur la gestion du Conseil d'administration et sur la situation morale et financière de la Fédération. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, règle le budget de l'exercice suivant, procède à l'élection des membres du Conseil et statue sur toutes les questions qui sont portées à l'ordre du jour. Sur les questions non portées à l'ordre du jour l'assemblée ne pourra délibérer valablement que si aucun de ses membres ne s'y oppose.

ART. 15. — En outre de l'assemblée générale ordinaire, des assemblées générales extraordinaires auront lieu toutes les fois que l'intérêt de la Fédération l'exigera, soit sur convocation du Président, soit sur la demande écrite d'un quart au moins des membres actifs de la Fédération.

ART. 16. — Aux assemblées générales le vote par procuration est admis. Sauf pour les assemblées appelées à prononcer la modification des Statuts ou la dissolution de la Société et dont il sera parlé plus loin, les décisions des assemblées générales sont valablement prises à la majorité absolue des voix, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

ART. 17. — La Fédération est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par son Président et, en cas d'empêchement, par un de ses Vice-Présidents.

ART. 18. — Les présents Statuts ne pourront être modifiés que sur la proposition du Conseil ou sur la demande écrite d'un quart au moins des membres actifs de la Fédération. L'Assemblée à laquelle des modifications de Statuts seront proposées, devra se composer du quart au moins des membres actifs de la Fédération (les sociétés adhérentes comptant comme il a été dit plus haut). Elle ne pourra modifier les Statuts qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

ART. 19. — La dissolution de la Fédération et l'attribution des fonds restant en caisse ne pourront être mis en délibération que sur la proposition du Conseil ou sur la demande écrite d'un quart au moins des membres actifs de la Fédération, et l'assemblée générale, convoquée spécialement à cet effet devra se composer de la moitié plus un des membres de la Société. Si cette proportion n'est pas atteinte, une assemblée ultérieure aura lieu, et pourra valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

ART. 20. — Un règlement intérieur, qui arrêtera les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents statuts, sera, s'il y a lieu, préparé par le Conseil et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

BIBLIOGRAPHIE

I. Bibliographie générale

- AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil Français.
- BAUDRILLART, HERBIN DE HOLLE et CHEVALIER. — Recueil des Règlements sur les forêts, la chasse et la pêche (1815-1843, 7 vol. in-quarto).
- BAUDRAIN. — Des dégâts occasionnés aux champs par les lapins. Responsabilités des propriétaires et locataires de chasse, 2^{me} édition, 1889, in-8.
- BAUDRY-LACANTINERIE et CHAUVEAU. — Précis de Droit Civil: Les Biens.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Contrat de louage, 3^{me} édition, 1907, 3 vol. in-8.
- BOSC. — Eléments du Droit civil, Montpellier, 1901.
- BONTAND. — Des clauses de non responsabilité et de l'assurance de la responsabilité des fautes.
- BOUHIER (Président). — Observations sur la coutume de Bourgogne.
- BRUSSEL. — Usage général des fiefs.
- BUFNOIR. — Propriété et contrat. Paris, Rousseau, 1900.
- COLIN et CAPITANT. — Cours de Droit civil français.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale et Répertoire pratique V^o Chasse.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon.
- DUCAURROY, BONNIER et ROUSTAIN. — Commentaire théorique et pratique de Droit civil.
- DURANTON. — Cours de Droit français suivant le Code civil.
- FROMAGEOT. — De la faute... en droit privé. Paris, 1891, Rousseau, in-8.

- FUZIER-HERMANN. — Répertoire général du Droit français.
GRÉGOIRE (de Tours). — Histoire de France.
GUYOT. — Répertoire raisonné de Jurisprudence, V^e Chasse.
GUILLOUARD. — Contrat de louage, Paris, Durand, 1885, in-8,
2 vol.
HOUPIN. — Traité général des Sociétés, 5^e édition, Paris, 1921.
HERVÉ. — Matières féodales, Paris, 1785, in-8.
HENNEQUIN. — Traité de Législation et de Jurisprudence
suivant l'ordre du Code civil, Paris, 1841, in-8, 2 vol.
LABORI. — Répertoire encyclopédique du Droit français.
LAROMBIÈRE. — Théorie et Pratique des obligations, Paris,
1857, 5 vol., in-8.
LAURENT. — Principes du Droit civil français.
ISAMBERT. — Anciennes Lois françaises.
MARCADÉ. — Explication théorique et pratique du Code
Napoléon.
MERLIN. — Répertoire universel et raisonné de jurispru-
dence. V^e Chasse.
MICHELET. — Histoire de France.
Pandectes Françaises. — Répertoire.
PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit civil, Paris, 1925.
PORCHEROT. — De l'abus de Droit, Dijon, 1901.
POTHIER. — Traité des Fiefs.
— Traité du Domaine de la Propriété.
RIPERT. — De l'exercice du droit de propriété dans ses
rapports avec les propriétés voisines, Aix, 1902.
ROUSSEAU Jean-Jacques. — Confessions.
— Emile.
SAINCTELETTE. — Responsabilité et garantie. Paris, Maresq,
1884, in-8.
SALANSON Louis. — De l'abus de Droit. *Thèse* Paris, 1903,
in-8.
SALEILLES. — Les accidents du travail et la Responsabilité
civile. Paris, Rousseau, in-8, 1897.
— Essai de la Théorie générale de l'obligation d'après
le projet du Code civil allemand. Paris, Pichon, in-8,
1890.
SOURDAT. — Traité général de la responsabilité, 6^e édit., Pa-
ris, 1911, Marchal et Godde, 2 vol. in-8.

- TOULLIER. — Droit civil français, suivant l'ordre du Code, 6^e édition, 1844-1848, 7 vol.
- TAINE. — Origines de la France contemporaine.
- TALBOT (Chevalier de). — Lettres anglaises.
- VALETTE. — De la propriété et de la destruction des biens, Paris, 1879, in-8.
- VIOLLET. — Etablissements de St-Louis.
- YOUNG Arthur. — Voyages en France.

II. Bibliographie spéciale

- AZAIS. — Comment créer, organiser et administrer un Syndicat de Chasseurs, Paris, *Eleveur*, 1924.
- ALBERT Joseph. — *Die Deutsche Jagdgesetzgebung*, München, 1890, in-8.
- ANTY Michel. — Les dommages causés par le gibier et la Responsabilité civile. *Thèse* Paris, 1901, in-8.
- BELLECROIX (E.). — *La Chasse Pratique*, Paris, 1886, in-12
- BERLEMONT. — Les vices de notre législation cynégétique. Paris, Rousseau, 1903.
- BERRIAT-SAINT-PRIX. — Législation de la Chasse et de la Louveterie commandée. Paris, 1845, in-8.
- BLANDIN (René-Frédéric). — Des droits et des devoirs du propriétaire foncier, relativement à la Chasse. *Thèse* Tours, 1897, in-8.
- BOUIS (Paul). — Essai sur les délits de chasse. *Thèse* Châteauroux, 1901, in-8.
- BOULEN (Charles). — Le droit de chasse et la propriété du Gibier, en France, depuis l'origine de la Monarchie jusqu'à nos jours. Paris, 1887, in-8.
- BRISSET (Louis). — Garennes et colombiers. *Thèse* Paris, 1902, in-8.
- BACQUET. — Des biens qui n'appartiennent à personne et des biens dont l'usage est commun à tous les hommes. *Thèse* Paris, 1921, in-8.
- BAUDOIN, RADOT, SIRE. — Conseils aux gardes. *Guide du Chasseur* (Paris, S. H. C. F., 1925).

- BAUDOIN, JAFFEUX, RADOT. — Dictionnaire de la Jurisprudence générale en matière de Chasse. Paris, 1910.
- BLANCHE et DE MONY. — Dictionnaire général de l'Administration, V^e Chasse ; 1904, in-8.
- BLOCK. — Dictionnaire de l'administration Française, V^e Chasse, 5^{me} édition, 1905, in-8.
- BONNEFOY. — Traité des locations de chasse. 1907, in-8.
Bulletin des Annales Forestières.
- CAMUSAT-BUSSEROLLES. — Code de la Police de la Chasse, annoté par Franck Carré. Paris, 1844, in-8.
- CARRET. — Le droit de chasse, attribut du droit de propriété. *Thèse* Dijon, 1911, in-8.
- CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA CHASSE, tenu à Paris, du 15 au 18 mai 1907 (Compte rendu des Travaux), publié sous les directives du Ministère de l'Agriculture. Paris. *Gazette du Palais*, 1907.
- CHAMPIONNIÈRE. — 1^o Manuel du Chasseur; Loi sur la Chasse; précédée de l'histoire du droit de chasse. Paris, 1844, in-8.
2^o De la propriété des eaux courantes. Paris, 1846, in-8.
- CHANOINE DAVRANCHES. — Le droit de chasse ; son origine sa nature. Rouen, 1895, in-8.
- CHARDON. — Le droit de chasse français. Paris, 1845, in-8.
- Chasse (La). — Législation, Jurisprudence, Doctrine. Extrait du répertoire de la Police judiciaire et administrative. Paris, 1895, in-16.
- Chasse Moderne (La). — Encyclopédie du chasseur. Paris, Larousse, s. d., in-8.
- CHERVILLE (DE). — Les Quadrupèdes de chasse.
- CHENU (Charles). — Chasse et Procès. Etude pratique de la Loi sur la Chasse. Paris, 1890, in-18.
- CIVAL. — Loi sur la Police de la Chasse, annotée et suivie des Lois et Arrêts sur la Louveterie. Paris, 1852, in-8.
- CIRIER (Julien). — Du délit de chasse sur le terrain d'autrui. *Thèse* Lille, 1887, in-8.
- COLIN (Paul) et RIBADEAU-DUMAS (H.). — Manuel Juridique et Pratique de la Chasse, 3^{me} édit., Godde, Paris, 1925, in-16.

- DARTEIN (DE). — Eaux et Forêts d'Alsace-Lorraine. Strasbourg, 1920. Librairie française A. Vix et C^{ie}.
- DOGUIN. — De la Chasse en Droit français. — La Loi du Grand-Duché de Bade sur la Chasse.
- DELECRAZ. — Où en est la chasse en France. Paris, « *Eleveur* », 1925.
- DEMAY (Ernest). — Recueil des lois sur la Chasse en Europe et dans les principaux Pays d'Amérique, d'Afrique et d'Asie. Paris, 1894, in-8.
- DOUXCHAMPS (Charles). — « Le Chasseur belge », comprenant tout le domaine législatif de la chasse. Bruxelles, 1892, in-8.
- DU CANGE. — V^o Foresta.
- DUFOUR (Baron). — La loi sur la Chasse, expliquée à l'aide de la Jurisprudence. Paris, 1863, in-8.
- DUFRENOY (Pierre). — Histoire du droit de chasse et du droit de pêche dans l'ancien Droit français. *Thèse* Paris, 1896 in-8.
- DUMONT (E.). — Manuel Juridique de la Chasse. Paris, 1894, in-18.
- DUNOYER DE NOIRMONT. — Histoire de la Chasse en France. Paris, 1867-1868, gr. in-8.
- DUVERGIER. — Code de la Chasse ou Commentaire de la Loi du 5 mai 1844. Extrait de la collection des lois. Année 1844, in-12.
- ENJOY (Paul d'). — Comment on défend ses droits à la Chasse. Paris, 1900, in-16.
- ESPINASSOUX (Chapel d'). — Du droit de chasse. *Thèse* Montpellier, 1876, in-8.
- ESTERNO (d'). — Le Roi s'amuse... et la loi aussi. Paris, 1875, in-12.
- FORGEOT. — Les lapins de garenne devant la Loi et la Jurisprudence. Paris, Rousseau, 1911.
- FRÉMY. — Code de la Responsabilité des propriétaires des Bois et Forêts, locataires de chasse, et compétence du Juge des Référés. Paris, 1879, in-12.
- Du droit de Destruction des animaux malfaisants ou nuisibles. Paris, 1880, in-8.

- GAILLARD (Henri). — Le gibier, la propriété, le braconnage. Paris, Librairie centrale, in-12.
- GALLICHER-LAVANNE (Louis). — Le droit de chasse; Ses rapports avec la propriété. *Thèse* Orléans, 1901, in-8.
- GAURE (J.). — « Le Manuel de la Chasse ». Les droits du chasseur et du propriétaire, en matière de chasse et de gibier. Paris, 1897, in-8.
- GÉRARD (Paul). — L'exercice du droit de chasse au point de vue civil. *Thèse* Paris, 1900, in-8.
- GILLON et VILLEPIN. — Nouveau Code des Chasses. Paris, 1851, in-18.
- GIRAudeau, LELIÈVRE et SOUDÉE. — La chasse suivie de la Louveterie. Paris, 1882, in-18.
- GIRAUT. — De la communalisation des chasses. *Thèse* Paris, 1908, in-8.
- GHISLAIN (Ferdinand). — Le chasseur Prud'homme, Namur, 1856, in-8.
- Des conflits entre chasseurs, fermiers et propriétaires, Namur, 1865, in-12.
- GUILLAUME DE JUNIÈGES. — Histoire des Normands.
- HÉVIN. — Législation forestière.
- HOUEL (J.). — Code de la Chasse, Paris, 1825, in-24.
- Le nouveau Code de la Chasse, Paris, 1844, in-32.
- HUBERT (Victor). — Du droit de Chasse ; des droits et obligations du Chasseur, *Thèse* Paris, 1893, in-8.
- JACQUINOT. — Propriétaire et Fermier devant la Chasse et la Pêche, Paris, 1880, in-12.
- JAMAULT. — De l'exercice du droit de Chasse au point de vue économique. Paris, Simon, 1909.
- JEVAIN (Philippe-Henri). — Le droit de chasse et la propriété foncière.
- De la communalisation du droit de chasse, *Thèse* Nevers, 1901, in-8.
- JOSSERAND. — De l'abus des droits. Paris, Rousseau, 1905, in-8.
- JULIEN. — La Chasse, son histoire, sa législation.
- JULLEMIER et REUILLER. — Les lapins.
- JULLEMIER. — Des procès de Chasse. Paris, 1876, in-12.
- Traité des locations de Chasse. Paris, 1884-1890, in-16.

- LAJOY (Raoul). — Quelques questions de chasse. Paris, 1884-1890, in-16.
- Chasse à tir; Chasse à courre; Petit Dictionnaire de Jurisprudence à l'égard des Chasseurs. Paris, 1889, in-18.
- LAVERNE. — De la propriété du gibier d'élevage. Paris, Larose, 1905, in-8.
- LARCHER (Lucien). — Répertoire alphabétique du droit de Chasse et sa Jurisprudence, Paris, 1902, in-8.
- LAUNAY (F. de). — Nouveau Traité du Droit de Chasse, Paris, 1681, petit in-8.
- LAVALLEE et BERTRAND. — Vade-Mecum du Chasseur; Loi sur la Police de la Chasse. Paris, 1844, petit in-8.
- LAVALLEE (Joseph). — La Chasse à tir, en France, Paris, 1857, in-12.
- LEBLOND. — Code de la Chasse et de la Louveterie, Paris, 1895, in-12.
- LECLERC (Jules). — Questions de Chasse, résolues d'après les décisions les plus récentes des Cours et Tribunaux, Chalon-sur-Marne, 1885, in-16.
- LEMONON. — Des dommages causés par le gibier. Paris, 1903, in-8.
- LESSE (De). — La Chasse; Elevage et Piégeage. Paris, Bailière et Fils, 1920.
- LEVESQUE. — La Chasse et ses abus, dans le département de Seine-et-Marne. Provins, 1889, in-12.
- LEVESQUE (L.). — La Chasse et la grande propriété en Seine-et-Marne, Provins, 1891, in-8.
- LOISEAU et VERGÉ. — Loi sur la police de la Chasse. Paris, 1844, in-24.
- MAILHOL (D. de). — Code de la Chasse et de la Pêche, Paris, 1855, in-18.
- MEAUME. — Commentaires du Code forestier, Paris, 1844, in-8.
- MENCHE DE LOISNE. — De l'occupation en Droit romain. Du droit de Chasse en Droit français ancien, Paris, 1878, in-8.
- MERLIN. — Répertoire, V° Garenne,

- MEGNIN (Pierre). — Elevage, Hygiène et Maladies du gibier à poil et à plumes, lièvres, lapins, faisans et perdrix. Vincennes, 1893, in-8.
- MERSAN (De). — Manuel du Chasseur et du Garde-Chasse, Paris, 1821, in-12.
- MORAEI (Georges). — Chasse et Braconnage. « Manuel Juridique du Chasseur », Paris, 1897, in-18.
- MOUGEOT (Léon). — Circulaires aux Préfets, relatives à la Chasse, du 16 janvier 1903 et du 15 février 1904.
- MOUZIN-LYZIS. — De la protection du gibier en France et à l'Etranger. *Thèse* Paris, 1893, in-8.
- MOYAT (Lucien). — Etude historique, critique et comparée sur le droit de chasser, en général. *Thèse* Paris, 1900, in-8.
- NEYREMAN (De). — Questions sur la Chasse. Paris, 1871, in-18.
- PÉROUSE. — Les biens sans maître, Lyon, 1905, in-8.
- PENEAU (A.). — Du droit de Chasse. *Thèse* Paris, 1902, in-8.
- PERRÈVE. — Traité des délits et des peines de Chasse, Paris, 1845, in-8.
- PETIT. — Traité complet du droit de Chasse.
- POMMERAY (Léon). — De la Chasse, en Droit romain et en Droit français (ancien et moderne). *Thèse* Poitiers, 1882, in-8.
- PUTON. — La Louveterie et la destruction des animaux nuisibles. Paris, 1872, in-8.
- Manuel de Législation forestière, Paris, 1875, in-8.
- PIAT. — De l'occupation (Droit romain). Du droit de Chasse et des conditions de son exercice (Droit français), Paris, 1890, in-8.
- PHILIPPON. — Le piégeage moderne, Paris, S. H. C. F., 1925.
- ROGRON. — Le Code de la Chasse expliqué. Paris, 1850, in-18.
- RENÉ. — Manière d'éviter les procès de chasse, 1908, in-16.
- ROUSTAN. — Guide pratique du Chasseur devant la Loi, 1890, in-18.

ROUSSEAU. — De l'abus du Droit, Paris, 1905.

Répertoire de Législation et de Jurisprudence forestière.

SCHœFFER (Maurice). — De l'aveu dans la procédure romaine (Droit romain). Du droit de Chasse dans ses rapports avec la propriété (Droit français), *Thèse* Nancy, 1885, in-8.

SAUVALLE. — De la distinction entre les immeubles par nature et les immeubles par destination, Paris, 1902, in-8.

SOREL (Alexandre). — Chasse à tir et à courre. Du droit de suite et de la propriété du gibier tué, blessé ou poursuivi. Paris, 1862, in-8.

— Dommages aux champs, causés par le gibier, et responsabilité des propriétaires de bois et forêts, Paris, 1861, in-8.

SOUDEC. — Chasse et destruction des animaux nuisibles, 1907, in-8.

SYLVA-TAROUCA (Ernst, Graf.). — Kein Heger, Kein Jaeger! Ein Handbuch der Wildhege für weidgerechte Jaddherren und Jaeger, Berlin, 1899, in-8.

SOURDAT. — Traité général de la responsabilité, 5^e éd., 1902, 2 vol., in-8.

TESTARD. — La Cynégétique de France au xx^e siècle, in-8.

TOUSSENEL. — L'esprit des bêtes.

TURPAULT (Henri). — La protection du gibier dans la législation française. *Thèse, Paris*, 1902, in-8.

VIEIL. — Nouveau Code du Chasseur, Paris, 1874, in-18.

VIEIL (André). — Des obligations imposées par la loi du 3 mai 1844 au propriétaire ou concessionnaire du droit de chasse pour l'exercice de ce droit. *Thèse Caen*, 1901, in-8.

VILLEQUEZ (F.). — Du droit du chasseur sur le gibier, Paris, 1884, in-18.

WAUTHIER. — De la communalisation des Chasses, Paris, 1908, in-8.

III. Revues cynégétiques

Saint-Hubert Club Illustré, Paris, 21, rue de Clichy, collection de 1923-1925.

L'Eleveur, Paris, 5, rue de Stockholm. Collection de 1921 à 1926.

L'Acclimatation, 46, rue du Bac, Paris.

Le Chasseur Français, St-Etienne (Loire). Numéros de l'année 1922 à 1925.

La Chasse Régionale, Lyon (Rhône), 9, quai Jules-Courmont, années 1925-1926.

Chasse, Pêche, Tourisme, Saintes (Charente-Inférieure), années 1923-1924.

Chasse et Agriculture, Toulouse Haute-Garonne), 3, place du Capitole, années 1923-1926.

L'Opinion, 8, rue Geoffroy-Marie, Paris, 1924.

Revue Mensuelle des Chasseurs, Pêcheurs, Agriculteurs des Pyrénées-Orientales, 28, rue Grande-la-Réal, Perpignan (Pyrénées-Orientales). Années 1925-1926.

Nombreux documents inédits appartenant à l'auteur.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE. — <i>La grande misère de la Chasse en France</i>	9
CHAPITRE PREMIER. — <i>Causes matérielles</i>	11
A. Causes anciennes	11
1) Bêtes nuisibles	11
2) Braconnage	12
3) Intempéries	13
B. Causes nouvelles	13
1) Modifications à la culture du sol	13
2) Morcellement de la propriété	14
3) Nombre croissant des chasseurs	14
CHAPITRE II. — <i>Cause juridique : la législation actuelle de la chasse</i>	17
Section A. — <i>La néfaste théorie de la « Res Nullius »</i>	20
I. La Doctrine actuelle	20
a) Age primitif	20
b) Droit romain	21
c) France	22
II. Critique de cette Doctrine	23
a) La jurisprudence s'est-elle trompée ?	23
b) L'argument des animaux sauvages	30
c) L'argument du Droit romain	31
d) L'argument des « Biens sans Maître »	32
e) Les précédentes critiques	33
f) La « Res Nullius » est désastreuse pour le gibier	40

Section B. — La néfaste théorie de l'autorisation tacite	42
I. La Doctrine actuelle	42
II. Critique de cette Doctrine	45
CHAPITRE III. — <i>Cause sociale : L'inorganisation de la chasse, tentatives et échecs</i>	51
A. La communalisation obligatoire : Loi alsacienne du 7 février 1881	52
Exposé	53
Caractères et avantages	54
Inconvénients	57
Résultat	59
B. La communalisation facultative : Le système Mougeot. Circulaire du 16 janvier 1903	60
Exposé	61
Inconvénients	62
Résultat	63
C. Le système des Associations syndicales : Projet Chéron-Madelin	64
Exposé	65
Avantage	66
Inconvénients	67
Résultat	68
D. Le système de l'« Impôt cynégétique »	69
Principes	69
Caractères	70
Avantages	71
Inconvénients	72
Résultat	73
Conclusion	74
CONCLUSION de la Première Partie	75
DEUXIÈME PARTIE. — <i>L'organisation</i>	79
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'organisation technique</i>	83
A. Limiter la destruction	83
a) Limitation du nombre de jours de chasse par semaine	84

b) Ouvertures retardées ou fermetures anticipées...	84
c) Respect de certaines espèces de gibier.....	84
d) Création de réserves.....	84
B. Produire davantage	85
1) Faire vivre et prospérer tout ce qui naît.....	85
a) Surveiller les nichées et les couvées.....	85
b) Empêcher le braconnage	86
c) Détruire les animaux nuisibles.....	87
2) Faire de l'élevage, de la production artificielle.	88
CHAPITRE II. — <i>La Réforme juridique</i>	93
L'accession	95
Sa justification	96
Antécédents	100
I. Pour les pigeons.	100
II. Pour les animaux de basse-cour	101
III. Pour les abeilles.....	103
Conséquences	108
Conclusion	112
CHAPITRE III. — <i>L'organisation économique et sociale</i> <i>de la chasse</i>	115
Section A. — Les Associations communales de chasse populaire	115
I. La forme rurale : les Associations communales...	118
A. Origine	118
B. Composition	119
I. Les associés	119
II. Le territoire	121
III. Les droits de chasse	123
IV. La forme juridique	126
a) Les quatre lois	126
b) Société-Association	128
C. Fonctionnement	136
I. Le Bureau	136
II. Les ressources et les dépenses	137
III. La réglementation et les résultats obtenus.....	138

II. La forme suburbaine : les groupements de communes en chasse « banale organisée »	141
Conclusion	146
Section B. — Les difficultés rencontrées et leurs solutions	148
I. La « Res Nullius »	148
II. L'Enclave	149
III. L'Isolement	152
IV. Ville et campagne	154
Section C. — L'Organisation supérieure	156
I. La Fédération départementale	156
II. La Fédération régionale: les régions cynégétiques	162
III. La Fédération nationale: Le Comité national de la chasse	164
CONCLUSION	167
PIÈCES JUSTIFICATIVES :	
I. Loi d'Alsace-Lorraine sur l'exercice du droit de chasse du 7 février 1881	171
II. Circulaire de M. Mougeot du 16 janvier 1903....	176
III. Projet de loi relatif à la création d'Associations syndicales de chasse, projet Madelin-Chéron...	181
IV. Le projet de loi sur la chasse, dit de l' « impôt cynégétique »	188
V. Statuts d'Association communale de chasse.....	205
VI. Statuts de Fédération départementale.....	208
BIBLIOGRAPHIE	215
